826 (2016-2017) — N° 1 **Annexe 10**
827 (2016-2017) — N° 1 **Annexe 10**

PARLEMENT WALLON

SESSION 2016-2017

9 JUIN 2017

PROJETS DE DÉCRET

contenant le premier ajustement du budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

contenant le premier ajustement du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

Budget des unités d'administration publique *

4e session de la 10e législature
* Voir Doc. **826** (2016-2017) – N°1
Doc. **827** (2016-2017) – Nos 1 et 1*bis*

site internet : www.parlement-wallonie.be
courriel : courriel@parlement-wallonie.be

TABLE DES MATIÈRES

I. COMPÉTENCES DE M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE .....
Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles (AViQ)
Port Autonome de Namur (P.A.N.)
Port Autonome de Charleroi (P.A.C.)
Société régionale wallonne de Financement complémentaire des Infrastructures (SOFICO)

II. COMPÉTENCES DE M. MARCOURT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'INNOVATION ET DU NUMÉRIQUE .....
Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers (AWEx)

III. COMPÉTENCES DE MME TILLIEUX, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION.....
Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises (IFAPME)
Office francophone de la Formation en alternance (OFFA)
Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi (FOREm)

IV. COMPÉTENCES DE M. DI ANTONIO, MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT, DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE LA MOBILITÉ ET DES TRANSPORTS, ET DU BIEN-ÊTRE ANIMAL .....
Institut Scientifique de Service Public (ISSeP)
Agence wallonne de l'air et du Climat (AWAC)

V. COMPÉTENCES DE M. LACROIX, MINISTRE DU BUDGET, DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA SIMPLIFICATION ADMINISTRATIVE ET DE L'ÉNERGIE .....
Commission wallonne pour l'énergie (CWaPE)
École d'administration publique Wallonie-Bruxelles (EAP)
Agence wallonne de l'air et du Climat (AWAC)

VI. COMPÉTENCES DE M. DERMAGNE, MINISTRE DES POUVOIRS LOCAUX, DE LA VILLE ET DU LOGEMENT .....
Centre régional d'aide aux communes (CRAC)
Société wallonne du Logement (SWL)
Fonds du Logement des familles nombreuses de Wallonie (FLW)
Société wallonne du crédit social (SWCS)

I. COMPÉTENCES DE M. PRÉVOT, MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DE LA SANTÉ, DE L'ACTION SOCIALE ET DU PATRIMOINE

PROJET DE DECRET

contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget général des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

EXPOSE PARTICULIER
afférent au Budget de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles

TABLE DES MATIERES

I. INTRODUCTION **6**

II. TABLEAUX DE RECETTES **7**

Section 01 – Recettes en provenance de la Région *7*
Programme 01 7
Programme 02 9
Programme 03 10
Programme 04 11
Programme 05 13

Section 02 – Recettes spécifiques aux branches *14*
Programme 01 14
Programme 02 15
Programme 03 16
Programme 04 17
Programme 05 18

III. TABLEAUX DEPENSES **19**

Section 01 – Gestion centrale de l'Agence *19*
Programme 01 19
Programme 02 20
Programme 03 21
Programme 04 23
Programme 05 26
Programme 06 28
Programme 07 30

Section 02 – Gestion des missions du Comité de branche Bien-être et Santé *31*
Programme 01 31
Programme 02 34
Programme 03 36
Programme 04 38
Programme 05 40
Programme 06 45
Programme 07 47

Section 03 – Gestion des missions du Comité de branche Personnes handicapées *50*
Programme 01 50
Programme 02 53
Programme 03 54
Programme 04 67
Programme 05 76

Section 04 – Gestion des missions du Comité de branche Familles *77*
Programme 01 77
Programme 02 78
Programme 03 79

Section 05- Gestion des missions communes à différents Comités de branche *80*
Programme 01 80
Programme 02 84

INTRODUCTION

Au 1er janvier 2016, l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles est entrée en action, comme opérateur wallon en charge des politiques de la Santé, du Bien-être, du Handicap et de la Famille.

En adoptant le décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles (AViQ), la Wallonie s'est dotée d'un organisme d'intérêt public regroupant les compétences jusque-là gérées par des administrations ou organismes d'intérêt public ou IPSS relevant de la Wallonie (AWIPH et Direction générale des Pouvoirs locaux, de l'Action sociale et de la Santé), de la Fédération Wallonie-Bruxelles (Direction générale de la Santé du Ministère de la Communauté française) et du fédéral (Famifed, Inami, SPF santé publique et SPF sécurité sociale).

La création de l'Agence s'inscrit dans la droite ligne de l'accord politique dit « de la Sainte Emilie » du 19 septembre 2013 faisant suite à la sixième réforme de l'Etat. L'Agence est gérée par un Conseil général dont la composition et le fonctionnement sont inspirés des organes de gestion des institutions publiques de sécurité sociale existant au fédéral. Elle dispose également de trois comité de branches : le Comité de branche « Bien-être et Santé », le Comité de branche « Handicap » et le Comité de Branche « Familles ».

Dans une logique de proximité et de continuité du service, des Commissions subrégionales de coordination les bureaux régionaux de Mons, Ottignies, Dinant, Liège, Charleroi, Namur et Libramont qui relevaient de l'AWIPH conservent les mêmes compétences pour l''intégration des personnes handicapées.

Plus précisément, l'Agence est compétente pour :

1° la politique de santé, dans les limites fixées par l'article 5, § 1er, I, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 6°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Wallonie et à la Commission communautaire française ;

2° la politique familiale visée à l'article 5, § 1er, II, 1°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, dans les limites fixées par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Wallonie et à la Commission communautaire française ;

3° la politique des handicapés, dans les limites fixées par l'article 5, § 1er, II, 4°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Wallonie et à la Commission communautaire française ;

4° la politique du troisième âge, dans les limites fixées par l'article 5, § 1er, II, 5°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et par l'article 3, 7°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Wallonie et à la Commission communautaire française ;

5° les prestations familiales visées à l'article 5, § 1er, IV, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles et à l'art. 3, 8°, du décret du 11 avril 2014 relatif aux compétences de la Communauté française dont l'exercice est transféré à la Wallonie et à la Commission communautaire française. ».

II. TABLEAUX DES RECETTES

SECTION 01 : RECETTES EN PROVENANCE DE LA REGION

PROGRAMME 01 : DOTATIONS POUR LE FONCTIONNEMENT DE L'AGENCE

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 01.01		
						Dotations pour le fonctionnement de l'Agence		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	01	01 01	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses frais de fonctionnement	43 591	+633
						Totaux pour le Titre I	*43 591*	*+633*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	01	01 01	2	66 01 11	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses investissements	1 008	-175
						Totaux pour le Titre II	*1 008*	*-175*
						Total pour le programme 01.01	***44 599***	***+458***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 46.01.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses frais de fonctionnement
(CODE SEC : 46.01.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **43.591 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **44.224 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les frais de fonctionnement de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par les variations suivantes :
  - Indexation des frais de fonctionnement : +223 milliers EUR ;
  - « Plan bien-être » dans le cadre de la dernière convention sectorielle 2013-2016 : +18 milliers EUR ;
  - Transfert au départ de la dotation pour missions réglementées : +217 milliers EUR ;
  - Transfert au départ de la dotation en capital pour la couverture des investissements : +175 milliers EUR.
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

A.B. 66.01.11 – Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses investissements
(CODE SEC : 66.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **1.008 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **833 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les investissements de fonctionnement de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.

La variation des crédits des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par un transfert vers la dotation pour la couverture des frais de fonctionnement de -175 milliers EUR.

- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

SECTION 01 : RECETTES EN PROVENANCE DE LA REGION

PROGRAMME 02 : DOTATIONS LIEES AUX MISSIONS PARITAIRES

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 01.02		
						Dotations liées aux missions paritaires		
						Titre I - Recettes courantes		
13.14	Paritaire	01	01 02	1	47 01 80	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions paritaires	4 858	+1 578
						Totaux pour le Titre I	*4 858*	*+1 578*
						Titre II - Recettes de capital		
13.14	Paritaire	01	01 02	2	67 01 00	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions paritaires	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 01.02	***4 858***	***+1 578***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 47.01.80 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions paritaires

(CODE SEC : 47.01.80)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **4.858 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **6.436 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes liées aux missions paritaires de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.

  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par les variations suivantes :
  - Indexation des moyens : +2 milliers EUR ;
  - Inclusion des frais liés aux annuités pour la deuxième année des entretiens dans les hôpitaux : +1.576 milliers EUR.
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

SECTION 01 : RECETTES EN PROVENANCE DE LA REGION

PROGRAMME 03 : DOTATIONS LIEES AUX MISSIONS REGLEMENTEES

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 01.03 ***Dotations liées aux missions règlementées***		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Règlementée	01	01 03	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions règlementées	869 807	+11 112
						Totaux pour le Titre I	*869 807*	*+11 112*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Règlementée	01	01 03	2	66 01 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions règlementées	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 01.03	***869 807***	***+11 112***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 46.01.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions règlementées

(CODE SEC : 46.01.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **869.807 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **880.919 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes liées aux missions règlementées de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.

  L'augmentation des crédits de 2016 initial à 2017 ajusté s'explique par :
  - L'évolution des paramètres macroéconomiques : +4.347 milliers EUR ;
  - L'inclusion de +3.000 milliers EUR supplémentaires en CE et CL pour les cas prioritaires en Handicap ;
  - L'inclusion de +4.000 milliers EUR supplémentaires en CE et CL pour l'augmentation des contingents SAFA ;
  - - 18 milliers EUR transférés vers le SPW (DGO5) pour la contribution de la Wallonie à la commission nationale des droits de l'enfant ;
  - Un transfert de -217 milliers EUR vers la dotation de fonctionnement de l'Agence.
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

SECTION 01 : RECETTES EN PROVENANCE DE LA REGION

PROGRAMME 04 : DOTATIONS LIEES AUX MISSIONS FACULTATIVES

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 01.04 ***Dotations liées aux missions facultatives***		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Ministre	01	01 04	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être	6 007	+182
13.12	Ministre	01	01 04	1	46 02 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Personne handicapée	2 076	-50
13.12	Ministre	01	01 04	1	46 03 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Famille	0	0
13.12	Ministre	01	01 04	1	46 04 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives communes	5 300	-1 350
						Totaux pour le Titre I	*13 383*	*-1 218*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Ministre	01	01 04	2	66 01 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être	1 390	0
13.12	Ministre	01	01 04	2	66 02 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Personne handicapée	85	0
13.12	Ministre	01	01 04	2	66 03 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Famille	0	0
13.12	Ministre	01	01 04	2	66 04 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives communes	0	0
						Totaux pour le Titre II	*1 475*	*0*
						Total pour le programme 01.04	***14 858***	***-1 218***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 46.01.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être

(CODE SEC : 46.01.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **6.007 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **6.189 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes pour les missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par :
  - +250 milliers EUR pour un appel à projet dans le cadre e-santé ;
  - -100 milliers EUR transférés vers les enveloppes du Ministre Di Antonio pour l'organisation de coordination du « plan moustiques » au niveau wallon ;
  - +32 milliers EUR destinés à couvrir les dépenses du CRP « Les Marronniers » dans le cadre du « plan bien-être ».
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

A.B. 46.02.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Personne handicapée
(CODE SEC : 46.02.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **2.076 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **2.026 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes pour les missions facultatives liées à la Personne handicapée de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.
  La révision des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une diminution des subventions facultatives Handicap qui seront faites par le Ministre.
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

A.B. 46.04.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives communes
(CODE SEC : 46.04.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **5.300 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **3.950 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes pour les missions facultatives communes de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.
  La diminution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par :
  - +250 milliers EUR dans le cadre du plan prévention santé ;
  - -1.600 milliers EUR transférés vers les subventions réglementées de l'Agence en vue de permettre l'augmentation du contingent d'heures des SAFA.
- Perception trésorerie : réglementée par le décret constitutif de l'Agence.

SECTION 01 : RECETTES EN PROVENANCE DE LA REGION

PROGRAMME 05 : DOTATIONS LIEES AUX MISSIONS DANS LE CADRE DES FONDS STRUCTURELS EUROPEENS

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 01.05		
						Dotations liées aux missions dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020)		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Européenne	01	01 04	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020)	456	+467
						Totaux pour le Titre I	*456*	*+467*
						Total pour le programme 01.05	***456***	***+467***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 46.01.10 – Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020)

(CODE SEC : 46.01.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret relatif à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles et décret budgétaire.
- Montant estimé : **456 milliers EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **923 milliers EUR**
- Cet article est destiné à recueillir le produit de la dotation régionale pour couvrir les dépenses courantes pour les missions dans le cadre des fonds structurels de l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles.
- Perception trésorerie : non réglementée.

SECTION 02 : RECETTES SPECIFIQUES AUX BRANCHES

PROGRAMME 01 : RECETTES SPECIFIQUES A LA GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 02.01		
						Recettes spécifiques à la gestion centrale de l'Agence		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	02	02 01	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	88	0
13.12	Générale	02	02 01	1	06 02 10	Annulation-Prescription de dettes/Dons et legs	5	0
13.12	Générale	02	02 01	1	11 01 11	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales du personnel	816	0
13.12	Générale	02	02 01	1	11 02 11	Quote-part du personnel à l'achat de titres-repas	133	0
13.12	Générale	02	02 01	1	46 01 10	Interventions autres en provenance de la Wallonie	0	0
						Totaux pour le Titre I	*1 042*	*0*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	02	02 01	2	06 03 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
13.12	Générale	02	02 01	2	77 01 00	Vente/plus-value sur biens mobiliers	2	0
						Totaux pour le Titre II	*2*	*0*
						Total pour le programme 02.02	***1 044***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 02 : RECETTES SPECIFIQUES AUX BRANCHES

PROGRAMME 02 : RECETTES SPECIFIQUES A LA BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 02.02		
						Recettes spécifiques à la branche Bien-être et Santé		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	02	02 02	1	06 01 00	Amendes administratives diverses	0	0
13.12	Générale	02	02 02	1	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
13.12	Générale	02	02 02	1	38 01 00	Récupérations d'indus en matière de Bien-être et Santé (Secteur privé)	80	0
13.12	Européenne	02	02 02	1	39 01 10	Recettes en provenance du FEDER	68	0
13.12	Européenne	02	02 02	1	39 02 10	Recettes en provenance du FEADER	0	0
13.12	Européenne	02	02 02	1	39 03 10	Autres recettes européennes	0	0
13.12	Générale	02	02 02	1	48 01 00	Récupérations d'indus en matière de Bien-être et Santé (Secteur public)	20	0
						Totaux pour le Titre I	*168*	*0*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	02	02 02	2	06 03 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 02.02	***168***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 02 : RECETTES SPECIFIQUES AUX BRANCHES

PROGRAMME 03 : RECETTES SPECIFIQUES A LA BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 02.03		
						Recettes spécifiques à la branche Personnes handicapées		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	02	02 03	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
13.12	Générale	02	02 03	1	38 01 00	Récupérations d'indus en matière de Personnes handicapées (Secteur privé)	7 080	0
13.12	Générale	02	02 03	1	38 02 00	Recettes liées aux emplois Vandenbrande dans les services résidentiels et d'accueil de jour	2 583	0
13.12	Générale	02	02 03	1	38 03 00	Recettes liées aux emplois Vandenbrande dans les services d'aide en milieu de vie	11	0
13.12	Générale	02	02 03	1	38 04 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur	11	0
13.12	Générale	02	02 03	1	38 05 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Parts contributives (Secteur privé)	45 768	0
13.12	Européenne	02	02 03	1	39 01 10	Recettes en provenance du fonds social européen (FSE)	3 510	0
13.12	Européenne	02	02 03	1	39 02 10	Autres recettes européennes	54	0
13.12	Générale	02	02 03	1	48 01 40	Récupérations d'indus en matière de Personnes handicapées (Secteur public)	760	0
13.12	Générale	02	02 03	1	48 02 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Parts contributives (Secteur public)	2 959	0
13.12	Générale	02	02 03	1	49 01 11	Accords de coopération - COCOF	0	0
13.12	Générale	02	02 03	1	49 02 26	Accords de coopération - Communauté germanophone	379	0
						Totaux pour le Titre I	*63 115*	*0*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	02	02 03	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 02.03	***63 115***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 02 : RECETTES SPECIFIQUES AUX BRANCHES

PROGRAMME 04 : RECETTES SPECIFIQUES A LA BRANCHE FAMILLES

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 02.04		
						Recettes spécifiques à la branche Famille		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	02	02 04	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
						Totaux pour le Titre I	*0*	*0*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	02	02 04	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 02.04	***0***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 02 : RECETTES SPECIFIQUES AUX BRANCHES

PROGRAMME 05 : RECETTES SPECIFIQUES A LA BRANCHE COMMUNE

Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
						Programme 02.05		
						Recettes spécifiques à la branche commune		
						Titre I - Recettes courantes		
13.12	Générale	02	02 05	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
13.12	Générale	02	02 05	1	38 01 00	Récupérations d'indus (Secteur privé)	100	0
13.12	Générale	02	02 05	1	48 01 00	Récupérations d'indus (Secteur public)	0	0
						Totaux pour le Titre I	*100*	*0*
						Titre II - Recettes de capital		
13.12	Générale	02	02 05	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
						Total pour le programme 02.05	***100***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

II. TABLEAUX DES DEPENSES

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 01 : CONSEIL GENERAL

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.01				
						Conseil général				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 01	1	12 01 11	Frais divers liés au Conseil général	6	0	6	0
13.12	Conseil général	01	01 01	1	12 02 11	Frais divers liés au Comité de monitoring budgétaire	2	0	2	0
						Totaux pour le Titre I	8	0	8	0
						Totaux pour le programme 01.01	***8***	***0***	***8***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 02 : COMITE DE STRATEGIE ET DE PROSPECTIVE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.02				
						Comité de stratégie et de prospective				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 02	1	01 01 00	Dépenses de toutes natures liées à la mise en place d'un Comité de stratégie et de prospectives et à la reprise des missions actuellement menées par divers organismes	162	0	162	0
13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	162	0	162	0
						Totaux pour le programme 01.02	***162***	***0***	***162***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 03 : AUDIT INTERNE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.03 ***Audit interne***				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 01 11	Rémunérations, allocations du personnel et cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	153	+1	153	+1
13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	47	+1	47	+1
13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 03	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de l'audit interne	2	0	2	0
						Totaux pour le Titre I	202	+2	202	+2
						Totaux pour le programme 01.03	***202***	***+2***	***202***	***+2***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 11.01– Rémunérations, allocations du personnel et cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne
(CODE SEC : 11.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **153 milliers EUR**
Liquidation **153 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **154 milliers EUR**
Liquidation : **154 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les rémunérations, allocations du personnel et cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne. A ce stade, le crédit a été alimenté sur la base de l'historique de l'AWIPH. Cependant, en cas de nécessité, il pourrait être réalimenté au départ de l'article budgétaire 11.01 du programme 01.06.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	154	154				
TOTAUX	**154**	**154**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 11.02 – Cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne
(CODE SEC : 11.02.20)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **47 milliers EUR**
Liquidation **47 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **48 milliers EUR**
Liquidation : **48 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne. A ce stade, le crédit a été alimenté sur la base de l'historique de l'AWIPH. Cependant, en cas de nécessité, il pourrait être réalimenté au départ de l'article budgétaire 11.02 du programme 01.06.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques et par le supplément de cotisation sociale sur les pensions suite à la progression du taux de taxation de 2 points (passage de 36% à 38%).
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	48	48				
TOTAUX	**48**	**48**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 04 : GESTION TRANSVERSALE RESSOURCES HUMAINES, IMMOBILIERE, INFORMATIQUE ET ADMINISTRATIVE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.04				
						Gestion transversale ressources humaines, immobilière, informatique et administrative				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 04	1	03 01 10	Annulation de créances/fonds dérobés	54	0	54	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la gestion transversale	74	0	74	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la gestion transversale	6	0	6	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la gestion transversale	1 059	0	1 059	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la gestion transversale	1	0	1	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 02 11	Etudes, accès, matériel, équipement et maintenances informatiques	1 628	+175	1 628	+175
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 03 11	Honoraires divers autres	33	0	33	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 04 11	Dépenses de consommation énergétique	239	0	239	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 05 11	Frais de bureaux divers	726	0	726	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 06 11	Location de locaux, entretiens et charges complémentaires y liées	1 016	0	1 016	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 07 11	Frais divers de matériel, matériel roulant et fournitures	106	0	106	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 08 11	Frais de médias	66	0	66	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 09 11	Frais financiers divers	2	0	2	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 10 11	Assurances relatives au personnel et affiliation du personnel au service de santé administrative	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 11 11	Organes de contrôle	46	0	46	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 12 11	Formation professionnelle du personnel	298	0	335	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 13 11	Frais de réunion et d'organisation de séminaires	70	0	70	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 14 11	Frais de publication et de médiatisation et d'études	378	0	378	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 15 11	Frais de justice divers	29	0	29	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 16 11	Autres frais du personnel	52	0	52	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	21 01 10	Charges d'intérêt diverses	3	0	3	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	31 01 32	Transfert vers le fonds des primes syndicales	29	0	29	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	33 01 00	Service social du personnel de l'Agence	184	0	184	0
13.12	Conseil général	01	01 04	1	41 01 10	Remboursement de subsides	50	0	50	0
						Totaux pour le Titre I	6 149	+175	6 186	+175
						Titre II - Dépenses de capital				
13.12	Conseil général	01	01 04	2	71 01 12	Achat d'immeubles	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 04	2	72 01 00	Frais de construction et rénovation	50	2	50	2
13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 01 22	Mobilier, matériel et cloisons à usage administratif	88	-2	88	-2
13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 02 22	Machines à usage administratif	422	0	422	0
13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 03 10	Matériel roulant à usage administratif	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 04 22	Acquisitions informatiques	446	-175	446	-175
13.12	Conseil général	01	01 04	2	81 01 12	Garanties et cautionnements	2	0	2	0
						Totaux pour le Titre II	1 008	-175	1 008	-175
						Totaux pour le programme 01.04	***7 157***	***0***	***7 194***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 12.02 – Études, accès, matériel, équipement et maintenances informatiques
(CODE SEC : 12.02.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.628 milliers EUR**
Liquidation **1.628 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **1.803 milliers EUR**
Liquidation : **1.803 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses relatives au service informatique :
  1- Honoraires pour l'étude sur l'informatisation ;
  2- Honoraires pour l'informatisation de la comptabilité ;
  3- Entretien, réparation et assurance du matériel ;
  4- Maintenance des logiciels ;
  5- Acquisition de petit matériel informatique ;
  6- Acquisition de logiciels ;
  7- Fournitures de bureautique ;
  8- Etudes, accès, matériel et équipements relatif à l'architecture informatique future de l'Agence, en lien avec la 6ème Réforme de l'Etat ;
  9- Provision pour autres charges.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	1.803	1.803				
TOTAUX	**1.803**	**1.803**				**0**

- Liquidation trésorerie : Non règlementée.

A.B. 72.01 – Frais de construction et rénovation
(CODE SEC : 72.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **50 milliers EUR**
Liquidation **50 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **52 milliers EUR**
Liquidation : **52 milliers EUR**

- Ce crédit sert à couvrir les frais d'aménagement, de rénovation, exposés dans les immeubles occupés par l'Agence.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	52	52				
TOTAUX	**52**	**52**				**0**

- Liquidation trésorerie : Non règlementée.

A.B. 74.01 – Mobilier, matériel et cloisons à usage administratif
(CODE SEC : 74.01.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **88 milliers EUR**
Liquidation **88 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **86 milliers EUR**
Liquidation : **86 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les acquisitions de mobiliers et de matériels administratifs :
  1- achats de mobiliers et de matériels de bureau ;
  2- achats de mobiliers de mess ;
  3- achats de mobiliers et matériels divers.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	86	86				
TOTAUX	**86**	**86**				**0**

- Liquidation trésorerie : Non règlementée.

A.B. 74.04 – Acquisitions informatiques
(CODE SEC : 74.04.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Lois et arrêtés sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **446 milliers EUR**
Liquidation **446 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **271 milliers EUR**
Liquidation : **271 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de développements, de licences pour serveur de base de données, de licences Datawarehouse, de licences de logiciels spéciaux liés aux travaux d'informatisation réalisés en majeure partie par des ressources externes à l'Agence :
  1- GED : gestion de l'information (SCAN & OCR) ;
  2- maintenance corrective et adaptative de logiciels ;
  3- logiciel de gestion du helpdesk ;
  4- développement de modules applicatifs ;
  5- logiciel de gestion de la bibliothèque (Alexandrie) ;
  6- maintenance évolutive du module « Bien vivre chez-soi ».
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	271	271				
TOTAUX	**271**	**271**				**0**

- Liquidation trésorerie : Non règlementée.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 05 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU COMITE DE BRANCHE SANTE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.05				
						Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Santé				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 05	1	01 01 00	Provision destinée à la mise en place du Comité de branche Santé	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Santé	7 741	+39	7 741	+39
13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé	3 038	+123	3 038	+123
13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 05	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Santé	287	0	287	0
						Totaux pour le Titre I	11 066	+162	11 066	+162
						Totaux pour le programme 01.05	***11 066***	***+162***	***11 066***	***+162***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 11.01– Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Santé
(CODE SEC : 11.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **7.741 milliers EUR**
Liquidation **7.741 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement : **7.780 milliers EUR**
Liquidation : **7.780 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Santé. Le crédit ici prévu intègre la rémunération des 100 agents en provenance du SPW et des OIP wallons, ainsi que des crédits nécessaires pour l'engagement de 9 agents complémentaires.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	7.741	7.741				
TOTAUX	**7.741**	**7.741**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 11.02 – Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé
(CODE SEC : 11.02.20)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **3.038 milliers EUR**
Liquidation **3.038 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.161 milliers EUR**
Liquidation **3.161 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé. Le crédit ici prévu intègre les cotisations pour les 100 agents en provenance du SPW et des OIP wallons, ainsi que les crédits nécessaires pour les cotisations des 9 agents complémentaires.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques et par le supplément de cotisation sociale sur les pensions suite à la progression du taux de taxation de 2 points (passage de 36% à 38%).
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	3.161	3.161				
TOTAUX	**3.161**	**3.161**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 06 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.06				
						Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Personnes handicapées				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 01 11	Rémunérations et allocations au personnel à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	18 652	+93	18 652	+93
13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	6 658	+201	6 658	+201
13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 06	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Personnes handicapées	653	0	653	0
						Totaux pour le Titre I	25 963	+294	25 963	+294
						Totaux pour le programme 01.06	***25 963***	***+294***	***25 963***	***+294***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 11.01– Rémunérations et allocations au personnel à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées
(CODE SEC : 11.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **18.652 milliers EUR**
Liquidation **18.652 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **18.745 milliers EUR**
Liquidation **18.745 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	18.745	18.745				
TOTAUX	**18.745**	**18.745**				

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 11.02 – Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées
(CODE SEC : 11.02.20)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code de la fonction publique wallonne.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **6.658 milliers EUR**
Liquidation **6.658 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **6.859 milliers EUR**
Liquidation **6.859 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques et par le supplément de cotisation sociale sur les pensions suite à la progression du taux de taxation de 2 points (passage de 36% à 38%).
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	6.859	6.859				
TOTAUX	**6.859**	**6.859**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

SECTION 01 : GESTION CENTRALE DE L'AGENCE

PROGRAMME 07 : FRAIS DE FONCTIONNEMENT ET DE GESTION DU COMITE DE BRANCHE FAMILLE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 01.07				
						Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Famille				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
13.12	Conseil général	01	01 07	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Famille	4	0	4	0
						Totaux pour le Titre I	4	0	4	0
						Totaux pour le programme 01.07	***4***	***0***	***4***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 01 : DEPENSES TRANSVERSALES A LA BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.01				
						Dépenses transversales à la branche Bien-être et Santé				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 01 00	Reprise des fonds sociaux liée aux transferts de compétences	521	-1	518	+2
13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 02 00	Dotations aux secteurs privés et publics en application de conventions santé diverses	0	0	0	0
13.12	Européenne	02	02 01	1	01 03 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020) -FEDER	528	+1 569	528	+467
13.12	Ministre	02	02 01	1	01 04 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens - FEADER	0	0	0	0
						dont arrêté de réallocation	*-964*		*-793*	
13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 05 00	Conventions de rééducation fonctionnelle	0	0	0	0
	Ministre	02	02 01	1	01 06 00	(Nouveau) Appel à projet dans le cadre e-santé	0	+250	0	+250
13.12	Ministre/ Branche	02	02 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	224	0	224	0
13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 02 11	Dépenses diverses d'informatique liées aux transferts de compétences	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 03 11	Maximum à facturer - Centres de rééducation fonctionnelle	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 04 11	Maximum à facturer - Prix d'hébergement hospitalier	2 478	+1 576	2 478	+1 576
13.14	Paritaire	02	02 01	1	31 01 22	Mutualité publique - intervention frais d'administration	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 01	1	31 02 32	Mutualités privées - intervention frais d'administration	0	0	0	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	33 01 00	Soutien à des initiatives transversales diverses	85	0	40	0
13.12	Paritaire	02	02 01	1	33 02 00	Formation continue des travailleurs sociaux des services agréés d'aide aux familles et aux ainés	210	0	210	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	33 03 00	Soutien à des initiatives dans le domaine de la famille et des aînés (Secteur privé)	657	0	657	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	33 04 00	Soutien au développement de l'échange de données électroniques de Santé	302	0	302	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	33 05 00	Subventions pour études, recherches et actions dans le domaine de la santé environnementale	100	0	100	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	43 01 22	Subventions aux pouvoirs locaux pour des initiatives transversales	15	0	5	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	43 02 40	Soutien à des initiatives dans le domaine de la famille et des aînés (Secteur public)	40	0	40	0
13.12	Règlementée	02	02 01	1	45 01 40	Point de contact National des soins de santé transfrontaliers	8	0	8	0
13.12	Ministre	02	02 01	1	45 02 24	Subventions à des universités dans le cadre d'études, de recherches et actions dans le domaine de la Santé	0	5	0	5
						Totaux pour le Titre I	*4 204*	*+3 399*	*4 317*	*+2 300*
						Titre II - Dépenses de capital				
13.12	Ministre	02	02 01	2	01 07 00	Interventions pour urgences socio-sanitaires	0	0	0	0
13.12	Européenne	02	02 01	2	52 01 10	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens FEADER	964	0	793	0
						dont arrêté de réallocation	*964*		*793*	
13.12	Ministre	02	02 01	2	52 02 10	Interventions pour urgences socio-sanitaires	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre II	*1 928*	*0*	*1 586*	*0*
						Totaux pour le programme 02.01	***6 132***	***+3 399***	***5 903***	***+2 300***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 01.01 – Reprise des fonds sociaux liée aux transferts de compétences

(CODE SEC : 01.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :

- Loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 ;
- Loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des communautés et des régions.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **521 milliers EUR**
Liquidation **518 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **520 milliers EUR**
Liquidation **520 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir la reprise des fonds sociaux liée aux transferts de compétences, en suite de la 6ème Réforme de l'Etat. En 2017, seules les dépenses destinées aux emplois supplémentaires liés à l'accord social 2011, qui sont liquidés par les fonds sociaux mais dont le financement transitait historiquement par l'INAMI vers ces fonds seront assumées, le reste est toujours géré à ce jour par l'INAMI en application des protocoles horizontal et vertical avec le Gouvernement fédéral.
  Les variations de crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'expliquent par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	520	520				
TOTAUX	**520**	**520**				**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 01.03 – Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020) – FEDER
(CODE SEC : 01.03.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **528 milliers EUR**
Liquidation **528 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **2.097 milliers EUR**
Liquidation **995 milliers EUR**

- En application du dispositif du budget général des dépenses, cet article budgétaire est destiné à être alimenté par transfert de crédit provenant de la provision interdépartementale destinée aux actions cofinancées par l'Union européenne dans le cadre de la programmation relative aux différentes initiatives communautaires (INTERREG IV) dans le domaine de la santé.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0	0			
Crédits 2017	2.097	995	1.102			
TOTAUX	**2.097**	**995**	**1.102**			**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 01.06 – (Nouveau) Appel à projet dans le cadre e-santé
(CODE SEC : 01.06.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **0 millier EUR**
Liquidation **0 millier EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **250 milliers EUR**
Liquidation **250 milliers EUR**

- Cet article est destiné à permettre un appel à projet dans le cadre e-santé.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	250	250				
TOTAUX	**250**	**250**				**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.04 – (Modifié) Prix d'hébergement hospitalier
(CODE SEC : 12.04.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret du 9 mars 2017 relatif au prix d'hébergement et au financement de certains appareillages des services médico-techniques lourds en hôpital, afin de couvrir l'entretien et le remplacement des bâtiments hospitaliers.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.478 milliers EUR**
Liquidation **2.478 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **4.054 milliers EUR**
Liquidation **4.054 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer la participation de la Wallonie dans les frais d'hébergement des patients dans les hôpitaux, liés au nouveau mécanisme de soutien au financement des infrastructures hospitalières par les patients hébergés en hôpital.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par la deuxième annuité d'entretien prévues par le Gouvernement pour les institutions hospitalières et les charges d'intérêt y liées, et ce sur la base du décret du 9 mars 2017.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	4.054	4.054				
TOTAUX	**4.054**	**4.054**				**0**

- Liquidation trésorerie : règlementée.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 02 : SOINS HOSPITALIERS

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.02 ***Soins hospitaliers***				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Ministre	02	02 02	1	31 01 22	Interventions dans les charges non subventionnées des centres hospitaliers de Mons et Tournai	225	+32	225	+32
13.12	Ministre	02	02 02	1	31 02 22	Subventions au "centre de recherche de la Défense sociale" du Centre Hospitalier Psychiatrique "Les Marronniers"	202	0	202	0
13.12	Ministre	02	02 02	1	33 01 00	Subventions pour la coordination, l'analyse et le redéploiement de l'offre hospitalière	500	0	450	0
13.12	Ministre	02	02 02	1	33 02 00	Subventions pour études, recherches et actions dans le domaine de la santé	197	-100	185	-100
13.12	Règlementée	02	02 02	1	34 01 31	Subventions en matière d'insuffisance rénale chronique	327	0	327	0
						Totaux pour le Titre I	*1 451*	*-68*	*1 389*	*-68*
						Totaux pour le programme 02.02	***1 451***	***-68***	***1 389***	***-68***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 31.01 - Intervention dans les charges non subventionnées des centres hospitaliers de Mons et Tournai
(CODE SEC : 31.01.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, art. 492 à 538.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1610 à 1768.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **225 milliers EUR**
Liquidation **225 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **257 milliers EUR**
Liquidation **257 milliers EUR**

- Cet article de base permet de prendre en charge les décisions relatives aux différentes conventions sectorielles concernant la fonction publique régionale, applicable au personnel du centre hospitalier régional.
  L'augmentations des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par la prise en compte de 32 milliers EUR nécessaires pour la mise en œuvre du « plan bien-être » au CRP « Les Marronniers ».
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	15	15	0			
Crédits 2017	257	242	15			
TOTAUX	**272**	**257**	**15**			**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 33.02 - Subventions pour études, recherches et actions dans le domaine de la santé
(CODE SEC : 33.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **197 milliers EUR**
Liquidation **185 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **97 milliers EUR**
Liquidation **85 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer des recherches, des études et des expériences pilotes dans le domaine de la santé, par exemple :
  Cancer et psychologie ;
  Ligue des usagers de soins de santé: soutien à la fédération ;
  Ligue d'Huntington : soutien aux familles de patients souffrant de la maladie d'Huntington. ;
  Association Parkinson ;
  Les Fédérations des centres de coordination de soins et de services à domicile ACCOORD, FASD et FCSD ;
  Centre d'épidémiologie périnatale ;
  Centre hospitalier universitaire Tivoli ;
  Isosl ;
  Fondation Registre Cancer ;
  Aidants proches.
  La variation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une réduction sur la base des besoins constatés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	90	50	40			
Crédits 2017	97	35	62			
TOTAUX	**187**	**85**	**102**			**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 03 : INFRASTRUCTURES MEDICOSOCIALES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.03				
						Infrastructures médicosociales				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.14	Paritaire	02	02 03	1	31 01 12	Intervention dans les charges d'intérêt sur travaux d'entretien des infrastructures hospitalières existantes	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 03	1	31 02 12	Intervention dans les charges d'intérêt sur travaux et nouvelles infrastructures hospitalières	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
						Titre II - Dépenses de capital				
13.12	Ministre	02	02 03	2	01 01 00	Provision pour créations, extensions et reconditionnements en MR/MRS/CS	35 649	+2 635	0	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	51 01 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement des hôpitaux privés	400	0	250	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	51 02 11	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement du centre hospitalier psychiatrique de Tournai	0	0	0	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	51 03 11	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement des hôpitaux publics	400	0	250	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	51 04 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements d'accueil pour personnes âgées gérés par des ASBL	375	0	375	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	52 01 10	Subvention d'investissement dans le domaine de la famille et des aînés	13	0	15	0
13.12	Règlementée	02	02 03	2	52 02 10	Subventions de capital à l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	0	0	0	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	63 01 53	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement de logements répondant à la définition de résidence service sociale	300	0	100	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	63 02 53	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements d'accueil pour personnes âgées gérés par des pouvoirs publics	400	0	400	0
13.12	Ministre	02	02 03	2	63 03 53	Subventions d'équipement dans le domaine des aînés (Secteur public)	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre II	*37 537*	*+2 635*	*1 390*	*0*
						Totaux pour le programme 02.03	***37 537***	***+2 635***	***1 390***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 01.01 – Provision pour créations, extensions et reconditionnements en MR/MRS/CS
(CODE SEC : 01.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Code wallon de l'Action sociale et de la Santé.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **35.649 milliers EUR**
Liquidation **0 millier EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **38.284 milliers EUR**
Liquidation **0 millier EUR**

- Ce crédit est destiné à permettre l'investissement dans des projets de création, d'extension et de reconditionnement de maisons de repos, maisons de repos et de soins et centre de séjour.
  L'augmentation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté est destiné à permettre l'apurement des dossiers infrastructures MR/MRS actuellement à l'Agence avant le lancement d'un nouveau mécanisme de financement des infrastructures.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0	0	0	0	0
Crédits 2017	38.284	0	0	7.908	15.816	14.560
TOTAUX	**38.284**	**0**	**0**	**7.908**	**15.816**	**14.560**

- Liquidation trésorerie : non règlementée.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 04 : SURVEILLANCE ET PROTECTION MEDICO-SANITAIRE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.04				
						Surveillance et protection médico-sanitaire				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 01 11	Surveillance des maladies infectieuses	500	0	500	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 02 11	Bulletins de naissances et de décès - ICT	160	0	57	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 03 11	Accord de coopération en matière de santé préventive	25	+22	25	+22
13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 01 00	Subventions pour le développement d'une plateforme d'échange électronique de données de santé	600	0	600	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 02 00	Dépistage des cancers - Subventions opérateurs privés	1 290	0	1 290	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 03 00	Bulletins de naissances et de décès - Subvention CEPIP	160	0	149	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 04 00	Politique de prévention de la tuberculose	445	0	445	0
13.12	Règlementée	02	02 04	1	45 01 40	Accords de coopération en matière de santé préventive	181	-22	181	-22
13.12	Règlementée	02	02 04	1	45 02 24	Dépistage des cancers - Subventions universités	73	0	73	0
						Totaux pour le Titre I	*3 434*	*0*	*3 320*	*0*
						Totaux pour le programme 02.04	***3 434***	***0***	***3 320***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 12.03 - Accords de coopération en matière de santé préventive
(CODE SEC : 12.03.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Accord de coopération du 15 janvier 1993 (MB 12/05/1993) portant création d'un comité consultatif de bioéthique, conclu entre l'Etat, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune. Cet accord a été approuvé par le décret de la CF du 06/12/1993.
  - Protocole d'accord conclu entre le gouvernement fédéral et les autorités visées aux articles 128, 130 et 135 de la constitution concernant l'organisation et le financement de l'enquête de santé » (10 avril 2012 – MB 10.07.2012).
- Montant du crédit en cours :

Engagement **25 milliers EUR**
Liquidation **25 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **47 milliers EUR**
Liquidation **47 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer les interventions de la Wallonie découlant des accords de collaboration (protocoles ou accords de coopération) en matière de santé préventive.
  La variation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par un transfert interne.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	47	47				
TOTAUX	**47**	**47**				**0**

- Liquidation Trésorerie : Selon les modalités fixées dans les protocoles et accords ainsi que l'obtention des déclarations de créance.

A.B. 45.01 – Accords de coopération en matière de santé préventive
(CODE SEC : 45.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Accords de coopération :
    a. accord de coopération du 2 septembre 2002 (MB 02/06/2003) entre l'Etat, les Communautés, la Commission communautaires française et les Régions pour une politique de drogues globale et intégrée. Accord approuvé par le décret de la CF du 17 juillet 2003.
    b. accord de coopération du 10 décembre 2003 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone, la Commission communautaire commune, la Commission communautaire française, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale visant la collaboration dans les domaines de l'environnement et de la santé. Accord approuvé par le décret de la CF du 31 mars 2004.
  - Protocoles d'accord :
    a. Protocole d'accord du 24 juin 2013 entre l'autorité fédérale et les autorités visées aux articles 128,130135 et 138 de la constitution concernant les soins de santé transfrontaliers.
    b. Protocole d'accord du 24 juin 2013 entre l'autorité fédérale et les autorités visées aux articles 128,130 et 135 de la constitution en matière d'activités et de financement du registre du cancer.
    c. Protocole d'accord prévention du 28 septembre 2009 qui comporte un certain nombre de dispositions visant à optimiser la mise en concordance de la politique menée par l'autorité fédérale et les Communautés dans le domaine de la prévention du cancer (dont le dépistage du cancer colorectal) et deux avenants à ce protocole d'accord prolongeant le système de base pour les années 2012, 2013 et 2014.
    d. Protocole d'accord du 20 septembre 2012 entre la Communauté française, la Commission communautaire française et le Région wallonne portant création de la Cellule politique francophone santé-assuétudes.
    e. Protocole d'accord du 30 septembre 2013 conclu entre les Ministres qui ont la santé publique dans leurs compétences concernant l'enregistrement des demandes de traitement en matière de drogues et d'alcool via l'opérationnalisation du Treatment Demand Indicator européen.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **181 milliers EUR**
Liquidation **181 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **159 milliers EUR**
Liquidation **159 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer les interventions de la Wallonie découlant des accords de collaboration (protocoles ou accords de coopération) en matière de santé préventive.
  La variation des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par un transfert interne.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	16	16	0			
Crédits 2017	159	143	16			
TOTAUX	**175**	**159**	**16**			**0**

- Liquidation Trésorerie : Selon les modalités fixées dans les protocoles et accords ainsi que l'obtention des déclarations de créance.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 05 : SOINS AMBULATOIRES ET PREMIERE LIGNE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.05				
						Soins ambulatoires et première ligne				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	02	02 05	1	01 01 00	Fonds Impulseo/Assisteo	5 076	0	5 076	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 01 00	Subventions aux associations de santé intégrée (Secteur privé)	4 813	0	4 785	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 02 00	Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile (Secteur privé)	4 491	+127	4 618	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 03 00	Subventions en matière de soins palliatifs	855	0	855	0
13.12	Ministre	02	02 05	1	33 04 00	Subside à la Société de Médecine générale (SSMG)	202	0	202	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 05 00	Plateformes (réseaux) palliatives	798	+14	812	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 06 00	Subventions aux Cercles de médecins généralistes	1 511	+9	1 520	0
13.12	Paritaire	02	02 05	1	33 07 00	Services Intégrés de Soins à Domicile (SISD)	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 05	1	33 08 00	Réseaux locaux multidisciplinaires	1 652	+17	1 652	0
13.12	Ministre	02	02 05	1	33 09 00	Formation continue des travailleurs sociaux des centres de coordinations de soins et services à domicile	40	0	40	0
13.12	Ministre	02	02 05	1	33 10 00	Subventions à des ASBL en vue d'études, actions et recherches dans le domaine de la Santé ambulatoire	300	0	229	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	41 01 00	Fonds Impulseo	0	0	0	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	43 01 52	Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile (Secteur public)	231	9	240	0
13.12	Règlementée	02	02 05	1	43 02 52	Subventions aux associations de santé intégrée (Secteur public)	44	0	44	0
13.14	Paritaire	02	02 05	1	45 02 40	Equipes multidisciplinaires palliatives	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*20 013*	*+176*	*20 073*	*0*
						Totaux pour le programme 02.05	***20 013***	***+176***	***20 073***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 33.02 - Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 434 à 491.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1567 à 1609.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **4.491 milliers EUR**
Liquidation **4.618 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **4.618 milliers EUR**
Liquidation **4.618 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à subventionner les 26 centres privés de coordination implantés en Wallonie. Les centres de coordination de soins et de services à domicile ont pour objet de coordonner les soins et services à domicile dispensés aux personnes privées d'autonomie. Il peut être octroyé des subventions aux centres de coordination agréés. Les subventions sont allouées selon le type de coordination réalisé, le nombre d'intervenants coordonnés, le territoire couvert et la taille de la population desservie.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	697	697	0			
Crédits 2017	4.618	3.921	697			
TOTAUX	**5.315**	**4.618**	**697**			**0**

- Liquidation Trésorerie :
  - 1ère avance principale représentant 85% de la subvention N-2;
  - 2e avance rectificative pour atteindre 90% de la subvention N-1;
  - solde après contrôle du dossier justificatif.

A.B. 33.05 – Plateformes (réseaux) palliatives
(CODE SEC : 33.05.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Loi spéciale du 8 août 1980, article 5, §1er, I
  - Loi relative aux hôpitaux et à d'autres établissements de soins, coordonnée le 10 juillet 2008, article 10 : Contenu : Le Roi peut [...] étendre en tout ou partie, l'application d'une partie de cette loi aux associations, relatives aux domaines de soins ou autres domaines qu'Il précise, entre établissements de soins et services précisés par Lui.
  - Arrêté royal du 19 juin 1997 rendant certaines dispositions de la loi sur les hôpitaux, coordonnée le 7 août 1987, applicables aux associations entre établissements de soins et services en matière de soins palliatifs.
  - Arrêté royal du 19 juin 1997 fixant les normes auxquelles une association en matière de soins palliatifs doit répondre pour être agréée.
  - Article 418/2 du Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **798 milliers EUR**
Liquidation **812 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **812 milliers EUR**
Liquidation **812 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à soutenir les associations qui favorisent le développement des activités en matière de soins palliatifs.
  Une association doit couvrir une zone territoriale distincte comptant entre 200.000 et 1.000.000 habitants et il doit y avoir au minimum une association par Communauté.
  Normes de personnel :
  -1 coordinateur à temps plein en proportion du nombre d'habitants du territoire desservi par l'association et 300.000 ; dans le cas où une association couvre un territoire de moins de 300.000 habitants et qu'elle est la seule dans sa communauté ou sa région, elle dispose d'office d'1 ETP coordinateur.
  -1 psychologue clinicien à mi-temps ; dans le cas où une association couvre un territoire de plus de 300.000 habitants et qu'elle est la seule dans sa communauté ou sa région, elle dispose d'office d'1 psychologue clinicien à mi-temps par tranche complète de 300.000 habitants du territoire couvert.
  En outre par association : Équipe de soutien composée de 2 infirmières ETP avec expérience en soins palliatifs, 1 médecin généraliste pour 4h/semaine avec expérience ou formation en soins palliatifs et 1 employé administratif mi-temps.
  L'association doit faire l'objet d'une convention écrite approuvée par l'autorité compétente en matière de politique de santé en vertu des articles 128, 130 ou 136 de la Constitution.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	133	133	0			
Crédits 2017	812	679	119			
TOTAUX	**945**	**812**	**119**			**0**

- Liquidation Trésorerie : Règlementée.

A.B. 33.06 – Subventions aux cercles de médecins généralistes
(CODE SEC : 33.06.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - AR du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes
  - AR du 9 décembre 2004 modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes
  - Arrêté ministériel du 28 juin 2002 fixant les conditions en vue de l'obtention de l'agrément des cercles de médecins généralistes
  - Arrêté ministériel du 16 déecembre 2002 fixant les modalités d'agrément des cercles de médecins généralistes
  - AR du 30 jullet 2013 modifiant l'arrêté royal du 8 juillet 2002 fixant les missions confiées aux cercles de médecins généralistes
  - Article 36quater de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994:
  - AR du 4 juin 2003 fixant les conditions dans lesquelles l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités accorde une intervention financière dans le fonctionnement des cercles de médecins généralistes agréés conformément aux normes fixées sur la base de l'article 9 de l'arrêté royal n° 78 relatif à l'exercice des professions des soins de santé ;
  - Article 491/2 du Code Wallon de l'Action sociale et de la Santé.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.511 milliers EUR**
Liquidation **1.520 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.520 milliers EUR**
Liquidation **1.520 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à la reconnaissance et au financement des (+/- 65) CMG.
  Agrément :
  - Consolidation des rapports d'activité et financier
  - Encodage
  - Contrôle des données
  - Traitement des données et rédaction du rapport
  - Présentation et approfondissement des analyses

  Financement :
  - L'actualisation des données financières des cercles de médecins généralistes ;
  - La collecte de toutes les informations nécessaires pour la fixation des montants de financement à verser aux cercles de médecins généralistes (données concernant l'agrément des cercles de médecins généralistes, les données les plus récentes concernant le nombre d'habitants des zones de médecins généralistes, le constat que les cercles de médecins généralistes collaborent ou non à un système d'appel unifié au moyen d'un questionnement des cercles de médecins généralistes, la détermination des communes au sein des zones de médecins généralistes à faible densité de population) ;
  - La fixation des montants de financement à payer aux cercles de médecins généralistes sur la base des informations précitées et de l'indice en application ;
  - L'établissement et la présentation à la Commission nationale médico-mutualiste d'une note récapitulative de tous les montants de financement à payer.
  - L'exécution des paiements et la notification au SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement des montants exécutés.

  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	211	211	0			
Crédits 2017	1.520	1.309	211			
TOTAUX	**1.731**	**1.520**	**211**			**0**

Liquidation Trésorerie : Non règlementée.

A.B. 33.08 – Réseaux locaux multidisciplinaires
(CODE SEC : 33.08.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Article 22, 6° de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994
  - Arrêté royal du 21 janvier 2009 portant exécution de l'article 36 de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, concernant les trajets de soins.
  - Convention INAMI – Réseau Local Multidisciplinaire (RLM) sur la base de l'article 22, 6°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, et sur la proposition de la Commission nationale médicomutualiste (entre le Comité de l'assurance soins de santé, représenté par le Fonctionnaire dirigeant du Service des soins de santé, M. H. De Ridder, et un ou plusieurs cercle(s) de médecins généralistes pour une période de quatre ans en vue de l'organisation d'un réseau local multidisciplinaire qui offre un soutien à tous les acteurs (tant des dispensateurs de soins que des structures) qui collaborent à l'application locale de l'arrêté royal du 21 janvier 2009 relatif aux trajets de soins)
- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.652 milliers EUR**
Liquidation **1.652 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.669 milliers EUR**
Liquidation **1.652 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à développer au niveau local un réseau multidisciplinaire (14 RLM) en vue de soutenir tous les acteurs qui collaborent aux trajets de soins.
  Les demandes de projet ont été introduites par un ou plusieurs cercle(s) de médecins généralistes en collaboration avec le Service intégré de soins à domicile local (SISD).
  Le territoire d'un RLM englobe le territoire d'un ou de plusieurs cercles de médecins généralistes.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0	0			
Crédits 2017	1.669	1.652	17			
TOTAUX	**1.669**	**1.652**	**17**			**0**

- Liquidation Trésorerie : Non règlementée.

A.B. 43.01 – Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile relevant du secteur public
(CODE SEC : 43.01.52)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 434 à 491 ;
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1567 à 1609.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **231 milliers EUR**
Liquidation **240 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **240 milliers EUR**
Liquidation **240 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à subventionner les frais de personnel et de fonctionnement des centres publics de coordination agréés implantés en Wallonie. Les centres de coordination de soins et de services à domicile ont pour objet de coordonner les soins et services à domicile dispensés aux personnes privées d'autonomie. Les subventions sont allouées selon le type de coordination réalisée, le nombre d'intervenants coordonnés, le territoire couvert et la taille de la population desservie.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	39	39	0			
Crédits 2017	240	201	39			
TOTAUX	**279**	**240**	**39**			**0**

- Liquidation Trésorerie :
  - 1ère avance principale représentant 85% de la subvention N-2;
  - 2e avance rectificative pour atteindre 90% de la subvention N-1;
  - solde après contrôle du dossier justificatif.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 06 : SANTE MENTALE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.06				
						Santé mentale				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	02	02 06	1	31 01 22	Subventions à des opérateurs dans le cadre de la lutte contre les assuétudes tabac	62	0	62	0
13.12	Ministre	02	02 06	1	31 02 32	Subventions à des organismes d'études, d'expérimentation et d'actions en santé mentale, en toxicomanie et en circuits de soins	100	0	100	0
13.12	Ministre	02	02 06	1	33 01 00	Subventions aux organismes d'étude, d'expérimentation et d'actions en santé mentale, en toxicomanie et en circuits de soins	1 754	0	1 721	0
						dont arrêté de réallocation	*-12*		*-23*	
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 02 00	Subventions aux centres de télé-accueil	1 368	0	1 292	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 03 00	Subventions aux services de santé mentale (Secteur privé)	22 376	0	22 198	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 04 00	Subventions aux réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétude (Secteur privé)	2 242	+11	2 286	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 05 00	Fonds de lutte contre les assuétudes - Tabac	572	0	572	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 06 00	Fonds de lutte contre les assuétudes - Drogue	952	0	952	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 07 00	Plate-formes de concertation en santé mentale	812	0	812	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	43 01 52	Subventions aux réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétude (Secteur public)	474	+2	471	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	43 02 52	Subventions aux services de santé mentale (Secteur public)	11 579	0	10 990	0
13.12	Ministre	02	02 06	1	43 03 52	Subventions facultatives de soutien divers en matière d'assuétude (Secteur public)	295	0	246	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	45 01 40	Contribution de la Région wallonne au financement de la "Cellule Générale de Politique en matière de Drogues"	23	0	23	0
13.12	Règlementée	02	02 06	1	45 02 24	Contribution de la Région wallonne au financement de la "Cellule Politique Francophone Santé-assuétudes"	27	0	27	0
13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 03 40	Concertation patient psychiatrique	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 04 40	Initiatives d'habitations protégées	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 05 40	Maisons de soins psychiatriques	0	0	0	0
13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 06 40	Sevrage tabagique	0	0	0	0
13.12	Ministre	02	02 06	1	45 07 24	Subventions à des universités pour des actions dans le domaine de la Santé mentale	142	0	157	0
						dont arrêté de réallocation	*12*		*23*	
						Totaux pour le Titre I	*42 778*	*+13*	*41 909*	*0*
						Totaux pour le programme 02.06	***42 778***	***+13***	***41 909***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 33.04 – Subventions aux réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétudes (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.04.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 625 à 679 (réseaux d'aide et de soins et aux services spécialisés en assuétudes) ;
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1850 à 1897.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.242 milliers EUR**
Liquidation **2.286 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **2.253 milliers EUR**
Liquidation **2.286 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à l'intervention de la Wallonie dans les frais de personnel et de fonctionnement des réseaux et des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ainsi que, de leurs fédérations, relevant du secteur privé.
  Depuis 2010, l'agrément des réseaux et des services permet le subventionnement aux conditions suivantes :
  - Réseaux : au moins 30.000 EUR et au prorata du nombre d'habitants de chaque zone.
  - Services : au moins 125.000 EUR par zone sans que le montant puisse être inférieur à ce que les services auraient perçus par l'application du décret du 27 novembre 2003.

  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	299	299	0			
Crédits 2017	2.253	1.987	266			
TOTAUX	**2.552**	**2.286**	**266**			**0**

- Liquidation Trésorerie :
  - 1ère avance principale représentant 85% de la subvention N-2;
  - 2e avance rectificative pour atteindre 90% de la subvention N-1;
  - solde après contrôle du dossier justificatif.

A.B. 43.01 – Subventions aux réseaux d'aide et de soin et des services spécialisés en assuétude (Secteur public)
(CODE SEC : 43.01.52)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 625 à 679;
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1850 à 1897.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **474 milliers EUR**
Liquidation **471 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **476 milliers EUR**
Liquidation **471 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à l'intervention de la Wallonie dans les frais de personnel et de fonctionnement des réseaux et des services d'aide et de soins spécialisés en assuétudes, ainsi que, de leurs fédérations, relevant du secteur public.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	79	79	0			
Crédits 2017	476	392	84			
TOTAUX	**555**	**471**	**84**			**0**

- Liquidation Trésorerie : non règlementée.
  - 1ère avance principale représentant 85% de la subvention N-2;
  - 2e avance rectificative pour atteindre 90% de la subvention N-1;
  - solde après contrôle du dossier justificatif.

SECTION 02 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE BIEN-ETRE ET SANTE

PROGRAMME 07 : AINES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 02.07 ***Aînés***				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Ministre	02	02 07	1	32 01 00	Remboursement d'amendes administratives en matière de maisons de repos	0	0	0	0
13.12	Règlementée	02	02 07	1	33 03 00	Subventions à l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	675	+3	670	0
13.12	Règlementée	02	02 07	1	33 04 00	Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur privé)	200	+2	202	0
13.12	Règlementée	02	02 07	1	43 01 52	Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur public)	230	+12	242	0
13.12	Ministre	02	02 07	1	43 02 52	Subsides à l'accompagnement par des pouvoirs publics des aînés et de particuliers en vue de favoriser la cohabitation entre eux	50	0	50	0
13.14	Paritaire	02	02 07	1	45 01 40	Maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres de soins de jour, centres de court séjour	0	0	0	0
13.12	Ministre	02	02 07	1	45 02 24	Subventions à des universités pour des recherches-actions dans le domaine des Aînés	55	0	39	0
						Totaux pour le Titre I	*1 210*	*+17*	*1 203*	*0*
						Totaux pour le programme 02.07	***1 210***	***+17***	***1 203***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 33.03 – Subventions à l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées
(CODE SEC : 33.03.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire:
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 378 à 389;
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1514 à 1526.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **675 milliers EUR**
Liquidation **670 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **678 milliers EUR**
Liquidation **670 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les charges salariales et les frais de fonctionnement de l'agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées.
  L'asbl « Respect senior » a été reconnue en date du 1er mai 2009.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	66	66	0			
Crédits 2017	678	604	74			
TOTAUX	**744**	**670**	**74**			

- Liquidation Trésorerie : Non réglementée.

A.B. 33.04 - Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.04.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 334, 336 et 363;
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1502 et 1503.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **200 milliers EUR**
Liquidation **202 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **202 milliers EUR**
Liquidation **202 milliers EUR**

- Les Centres d'accueil de jour agréés bénéficient d'une subvention destinée à couvrir les frais de personnel, d'animation, ou de coordination avec d'autres services ou des frais d'évaluation.
  Un montant forfaitaire de 5 EUR est accordé par jour et par résident effectivement présent.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	42	42	0			
Crédits 2017	202	160	42			
TOTAUX	**244**	**202**	**42**			**0**

- Liquidation Trésorerie : Avance liquidée avant le 30 juin, à raison de 50% de la subvention octroyée pour l'exercice précédent. Le solde est liquidé sur la base du calcul définitif effectué après réception des pièces justificatives transmise avant le 30 avril qui suit l'année pour laquelle la subvention est accordée.

A.B. 43.01 – Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur public)
(CODE SEC : 43.01.52)

- Base légale, décrétale ou réglementaire :
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 334, 336 et 363.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 1502 et 1503.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **230 milliers EUR**
Liquidation **242 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **242 milliers EUR**
Liquidation **242 milliers EUR**

- Cette subvention est destinée à couvrir les frais de personnel, d'animation, ou de coordination avec d'autres services ou des frais d'évaluation.
  Un montant forfaitaire de 5 EUR est accordé par jour et par résident effectivement présent.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une remise au même niveau que les crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	56	56	0			
Crédits 2017	242	186	56			
TOTAUX	**298**	**242**	**56**			**0**

- Liquidation Trésorerie : une avance de 50 % est octroyée en cours d'année sur base de l'activité de l'année précédente et une solde l'année suivante sur base des pièces justificatives.

SECTION 03 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

PROGRAMME 01 : DEPENSES TRANSVERSALES A LA BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 03.01				
						Dépenses transversales à la branche Personnes handicapées				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Européenne	03	03 01	1	01 01 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine du handicap dans le cadre des fonds structurels européens - FSE	754	0	754	0
						dont arrêté de réallocation	*-36*		*-36*	
13.12	Règlementée	03	03 01	1	01 02 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine du handicap dans le cadre des relations internationales	54	0	54	0
13.12	Règlementée	03	03 01	1	01 03 00	Plan autisme	4 000	0	4 000	0
13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 01 11	Relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	155	0	119	0
13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 02 11	Frais de fonctionnement des commissions subrégionales	20	0	20	0
13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 03 11	Etudes diverses	0	0	0	0
13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 04 11	Frais de publication et de sensibilisation	110	0	110	0
13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 05 11	Frais et honoraires divers	12	0	12	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	33 01 00	Subventions en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées	350	0	290	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	33 02 00	Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées	1 469	-50	1 298	-50
13.12	Ministre	03	03 01	1	33 03 00	Dépenses de toute nature dans le domaine de la mobilité des personnes handicapées	0	0	0	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	33 04 00	(Modifié) Initiatives régionales spécifiques - privé	3 165	+27	5 057	+27
						dont arrêté de réallocation	*-335*		*-320*	
13.12	Règlementée	03	03 01	1	33 05 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur (privé)	813	0	778	0
						dont arrêté de réallocation	*-40*		*-25*	
13.12	Ministre	03	03 01	1	33 06 00	Parrainages	49	0	50	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	43 01 22	Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées (Secteur public)	135	0	151	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	43 02 00	Initiatives régionales spécifiques - public	170	0	170	0
						dont arrêté de réallocation	*170*		*170*	
13.12	Réglementée	03	03 01	1	43 03 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur (public)	40	0	25	0
						dont arrêté de réallocation	*40*		*25*	
13.12	Règlementée	03	03 01	1	45 01 26	Accords de coopération - Communauté germanophone	920	0	920	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	45 02 24	Subventions à des universités dans le cadre d'études, recherches et actions dans le domaine du Handicap	0	0	15	0
13.12	Ministre	03	03 01	1	45 03 24	Subvention à des organismes communautaires en matière de Handicap	11	0	11	0
13.12	Réglementée	03	03 01	1	45 04 40	Accord de coopération - Fédéral	36	0	36	0
						dont arrêté de réallocation	*36*		*36*	
						Totaux pour le Titre I	*12 098*	*-23*	*13 720*	*-23*
						Titre II - Dépenses de capital				
13.12	Ministre	03	03 01	2	51 01 12	Subventions pour l'achat de bâtiments en vue de la création d'institutions destinées à l'accueil des personnes handicapées	0	0	0	0
13.12	Ministre	03	03 01	2	51 02 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement dans le domaine des personnes handicapées	0	0	0	0
13.12	Ministre	03	03 01	2	51 03 12	Subventions à l'investissement en matière d'accessibilité aux télécommunications pour les personnes handicapées	0	0	0	0
13.12	Ministre	03	03 01	2	52 01 10	Subvention d'investissement dans le domaine de la mobilité et de l'accessibilité des personnes handicapées	110	0	85	0
13.12	Ministre	03	03 01	2	52 02 10	(Nouveau) Subvention d'investissement s - Initiatives spécifiques	150	0	150	0
						dont arrêté de réallocation	*150*		*150*	
						Totaux pour le Titre II	*410*	*0*	*385*	*0*
						Totaux pour le programme 03.01	***12 508***	***-23***	***14 105***	***-23***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)

CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 33.02 – Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées
(CODE SEC : 33.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.469 milliers EUR**
Liquidation **1.298 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.419 milliers EUR**
Liquidation 1.**248 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à mettre en œuvre des actions visant à assurer l'intégration des personnes handicapées.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une adaptation aux besoins.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	382	281	101			
Crédits 2017	1.419	967	452			
TOTAUX	**1.801**	**1.248**	**553**			**0**

- Liquidation trésorerie : Non réglementée.

A.B. 33.04 – Initiatives régionales spécifiques
(CODE SEC : 33.04.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1370 et 1371 du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé
- Montant du crédit en cours :

Engagement **3.165 milliers EUR**
Liquidation **5.057 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.192 milliers EUR**
Liquidation **5.084 milliers EUR**

- Ce crédit sert au financement des initiatives régionales spécifiques. Les subventions visées à l'article 284 de la deuxième partie du Code décrétal sont octroyées après l'approbation des programmes d'initiatives spécifiques par le Ministre. En effet, les subventions en vue de promouvoir des initiatives spécifiques ne peuvent être octroyées que pour les services, centres et institutions qui mettent en place des projets :
  1° qui ne font pas l'objet d'une décision fondée sur l'article 283 de la deuxième partie du Code décrétal;
  2° qui sont échelonnés sur une durée déterminée de trois ans maximum, éventuellement prolongée sur la base d'un rapport final détaillé établi par le service, centre ou institution, précisant les résultats atteints;
  3° qui présentent un caractère novateur ou expérimental.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une adaptation aux besoins.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	7.819	4.377	3.442	0		
Crédits 2017	3.192	707	1.500	985		
TOTAUX	**11.011**	**5.084**	**4.942**	**985**		**0**

- Liquidation trésorerie : Non règlementée.

SECTION 03 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

PROGRAMME 02 : AIDE INDIVIDUELLE ET MAINTIEN A DOMICILE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 03.02				
						Aide individuelle et maintien à domicile				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	03	03 02	1	33 01 00	Allocations pour la Coordination des Informations et des Conseils en Aides Techniques (CICAT)	45	0	45	0
13.12	Règlementée	03	03 02	1	34 01 31	Aide matérielle	28 700	0	28 700	0
						Totaux pour le Titre I	*28 745*	*0*	*28 745*	*0*
						Totaux pour le programme 03.02	***28 745***	***0***	***28 745***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 03 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

PROGRAMME 03 : HEBERGEMENT ET AIDE EN MILIEU DE VIE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 03.03				
						Hébergement et aide en milieu de vie				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 01 00	Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles	25 829	+128	25 829	+128
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 02 00	Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)	3 173	+16	3 173	+16
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 03 00	Services d'aide en milieu de vie - Non-marchand (Secteur privé)	839	+5	839	+5
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 04 00	Services d'aide en milieu de vie - Polyhandicapes (Secteur privé)	91	0	91	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 05 00	Services d'aide en milieu de vie - Revalorisation APE (Secteur privé)	51	0	51	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 06 00	Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur privé)	864	+8	864	+8
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 07 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles	287 959	+1 433	287 959	+1 433
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 08 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles - Services agréés partiellement subventionnés (Secteur privé)	2 501	+13	2 501	+13
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 09 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)	28 085	+141	28 085	+141
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 10 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur privé)	2 790	+14	2 790	+14
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 11 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique - Non marchand (Secteur privé)	17 618	+88	17 618	+88
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 12 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur privé)	27 937	+3 139	27 937	+3 139
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 13 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de Court séjour (Secteur privé)	203	+1	203	+1
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 14 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation APE (Secteur privé)	142	+1	142	+1
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 15 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Forfaits journaliers (Secteur privé)	15 898	0	15 898	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 16 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Transports collectifs (Secteur privé)	4 171	0	4 171	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 17 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Convention Van Den Brande (Secteur privé)	3 365	0	3 365	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 18 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Divers dont régularis. parts contributives (Secteur privé)	405	0	405	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 19 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Primes syndicales (Secteur privé)	410	0	410	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 01 40	Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles	7 301	+36	7 301	+36
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 02 40	Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur public)	476	+3	476	+3
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 03 40	Services d'aide en milieu de vie - Non-marchand (Secteur public)	70	0	70	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 04 40	Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur public)	160	+2	160	+2
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 05 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles	37 479	+187	37 479	+187
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 06 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Service public)	3 186	+16	3 186	+16
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 07 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur public)	340	+2	340	+2
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 08 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique (Secteur public)	508	+2	508	+2
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 09 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur public)	427	+3	427	+3
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 10 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de court séjour (Secteur public)	50	+1	50	+1
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 11 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Forfaits journaliers (Secteur public)	1 048	0	1 048	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 12 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Transports collectifs (Secteur public)	282	0	282	0
13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 13 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Divers dont régularisations des parts contributives (Secteur public)	63	0	63	0
						Totaux pour le Titre I	*473 721*	*+5 239*	*473 721*	*+5 239*
						Titre II - Dépenses de capital				

13.12	Règlementée	03	03 03	2	52 01 10	Subsides en infrastructure en Accueil-Hébergement-Aide en milieu de vie (Secteur privé)	5 000	0	1 858	0
13.12	Règlementée	03	03 03	2	63 01 41	Subsides en infrastructure en Accueil-Hébergement-Aide en milieu de vie (Secteur public)	0	0	246	0
						Totaux pour le Titre II	*5 000*	*0*	*2 104*	*0*
						Totaux pour le programme 03.03	***478 721***	***+5 239***	***475 825***	***+5 239***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 33.01 – Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles (Secteur privé)

(CODE SEC : 33.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 518, 604, 692, 768, 831/58, 831/106, 831/108, 1271 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **25.829 milliers EUR**
Liquidation **25.829 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **25.957 milliers EUR**
Liquidation **25.957 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir principalement les charges salariales et les frais de fonctionnement des services d'aide en milieu de vie. Il s'agit des services : d'aide à la vie journalière, d'aide précoce, d'accompagnement en accueil de type familial, d'aide à l'intégration, de répit, d'interprétation en langage des signes. Le montant inscrit au budget 2017 permettra les interventions suivantes :
  1. SFA des services AVJ ;
  2. SFA des services SAP ;
  3. SFA des services SAC ;
  4. SFA des services SAF ;
  5. SFA des services SAI ;
  6. SFA des services SRP ;
  7. SFA des services SILS.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	102	102	0			
Crédits 2017	25.957	25.855	102			
TOTAUX	**26.059**	**25.957**	**102**			**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.02 – Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)

(CODE SEC : 32.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 521, 609, 697, 770, 831/63 et 831/111 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **3.173 milliers EUR**
Liquidation **3.173 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.189 milliers EUR**
Liquidation **3.189 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à payer un supplément de subvention de personnel aux services d'aide en milieu de vie dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à celle déterminée à l'article 664 du CWASS.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	3.189	3.189				
TOTAUX	**3.189**	**3.189**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.03 – Services d'aide en milieu de vie - Non-marchand (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.03.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 523, 524, 525, 615, 616, 700, 701, 702, 774, 831/68 et 831/69 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **839 milliers EUR**
Liquidation **839 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **844 milliers EUR**
Liquidation **844 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. Il est octroyé aux services résidentiels et d'accueil de jour :
  a) une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires ;
  b) une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables ;
  c) une subvention de primes de fin d'année ;
  d) une subvention pour la formation.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	844	844				
TOTAUX	**844**	**844**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.06 – Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.06.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 530 à 538 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **864 milliers EUR**
Liquidation **864 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **872 milliers EUR**
Liquidation **872 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer une indemnité forfaitaire journalière accordée aux accueillants pour les jours de présence des personnes dans leur logement. Sont assimilées aux jours de présence, les journées d'hospitalisation ou de vacances financées par l'accueillant et sous sa responsabilité.

L'indemnité forfaitaire journalière accordée à l'accueillant est composée:

1° d'une intervention de la personne servant à couvrir les frais généraux de logement, d'entretien et d'alimentation;

2° d'une intervention de l'Agence destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien.

L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	872	872				
TOTAUX	**872**	**872**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.07 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.07.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Articles 1251 à 1263, 1271, 1314/71 à 1314/74 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **287.959 milliers EUR**
Liquidation **287.959 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **289.392 milliers EUR**
Liquidation **289.392 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir la subvention forfaitaire annuelle des services résidentiels et d'accueil de jour. Il est composé des :

1° charges de fonctionnement;

2° charges de personnel non éducatif et éducatif, qui concernent le personnel de direction, administratif, social et ouvrier occupé, les psychologues, paramédicaux, personnel spécial, éducateurs chefs de groupe, chefs éducateurs, éducateurs et assimilés occupés, etc.

La subvention annuelle doit être utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de:

1° nonante pour cent pour les services de logements supervisés;

2° septante-cinq pour cent pour les services résidentiels de nuit;

3° quatre-vingt pour cent pour les autres services.

Le montant inscrit au budget concerne la subvention forfaitaire annuelle (SFA) qui sera octroyée en 2017 aux services suivants : SRJ, SRNA, SRA, SLS, SAJJNS, SAJA.

a- SFA des services résidentiels pour jeunes ;
b- SFA des services résidentiels de nuit pour adultes ;
c- SFA des services résidentiels pour adultes ;
d- SFA des services de logement supervisé ;
e- SFA des services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés ;
f- SFA des services d'accueil de jour pour adultes.

L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	289.392	289.392				
TOTAUX	**289.392**	**289.392**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.08 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles - Services agréés partiellement subventionnés (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.08.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : article 1340 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.501 milliers EUR**
Liquidation **2.501 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **2.514 milliers EUR**
Liquidation **2.514 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à la subvention forfaitaire annuelle de base de l'ensemble des services SAPS qui devrait être notifiée en 2017. La subvention annuelle est octroyée aux services agréés au titre d'intervention dans leurs frais de personnel et de fonctionnement.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements						
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	2.514	2.514				
TOTAUX	**2.514**	**2.514**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.09 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.09.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1257, 1314/77 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **28.085 milliers EUR**
Liquidation **28.085 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **28.226 milliers EUR**
Liquidation **28.226 milliers EUR**

- Ce crédit sert à payer le supplément de subvention octroyé aux services dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est au terme de l'année d'attribution, supérieure à dix ans. L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel est l'ancienneté pécuniaire à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume des prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume des prestations rémunérées.
  Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées, est divisé par le total des volumes de prestations rémunérées du personnel. Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.
  Le supplément, lorsqu'il est accordé une première fois, est liquidé automatiquement pour l'année suivante.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements						
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	28.226	28.226				
TOTAUX	**28.226**	**28.226**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.10 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.10.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : article 1393/1 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.790 milliers EUR**
Liquidation **2.790 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **2.804 milliers EUR**
Liquidation **2.804 milliers EUR**

- Il s'agit d'une subvention particulière en vue de renforcer l'encadrement des services résidentiels de nuit et services résidentiels pour jeunes, qui bénéficient au 31 décembre 2014 d'une subvention mensuelle d'un montant de 1.436,27 euros destinée à financer l'engagement d'un mi-temps supplémentaire. Ces services conservent cette subvention jusqu'au licenciement ou départ d'une autre nature de cet éducateur. Le nombre de travailleurs concernés par le dispositif est de 149 réparti comme suit :
  - 39 travailleurs en service résidentiel pour jeunes du secteur privé ;
  - 20 travailleurs en service résidentiel de nuit pour adulte du secteur privé ;
  - 72 travailleurs en service résidentiel pour adulte du secteur privé ;
  - 18 travailleurs du secteur public.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements						
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	2.804	2.804				
TOTAUX	**2.804**	**2.804**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.11 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique - Non marchand (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.11.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : article 1270, 1314/82, 1339,2° du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **17.618 milliers EUR**
Liquidation **17.618 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **17.706 milliers EUR**
Liquidation **17.706 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon. Il est octroyé aux services résidentiels et d'accueil de jour :

  a) une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de trois jours de congés annuels supplémentaires : 13.422 milliers EUR;

  b) une subvention spécifique leur permettant de financer les augmentations salariales résultant de la valorisation des heures inconfortables : 2.600 milliers EUR ;

  c) une subvention de primes de fin d'année : 911 milliers EUR ;

  d) une subvention pour la formation : 231 milliers EUR.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	17.706	17.706				
TOTAUX	**17.706**	**17.706**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.12 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.12.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1261, 1314/81 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **27.937 milliers EUR**
Liquidation **27.937 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **31.076 milliers EUR**
Liquidation **31.076 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer la subvention annuelle particulière accordée aux services résidentiels et d'accueil de jour qui assurent la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires sur base des articles 1296 et 1297 du CWASS.
  La subvention annuelle relative à ces prises en charge est déterminée en multipliant l'occupation moyenne de référence relative à ces personnes durant l'année civile en cours par la subvention par prise en charge visée à l'Annexe 100.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques à hauteur de 139 milliers EUR et par le renforcement des moyens dévolus à cette politique à hauteur de 3.000 milliers EUR.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	31.076	31.076				
TOTAUX	**31.076**	**31.076**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.13 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de Court séjour (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.13.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1208 à 1213 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **203 milliers EUR**
Liquidation **203 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **204 milliers EUR**
Liquidation **204 milliers EUR**

- Les services résidentiels pour adultes et les services résidentiels de nuit pour adultes peuvent être agréés et subventionnés pour une ou plusieurs place(s) supplémentaire(s) pour des bénéficiaires en court séjour dans la catégorie de service pour laquelle ils sont agréés et subventionnés.
  La capacité agréée en court séjour dans les services ci-avant est réduite d'une unité si au terme de deux années civiles complètes, la moyenne des journées de présence en court séjour est inférieure à cent jours de présence.
  Le crédit inscrit au budget sert à financer la subvention annuelle octroyée aux services bénéficiant de 1 à 3 places supplémentaires en court séjour. La période de prise en charge ne peut excéder au total, par bénéficiaire 90 jours par an.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	204	204				
TOTAUX	**204**	**204**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.14 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation APE (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.14.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Accord de la région wallonne 2006.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **142 milliers EUR**
Liquidation **142 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **143 milliers EUR**
Liquidation **143 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer le coût de l'harmonisation des barèmes du personnel sous statut APE. L'impact budgétaire de l'ensemble des revendications relatives aux personnels engagés sous ce statut est pris en charge via les subventions organiques allouées aux structures. Le montant initial (2006) de l'accord s'élève à 229.000 EUR. Ce budget est géré par la Région wallonne. L'index est pertinent sur ce budget et il est réparti comme suit :
  1- quote-part des services résidentiels et d'accueil de jour : 139 milliers EUR ;
  2- quote-part des services d'aide en milieu de vie : 48 milliers EUR.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	143	143				
TOTAUX	**143**	**143**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.01 – Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles (Service public)
(CODE SEC : 43.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 518, 604, 692, 768, 831/58, 831/106, 831/108 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **7.301 milliers EUR**
Liquidation **7.301 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **7.337 milliers EUR**
Liquidation **7.337 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir principalement les charges salariales et les frais de fonctionnement des services d'aide en milieu de vie dans le secteur public. Il s'agit des services : d'aide précoce, d'accompagnement en accueil de type familial, d'aide à l'intégration, de répit.
  Le montant inscrit au budget 2017 servira à :
  1- SFA des services SAP ;
  2- SFA des services SAC ;
  3- SFA des services SAF ;
  4- SFA des services SAI ;
  5- SFA des services SRP.

L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	7.337	7.337				
TOTAUX	**7.337**	**7.337**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.02 – Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur public)
(CODE SEC : 43.02.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 521, 609, 697, 770, 831/63, 831/111 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **476 milliers EUR**
Liquidation **476 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **479 milliers EUR**
Liquidation **479 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à payer dans le secteur public un supplément de subvention de personnel aux services dont l'ensemble du personnel a, au terme de l'année d'attribution, une ancienneté pécuniaire moyenne supérieure à celle déterminée à l'article 664 du CWASS.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	479	479				
TOTAUX	**479**	**479**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.04 – Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur public)
(CODE SEC : 43.04.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1101 à 1111 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **160 milliers EUR**
Liquidation **160 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **162 milliers EUR**
Liquidation **162 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer dans le secteur public une indemnité forfaitaire journalière accordée aux accueillants pour les jours de présence des personnes dans leur logement. Sont assimilées aux jours de présence, les journées d'hospitalisation ou de vacances financées par l'accueillant et sous sa responsabilité.
  L'indemnité forfaitaire journalière accordée à l'accueillant est composée:
  1° d'une intervention de la personne servant à couvrir les frais généraux de logement, d'entretien et d'alimentation;
  2° d'une intervention de l'Agence destinée à couvrir les frais d'éducation, d'accompagnement et de soutien.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	162	162				
TOTAUX	**162**	**162**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.05 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles (Secteur public)
(CODE SEC : 43.05.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1251 à 1263, 1314/71 à 1314/74 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **37.479 milliers EUR**
Liquidation **37.479 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **37.666 milliers EUR**
Liquidation **37.666 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir la subvention forfaitaire annuelle des services résidentiels et d'accueil de jour gérés par un pouvoir organisateur public. Il est composé des :
  1° charges de fonctionnement;
  2° charges de personnel non éducatif et éducatif, qui concernent le personnel de direction, administratif, social et ouvrier occupé, les psychologues, paramédicaux, personnel spécial, éducateurs chefs de groupe, chefs éducateurs, éducateurs et assimilés occupés, etc.

  La subvention annuelle doit être utilisée pour des charges de personnel à raison d'un pourcentage minimum de:
  1° nonante pour cent pour les services de logements supervisés;
  2° septante-cinq pour cent pour les services résidentiels de nuit;
  3° quatre-vingt pour cent pour les autres services.

  Le montant inscrit au budget concerne la subvention forfaitaire annuelle (SFA) qui sera octroyée en 2017 aux services suivants : SRJ, SRNA, SRA, SLS, SAJJNS, SAJA.
  a- SFA des services résidentiels pour jeunes ;
  b- SFA des services résidentiels de nuit pour adultes ;
  c- SFA des services résidentiels pour adultes ;
  d- SFA des services de logement supervisé ;
  e- SFA des services d'accueil de jour pour jeunes non scolarisés ;
  f- SFA des services d'accueil de jour pour adultes.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	37.666	37.666				
TOTAUX	**37.666**	**37.666**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.06 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Service public)
(CODE SEC : 43.06.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1257, 1314/77 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **3.186 milliers EUR**
Liquidation **3.186 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.202 milliers EUR**
Liquidation **3.202 milliers EUR**

- Ce crédit sert à payer le supplément de subvention octroyé aux services du secteur public dont l'ancienneté pécuniaire moyenne pour l'ensemble du personnel est au terme de l'année d'attribution, supérieure à dix ans. L'ancienneté à prendre en considération pour chaque membre du personnel est l'ancienneté pécuniaire à laquelle il peut prétendre au 31 décembre de l'exercice auquel se rapporte la subvention, pondérée par le volume des prestations rémunérées. Pour les membres du personnel ayant quitté le service avant cette date, l'ancienneté à prendre en compte est celle à laquelle il peut prétendre à la date de sortie, pondérée par le volume des prestations rémunérées.
  Afin de déterminer l'ancienneté pécuniaire moyenne, le total des anciennetés pondérées, est divisé par le total des volumes de prestations rémunérées du personnel. Le résultat de la division est ensuite diminué d'une demi-année d'ancienneté.
  Le supplément, lorsqu'il est accordé une première fois, est liquidé automatiquement pour l'année suivante.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	3.202	3.202				
TOTAUX	**3.202**	**3.202**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.07 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur public)
(CODE SEC : 43.07.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Article 1393/1 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **340 milliers EUR**
Liquidation **340 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **342 milliers EUR**
Liquidation **342 milliers EUR**

- Il s'agit d'une subvention particulière en vue de renforcer l'encadrement des services résidentiels de nuit et services résidentiels pour jeunes du secteur public, qui bénéficient au 31 décembre 2014 d'une subvention mensuelle d'un montant de 1.436,27 EUR destinée à financer l'engagement d'un mi-temps supplémentaire. Ces services conservent cette subvention jusqu'au licenciement ou départ d'une autre nature de cet éducateur.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	342	342				
TOTAUX	**342**	**342**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.08 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique – Non-marchand (Secteur public)
(CODE SEC : 43.08.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1272 et 1273 du CWASS.

- Montant du crédit en cours :

Engagement **508 milliers EUR**
Liquidation **508 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **510 milliers EUR**
Liquidation **510 milliers EUR**

- Ce crédit sert à payer aux services résidentiels et d'accueil de jour gérés par un pouvoir organisateur public une subvention spécifique leur permettant de financer les emplois compensatoires liés à l'attribution de jours de congés annuels supplémentaires aux travailleurs âgés de cinquante-deux ans et plus.
  L'Agence affecte cette subvention supplémentaire aux services à concurrence d'un montant global annuel, pour l'ensemble des services, de 466.298,63 EUR. Ce montant est rattaché à l'indice-pivot 154,63 du 1er octobre 2010.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	510	510				
TOTAUX	**510**	**510**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.09 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur public)
(CODE SEC : 43.09.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1261, 1314/81 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **427 milliers EUR**
Liquidation **427 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **430 milliers EUR**
Liquidation **430 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer la subvention annuelle particulière accordée aux services gérés par un pouvoir organisateur public qui assurent la prise en charge nominative de personnes handicapées déclarées prioritaires sur base des articles 1296 et 1297 du CWASS.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	430	430				
TOTAUX	**430**	**430**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.10 – Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de court séjour (Secteur public)
(CODE SEC : 43.10.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1208 à 1213 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **50 milliers EUR**
Liquidation **50 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **51 milliers EUR**
Liquidation **51 milliers EUR**

- Les services résidentiels pour adultes et les services résidentiels de nuit pour adultes peuvent être agréés et subventionnés pour une ou plusieurs place(s) supplémentaire(s) pour des bénéficiaires en court séjour dans la catégorie de service pour laquelle ils sont agréés et subventionnés.
  La capacité agréée en court séjour dans les services ci-avant est réduite d'une unité si au terme de deux années civiles complètes, la moyenne des journées de présence en court séjour est inférieure à cent jours de présence.
  Le crédit inscrit au budget sert à financer la subvention annuelle octroyée aux services du secteur public bénéficiant de 1 à 3 places supplémentaires en court séjour. La période de prise en charge ne peut excéder au total, par bénéficiaire 90 jours par an.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	51	51				
TOTAUX	**51**	**51**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

SECTION 03 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

PROGRAMME 04 : EMPLOI ET FORMATION

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 03.04				
						Emploi et formation				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 01 32	Allocations pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur privé)	3 042	+380	3 042	+380
13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 02 32	Centre de formation professionnelle (Secteur privé)	13 017	+66	13 017	+66
13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 03 32	Primes d'intégration (Secteur privé)	1 428	+7	1 428	+7
13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 04 32	Primes de compensation (Secteur privé)	20 523	+103	20 523	+103
13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 05 32	Allocations pour tutorat (Secteur privé)	227	0	227	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 01 00	Subventions ETA (Secteur privé)	85 675	+140	85 675	+140
13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 02 00	Subventions ETA - Fonds de sécurité d'existence - Secteur non marchand	4 048	+12	4 048	+12
13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 03 00	Subventions de fonctionnement aux CRF (Secteur privé)	690	0	690	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 04 00	Allocations pour aménagement de postes de travail salariés (Secteur privé)	289	0	289	0
13.13	Règlementée	03	03 04	1	34 01 31	Interventions pour frais exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles	201	+23	201	+23
13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 02 31	Allocations pour aménagement de postes de travail indépendants	38	0	38	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 03 31	Interventions payées aux personnes handicapées indépendantes	230	0	230	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 04 31	Allocations pour frais de déplacements domicile - lieu de travail	914	+5	914	+5
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 01 40	Allocations pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur public)	494	+62	494	+62
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 02 40	Centre de formation professionnelle (Secteur public)	1 517	+8	1 517	+8
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 03 40	Primes d'intégration (Secteur public)	268	+1	268	+1
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 04 40	Primes de compensation (Secteur public)	10 197	+51	10 197	+51
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 05 40	Allocations pour tutorat (Secteur public)	47	0	47	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 06 40	Subventions ETA (Secteur public)	6 813	+11	6 813	+11
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 07 40	Subventions de fonctionnement aux CRF (Secteur public)	128	0	128	0
13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 08 40	Allocations pour aménagement de postes de travail salariés (Secteur public)	55	0	55	0
						Totaux pour le Titre I	149 841	+869	149 841	+869
						Titre II - Dépenses de capital				
13.12	Règlementée	03	03 04	2	52 01 10	Centre de formation professionnelle - Subsides en infrastructure (Secteur privé)	192	+1	192	+1
13.12	Règlementée	03	03 04	2	52 02 10	Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur privé)	977	+371	975	+371
						dont arrêté de réallocation	*15*		*0*	
13.12	Règlementée	03	03 04	2	63 01 41	Centre de formation professionnelle - Subsides en infrastructure (Secteur public)	25	0	25	0
13.12	Règlementée	03	03 04	2	63 02 41	Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur public)	46	+32	46	+32
						Totaux pour le Titre II	*1 255*	*+404*	*1 238*	*+404*
						Totaux pour le programme 03.04	***151 096***	***+1 273***	***151 079***	***+1 273***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 31.01 – Allocation pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur privé)
(CODE SEC : 31.01.32)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1079 à 1092 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **3.042 milliers EUR**
Liquidation **3.042 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.422 milliers EUR**
Liquidation **3.422 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de formation assurée par une entreprise formatrice visant à préparer la personne handicapée en adaptation professionnelle à travailler dans des conditions normales de travail.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques à hauteur de 20 milliers EUR et par 360 milliers EUR en fonction des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	3.422	3.422				
TOTAUX	**3.422**	**3.422**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 31.02 – Centre de formation professionnelle (Secteur privé)
(CODE SEC : 31.02.32)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 905 à 990 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **13.017 milliers EUR**
Liquidation **13.017 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **13.083 milliers EUR**
Liquidation **13.083 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir principalement les frais de fonctionnement des centres de formation professionnelle (CFP) et le subventionnement des indemnités versées aux stagiaires. L'augmentation de crédits de 2016 à 2017 s'explique par l'impact de l'inflation.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	13.083	13.083				
TOTAUX	**13.083**	**13.083**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 31.03 – Primes d'intégration (Secteur privé)
(CODE SEC : 31.03.32)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1101 à 1111 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.428 milliers EUR**
Liquidation **1.428 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.435 milliers EUR**
Liquidation **1.435 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à octroyer une subvention à l'employeur privé qui embauche une personne handicapée qui, au moment de son engagement, a connu une inactivité professionnelle d'au moins six mois, termine une formation professionnelle ou sort d'une ETA. La décision d'octroi couvre la durée du contrat et est renouvelable, sans pouvoir dépasser une durée totale d'un an, aux employeurs qui occupent des personnes handicapées dans les liens d'un contrat de travail, d'un contrat d'emploi, d'un contrat de travail à domicile, ou en vertu d'un statut de droit public.

L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	1.435	1.435				
TOTAUX	**1.435**	**1.435**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 31.04 – Primes de compensation (Secteur privé)
(CODE SEC : 31.04.32)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1112 à 1123 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **20.523 milliers EUR**
Liquidation **20.523 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **20.626 milliers EUR**
Liquidation **20.626 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à octroyer une subvention à l'employeur pour couvrir une partie du coût salarial en vue de compenser le coût supplémentaire éventuel des mesures que l'entreprise prend pour permettre au travailleur handicapé d'assumer ses fonctions, si ce coût supplémentaire est lié au handicap.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	20.626	20.626				
TOTAUX	**20.626**	**20.626**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.01 – Subventions ETA (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Article 991, 3° et articles 994 à 1003 de la Deuxième partie, Livre 5, Titre 9, Chapitre 4 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **85.675 milliers EUR**
Liquidation **85.675 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **85.815 milliers EUR**
Liquidation **85.815 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir l'intervention accordée par l'Agence aux entreprises de travail adapté privées dans la rémunération de chaque travailleur handicapé pour lequel la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'une mise au travail dans une entreprise de travail adapté ou pour lequel une telle décision a été prise dans le cadre d'un accord de coopération.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	85.815	85.815				
TOTAUX	**85.815**	**85.815**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 33.02 – Subventions ETA – Fonds de sécurité d'existence – Secteur Non-marchand
(CODE SEC : 33.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1062 à 1066 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **4.048 milliers EUR**
Liquidation **4.048 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **4.060 milliers EUR**
Liquidation **4.060 milliers EUR**

- Ce crédit est affecté à la dotation annuelle versée au Fonds de sécurité d'existence des entreprises de travail adapté (FSEETA). Le montant sert à financer :
  - une prime syndicale par travailleur syndiqué occupé dans les ETA agréées par l'Agence ;
  - les prépensions octroyées aux travailleurs handicapés ;
  - des jours de congés supplémentaires ;
  - le solde éventuel est destiné à financer les autres missions du FSEETA.

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	4.060	4.060				
TOTAUX	**4.060**	**4.060**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée

A.B. 34.01 – Interventions pour frais exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles
(CODE SEC : 34.01.31)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1070 à 1078 du CWASS et articles 1165 à 1168 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **201 milliers EUR**
Liquidation **201 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **224 milliers EUR**
Liquidation **224 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir des dépenses relatives :
  - au stage de découverte : Une semaine de découverte d'un métier et du monde de travail, pour permettre à une personne handicapée de faire le point sur son avenir professionnel ;
  - au remboursement sous certaines conditions définies par la loi des frais de déplacement et de séjour exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelle de la personne handicapée (CAP).

  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	224	224				
TOTAUX	**224**	**224**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 34.04 – Allocations pour frais de déplacements domicile - lieu de travail
(CODE SEC : 34.04.31)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1140 à 1146 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **914 milliers EUR**
Liquidation **914 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **919 milliers EUR**
Liquidation **919 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir l'intervention de l'Agence dans les frais de déplacement exposés par le travailleur handicapé pour se rendre de son domicile au lieu fixe de son travail ou du travailleur indépendant handicapé pour se rendre de son domicile au siège de son activité. L'intervention est accordée, à raison d'un aller et retour par jour cinq fois par semaine à concurrence de 231 jours maximum.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	914	914				
TOTAUX	**914**	**914**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.01 – Allocation pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur public)
(CODE SEC : 43.01.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1079 à 1092 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **494 milliers EUR**
Liquidation **494 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **556 milliers EUR**
Liquidation **556 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir dans le secteur public les frais de formation assurée par une entreprise formatrice visant à préparer la personne handicapée en adaptation professionnelle à travailler dans des conditions normales de travail.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	556	556				
TOTAUX	**556**	**556**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.02 – Centre de formation professionnelle (Secteur public)
(CODE SEC : 43.02.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 905 à 990 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **1.517 milliers EUR**
Liquidation **1.517 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.525 milliers EUR**
Liquidation **1.525 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir principalement les frais de fonctionnement des centres de formation professionnelle (CFP) et le subventionnement des indemnités versées aux stagiaires.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	1.525	1.525				
TOTAUX	**1.525**	**1.525**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.03 – Primes d'intégration (Secteur public)
(CODE SEC : 43.03.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1101 à 1111 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **268 milliers EUR**
Liquidation **268 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **269 milliers EUR**
Liquidation **269 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à octroyer une subvention à l'employeur du secteur public qui embauche une personne handicapée qui, au moment de son engagement, a connu une inactivité professionnelle d'au moins six mois, termine une formation professionnelle ou sort d'une ETA. La décision d'octroi couvre la durée du contrat et est renouvelable sans pouvoir dépasser une durée totale d'un an aux employeurs qui occupent des personnes handicapées dans les liens d'un contrat de travail, d'un contrat d'emploi, d'un contrat de travail à domicile, ou en vertu d'un statut de droit public.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	269	269				
TOTAUX	**269**	**269**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.04 – Primes de compensation (Secteur public)
(CODE SEC : 43.04.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1112 à 1123 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **10.197 milliers EUR**
Liquidation **10.197 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **10.248 milliers EUR**
Liquidation **10.248 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à octroyer une subvention à l'employeur du secteur public pour couvrir une partie du coût salarial en vue de compenser le coût supplémentaire éventuel des mesures que l'entreprise prend pour permettre au travailleur handicapé d'assumer ses fonctions, si ce coût supplémentaire est lié au handicap.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	10.248	10.248				
TOTAUX	**10.248**	**10.248**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 43.06 – Subventions ETA (Secteur public)
(CODE SEC : 43.06.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Article 991, 3° et articles 994 à 1003 de la Deuxième partie, Livre 5, Titre 9, Chapitre 4 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **6.813 milliers EUR**
Liquidation **6.813 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **6.824 milliers EUR**
Liquidation **6.824 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir l'intervention accordée par l'Agence aux entreprises de travail adapté du secteur public dans la rémunération de chaque travailleur handicapé pour lequel la décision d'intervention de l'Agence conclut à la nécessité d'une mise au travail dans une entreprise de travail adapté ou pour lequel une telle décision a été prise dans le cadre d'un accord de coopération.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	6.824	6.824				
TOTAUX	**6.824**	**6.824**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 52.01 – Centre de formation professionnelle - Subsides en infrastructure (Secteur privé)
(CODE SEC : 52.01.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 968 à 976 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **192 milliers EUR**
Liquidation **192 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **193 milliers EUR**
Liquidation **193 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à financer les subsides en infrastructure des centres de formation professionnelle (CFP). L'Agence octroie annuellement à chaque centre un subside à l'infrastructure, correspondant au maximum au quota horaire qui lui est accordé en vertu de son agrément, multiplié par un taux de 0,26 EUR par heure agréée.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des paramètres macroéconomiques.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	193	193				
TOTAUX	**193**	**193**				**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 52.02 – Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur privé)
(CODE SEC : 52.02.10)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1015 à 1037 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **962 milliers EUR**
Liquidation **975 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.348 milliers EUR**
Liquidation **1.348 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à subventionner des dépenses liées à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des entreprises de travail adapté (ETA).
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	385	385	0			
Crédits 2017	1.348	963	385			
TOTAUX	**1.733**	**1.348**	**385**			**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

A.B. 63.02 – Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur public)
(CODE SEC : 63.02.41)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : articles 1015 à 1037 du CWASS.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **46 milliers EUR**
Liquidation **46 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **78 milliers EUR**
Liquidation **78 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à subventionner des dépenses liées à la création, l'agrandissement ou l'aménagement des entreprises de travail adapté du secteur public (ETA). Le crédit est composé en 2017 de la quote-part publique des appels à projets : 46.000 EUR.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		**2017**	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	11	11	0			
Crédits 2017	78	67	11			
TOTAUX	**89**	**78**	**11**			**0**

- Liquidation trésorerie : Réglementée.

SECTION 03 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE PERSONNES HANDICAPEES

PROGRAMME 05 : COORDINATION DES BUREAUX REGIONAUX

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 03.05				
						Coordination des bureaux régionaux				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Règlementée	03	03 05	1	33 01 00	Frais exposés en dehors de l'éducation scolaire, de la formation, de la réadaptation ou rééducation professionnelle et de l'exercice d'une activité professionnelle	3	0	3	0
13.12	Règlementée	03	03 05	1	33 02 00	Orientation professionnelle	1	0	1	0
13.12	Règlementée	03	03 05	1	34 01 31	Frais exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles et de l'éducation scolaire	315	0	315	0
						Totaux pour le Titre I	319	0	319	0
						Totaux pour le programme 03.05	***319***	***0***	***319***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 04 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE FAMILLES

PROGRAMME 01 : DEPENSES TRANSVERSALES A LA BRANCHE FAMILLES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2016 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2016 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 04.01				
						Dépenses transvesrales à la branche Familles				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Ministre/Branche	04	04 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	0	0	0	0
13.12	Ministre	04	04 01	1	33 01 00	Soutien à des initiatives transversales diverses (Secteur privé)	0	0	0	0
13.12	Ministre	04	04 01	1	43 01 40	Subventions à des initiatives transversales (Secteur public)	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
						Totaux pour le programme 04.01	***0***	***0***	***0***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 04 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE FAMILLES

PROGRAMME 02 : ALLOCATIONS FAMILIALES - CONTROLE DES FAMILLES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2016 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2016 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 04.02				
						Allocations familiales - contrôle des familles				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.14	Paritaire	04	04 02	1	31 01 22	Caisse publique - intervention frais d'administration - expertises médicales (cas de recours)	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 02	1	31 02 32	Caisses privées - intervention frais d'administration - expertises médicales (cas de recours)	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
						Totaux pour le programme 04.02	***0***	***0***	***0***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 04 : GESTION DES MISSIONS DU COMITE DE BRANCHE FAMILLES

PROGRAMME 03 : ALLOCATIONS FAMILIALES - CONTROLE DES CAISSES

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2016 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2016 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 04.03				
						Allocations familiales - contrôle des caisses				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 01 22	Caisse publique - frais de paiement (répartition nationale)	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 02 22	Caisse publique - intervention frais d'administration	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 03 22	Caisse publique - intervention frais d'administration - cotisation responsabilisation	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 04 22	Caisse publique - interventions intérêts	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 05 22	Caisse publique - frais d'administration - intérêts dus - Charte de l'assuré social	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 06 32	Caisses privées - frais de paiement (répartition nationale)	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 07 32	Caisses privées - intervention frais d'administration	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 08 32	Caisses privées - intervention frais d'administration - cotisation responsabilisation	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 09 32	Caisses privées - interventions intérêts	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 10 32	Caisses privées - frais d'administration - intérêts dus - Charte de l'assuré social	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	41 01 34	Région wallonne - transferts divers	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 01 25	Communauté flamande - transferts divers	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 02 13	Cocom - transferts divers	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 03 26	Communauté germanophone - transferts divers	0	0	0	0
13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 04 40	Transferts vers FAMIFED-ORPSS - Subvention frais de paiement et de gestion	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
						Totaux pour le programme 04.03	***0***	***0***	***0***	***0***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Pour mémoire.

SECTION 05 : GESTION DES MISSIONS COMMUNES A DIFFERENTS COMITES DE BRANCHE

PROGRAMME 01 : AUTONOMIE ET GRANDE DEPENDANCE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 05.01 ***Autonomie et grande dépendance***				
						Titre I - Dépenses courantes				
13.12	Ministre	05	05 01	1	01 01 00	Provision destinée au développement informatique de l'assurance-autonomie	4 000	-1 600	4 000	-1 600
13.12	Ministre/Branche	05	05 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, honoraires non spécifiques	110	0	100	0
13.12	Règlementée	05	05 01	1	33 01 00	Budget d'Assistance Personnalisée (BAP)	2 950	0	2 950	0
13.12	Ministre	05	05 01	1	33 02 00	Subventions aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur privé)	573	+3	521	+6
13.12	Règlementée	05	05 01	1	33 03 00	Subventions à des services agréés d'aide aux familles et de soutien à domicile relevant du secteur privé	144 205	+4 859	145 064	+4 000
13.12	Ministre	05	05 01	1	33 04 00	Plan Alzheimer	223	0	223	0
13.12	Ministre	05	05 01	1	43 01 52	Subvention aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur public)	54	+1	53	+1
13.12	Règlementée	05	05 01	1	43 02 52	Subventions aux services agréés d'aide aux familles et de soutien à domicile relevant du secteur public	40 470	+818	41 288	0
13.14	Paritaire	05	05 01	1	45 01 40	Aides à la mobilité	0	0	0	0
13.14	Paritaire	05	05 01	1	45 02 40	Equipes multidisciplinaires Aides à la mobilité	0	0	0	0
13.12	Règlementée	05	05 01	1	45 03 40	Allocation pour l'aide aux personnes âgées	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*192 585*	*+4 081*	*194 199*	*+2 407*
						Totaux pour le programme 05.01	***192 585***	***+4 081***	***194 199***	***+2 407***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 01.01 – Provision destinée au développement informatique de l'assurance-autonomie
(CODE SEC : 01.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire: Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **4.000 milliers EUR**
Liquidation **4.000 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **2.400 milliers EUR**
Liquidation **2.400 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais informatiques engendrés par les organismes assureurs et services agréés d'aide aux familles et de soutien à domicile dans le cadre du développement de l'assurance-autonomie.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par un transfert de 1.600 milliers EUR en vue d'augmenter les contingents d'heure SAFA (cf. infra).
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	1.000	1.000	0			
Crédits 2017	2.400	1.400	1.000			
TOTAUX	**3.400**	**2.400**	**1.000**			

- Liquidation Trésorerie : Non réglementée.

A.B. 33.02 – Subvention aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.02.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **573 milliers EUR**
Liquidation **521 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **576 milliers EUR**
Liquidation **527 milliers EUR**

- Cet article de base permet le subventionnement de services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques pour le secteur privé dans le cadre de la Plate-forme « Bien vivre chez soi ».
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	695	365	330	0		
Crédits 2017	576	162	215	199		
TOTAUX	**1.271**	**527**	**545**	**199**		

- Liquidation Trésorerie : Non réglementée.

A.B. 33.03 - Subventions à des services agréés d'aide aux familles et de maintien à domicile relevant du secteur privé
(CODE SEC : 33.03.00)

- Bases légale, décrétale ou réglementaire:
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 219 à 260 et 698.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 320 à 364.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **144.205 milliers EUR**
Liquidation **145.064 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **149.064 milliers EUR**
Liquidation **149.064 milliers EUR**

- Les Services agréés d'aides aux familles et aux personnes âgées, créés par les provinces, les communes, les CPAS et les asbl, proposent les services d'aides familiales et de gardes à domicile aux personnes âgées ou aux familles en incapacité d'accomplir des actes de vie journalière. Les aidants proches peuvent également bénéficier d'une aide.
  Ces subventions sont entièrement destinées à intervenir dans les coûts salariaux du personnel des services agréés d'aide aux familles.
  Pour chaque service agréé, un nombre annuel d'heures d'activités (le contingent) est déterminé en application de l'article 9 de l'arrêté du Gouvernement du 30 avril 2009. Les subventions sont accordées sur la base de ce contingent.
  Les autres subventions concernent des interventions dans des frais de personnel et de déplacement de certaines catégories de personnel des services. Il résulte notamment des accords du secteur non marchand privé.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique :
  - Pour les crédits d'engagement tout d'abord par une mise à niveau par rapport aux crédits de liquidation à hauteur de 859 milliers EUR ;
  - Par un renforcement structurel de 4.000 milliers EUR en crédits d'engagement et de liquidation financés, d'une part, par un transfert structurel de 1.600 milliers EUR au départ de la provision 01.01 et, d'autre part, par un renforcement structurel des moyens octroyés par le Gouvernement à la politique.
- Dévolution du crédit :

ngagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	18.347	18.347	0			
Crédits 2017	149.064	130.717	18.347			
TOTAUX	**167.411**	**149.064**	**18.347**			

- Liquidation Trésorerie : 4 avances trimestrielles et 2 soldes semestriels

A.B. 43.01 – Subvention aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur public)
(CODE SEC : 43.01.52)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **54 milliers EUR**
Liquidation **53 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **55 milliers EUR**
Liquidation **54 milliers EUR**

- Cette allocation de base permet le subventionnement de services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques pour le secteur public dans le cadre de la Plate-forme « Bien vivre chez soi ».
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	64	24	40			
Crédits 2017	55	30	25			
TOTAUX	**119**	**54**	**65**			**0**

- Liquidation Trésorerie : Non règlementée.

A.B. 43.02 - Subventions aux centres agréés d'aide aux familles et de maintien à domicile relevant du secteur public
(CODE SEC : 43.02.52)

- Base légale, décrétale ou réglementaire:
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 219 à 260 et 698.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 320 à 364.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **40.470 milliers EUR**
Liquidation **41.288 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **41.288 milliers EUR**
Liquidation **41.288 milliers EUR**

- Le Ministre peut, d'une part agréer des Services d'aides aux familles et aux personnes âgées, créés par les provinces, les communes, les CPAS et, d'autre part, leur octroyer des subventions.
  Ces subventions sont entièrement destinées à la couverture des rémunérations du personnel des services agréés d'aide aux familles.
  Pour chaque service agréé, un nombre annuel d'heure d'activités (le contingent) est déterminé par le Ministre. Les **subventions** sont accordées sur la base de ce contingent en application de l'article 9 de l'article de l'arrêté du Gouvernement wallon.
  Les autres subventions prévues par le décret et son arrêté d'exécution concernent des sommes octroyées à titre d'intervention dans les frais de personnel et de déplacement de certaines catégories de personnel des services, et résultent notamment des accords du secteur non marchand public.

L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une mise à niveau par rapport aux crédits de liquidation.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	6.524	6.524	0			
Crédits 2017	41.288	34.764	6.524			
TOTAUX	**47.812**	**41.288**	**6.524**			**0**

- Liquidation Trésorerie : les subventions sont liquidées trimestriellement. Le solde en deux fois semestriellement.

SECTION 05 : GESTION DES MISSIONS COMMUNES A DIFFERENTS COMITES DE BRANCHE

PROGRAMME 02 : PROMOTION DE LA SANTE ET FAMILLE

Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
						Programme 05.02				
						Promotion de la Santé et Famille				
						Titre I - Dépenses courantes				
	Ministre	05	05 02	1	01 01 00	(Nouveau) Plan prévention santé	0	+250	0	+250
13.12	Ministre	05	05 02	1	12 01 11	Plan wallon de nutrition - santé et bien-être	75	0	75	0
13.12	Ministre/Branche	05	05 02	1	12 02 11	Plan Ozone - vague de chaleur	0	0	0	0
13.12	Ministre	05	05 02	1	33 01 00	Plan wallon de nutrition - santé et bien-être	105	-4	98	-7
13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 02 00	Services communautaires et Centres locaux - Subventions secteur privé	2 350	0	2 333	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 03 00	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs (Secteur privé)	3 957	0	3 958	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 04 00	Subventions aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale (Secteur privé)	13 296	+35	13 331	0
13.12	Ministre	05	05 02	1	33 05 00	Subventions à des ASBL en vue d'études, actions et recherches dans le domaine de la Promotion de la Santé et de la Famille	240	0	230	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	43 01 22	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs (Secteur public)	239	0	239	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	43 02 52	Subventions aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale (Secteur public)	105	0	104	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 01 24	Services communautaires et Centres locaux - Subventions secteur universitaire	669	0	660	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 02 24	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs universitaires	145	0	145	0
13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 03 40	(Supprimé) Contribution à la Commission nationale des Droits de l'Enfant	18	-18	18	-18
						Totaux pour le Titre I	*21 199*	*+263*	*21 191*	*+225*
						Totaux pour le programme 05.02	***21 199***	***+263***	***21 191***	***+225***

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital
Secteur SEC : 13.12 = Administrations d'Etats fédérés ; 13.14 = Administrations de sécurité sociale
Type de recette : selon les missions menées par l'Agence
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget
CL : crédits de liquidation prévus au budget

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 01.01 – (Nouveau) Plan prévention santé

(CODE SEC : 01.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Loi et arrêtés relatifs aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **0 millier EUR**
Liquidation **0 millier EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **250 milliers EUR**
Liquidation **250 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à permettre des dépenses de mise en place du nouveau plan prévention santé, tels des frais de consultance, de communication,…
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	250	250				
TOTAUX	**250**	**250**				**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 33.01 – Plan wallon de nutrition - santé et bien être
(CODE SEC : 33.01.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Décret budgétaire.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **105 milliers EUR**
Liquidation **98 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **101 milliers EUR**
Liquidation **91 milliers EUR**

- Ces moyens permettent la poursuite du Plan wallon Nutrition-Santé et Bien-être visant, entre autres, la lutte contre la dénutrition et la malnutrition (services conseils d'experts et de nutritionnistes), à travers des subventions à des ASBL.
  L'évolution des crédits de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par l'évolution des besoins identifiés.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	17	17	0			
Crédits 2017	101	74	27			
TOTAUX	**118**	**91**	**27**			**0**

- Liquidation Trésorerie : non réglementée.

A.B. 33.04 – Subventions aux Centres de planning et de consultation familiale et conjugale (Secteur privé)
(CODE SEC : 33.04.00)

- Base légale, décrétale ou réglementaire:
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 29 septembre 2011, partie décrétale, articles 183 à 218.
  - Code wallon de l'Action sociale et de la Santé du 4 juillet 2013, partie règlementaire, articles 291 à 319.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **13.296 milliers EUR**
Liquidation **13.331 milliers EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **13.331 milliers EUR**
Liquidation **13.331 milliers EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les subventions octroyées aux Centres de planning familial et de consultation familiale et conjugale agréés par le Gouvernement.
  L'évolution des crédits d'engagement de 2017 initial à 2017 ajusté s'explique par une mise à niveau par rapport aux crédits de liquidation.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	2.270	2.270	0			
Crédits 2017	13.331	11.061	2.270			
TOTAUX	**15.601**	**13.331**	**2.270**			

- Liquidation Trésorerie : les subventions sont liquidées selon les modalités ci-après :
  - 4 avances trimestrielles (15/02 - 15/05 - 15/08 - 15/11) ;
  - le solde est liquidé annuellement.

A.B.45.03 – (Supprimé) Contribution à la Commission nationale des Droits de l'Enfant
(CODE SEC : 45.03.40)

Ce crédit est basculé vers les dépenses du SPW.

Budget des recettes 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
							Section 01 **Recettes en provenance de la Région**		
							Programme 01.01 ***Dotations pour le fonctionnement de l'Agence***		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	01	01 01	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses frais de fonctionnement	43 591	+633
							Totaux pour le Titre I	*43 591*	*+633*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	01	01 01	2	66 01 11	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la couverture de ses investissements	1 008	-175
							Totaux pour le Titre II	*1 008*	*-175*
							Total pour le programme 01.01	***44 599***	***+458***
							Programme 01.02 ***Dotations liées aux missions paritaires***		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.14	Paritaire	01	01 02	1	47 01 80	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions paritaires	4 858	+1 578
							Totaux pour le Titre I	*4 858*	*+1 578*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.14	Paritaire	01	01 02	2	67 01 00	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions paritaires	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 01.02	***4 858***	***+1 578***
							Programme 01.03 ***Dotations liées aux missions règlementées***		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Règlementée	01	01 03	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions règlementées	869 807	+11 112
							Totaux pour le Titre I	*869 807*	*+11 112*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Règlementée	01	01 03	2	66 01 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions règlementées	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 01.03	***869 807***	***+11 112***

Budget des recettes 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
							Programme 01.04		
							Dotations liées aux missions facultatives		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Ministre	01	01 04	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être	6 007	+182
PR	13.12	Ministre	01	01 04	1	46 02 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Personne handicapée	2 076	-50
PR	13.12	Ministre	01	01 04	1	46 03 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Famille	0	0
PR	13.12	Ministre	01	01 04	1	46 04 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives communes	5 300	-1 350
							Totaux pour le Titre I	*13 383*	*-1 218*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Ministre	01	01 04	2	66 01 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Santé et au Bien-être	1 390	0
PR	13.12	Ministre	01	01 04	2	66 02 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Personne handicapée	85	0
PR	13.12	Ministre	01	01 04	2	66 03 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives liées à la Famille	0	0
PR	13.12	Ministre	01	01 04	2	66 04 12	Dotation en capital à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions facultatives communes	0	0
							Totaux pour le Titre II	*1 475*	*0*
							Total pour le programme 01.04	***14 858***	***-1 218***
							Programme 01.05		
							Dotations liées aux missions dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020)		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Européenne	01	01 04	1	46 01 10	Dotation à l'Agence wallonne de la Santé, de la Protection sociale, du Handicap et des Familles pour la gestion de ses missions dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020)	456	+467
							Totaux pour le Titre I	*456*	*+467*
							Total pour le programme 01.05	***456***	***+467***
							Totaux pour la section 01	**934 578**	**+12 397**

Budget des recettes 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
							Section 02 **Recettes spécifiques aux branches**		
							Programme 02.01 ***Recettes spécifiques à la gestion centrale de l'Agence***		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	02	02 01	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	88	0
PR	13.12	Générale	02	02 01	1	06 02 10	Annulation-Prescription de dettes/Dons et legs	5	0
PR	13.12	Générale	02	02 01	1	11 01 11	Remboursements en relation avec les dépenses exposées pour les traitements, allocations et charges sociales du personnel	816	0
PR	13.12	Générale	02	02 01	1	11 02 11	Quote-part du personnel à l'achat de titres-repas	133	0
PR	13.12	Générale	02	02 01	1	46 01 10	Interventions autres en provenance de la Wallonie	0	0
							Totaux pour le Titre I	*1 042*	*0*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	02	02 01	2	06 03 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 01	2	77 01 00	Vente/plus-value sur biens mobiliers	2	0
							Totaux pour le Titre II	*2*	*0*
							Total pour le programme 02.02	***1 044***	***0***
							Programme 02.02 ***Recettes spécifiques à la branche Bien-être et Santé***		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	02	02 02	1	06 01 00	Amendes administratives diverses	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 02	1	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 02	1	38 01 00	Récupérations d'indus en matière de Bien-être et Santé (Secteur privé)	80	0
PR	13.12	Européenne	02	02 02	1	39 01 10	Recettes en provenance du FEDER	68	0
PR	13.12	Européenne	02	02 02	1	39 02 10	Recettes en provenance du FEADER	0	0
PR	13.12	Européenne	02	02 02	1	39 03 10	Autres recettes européennes	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 02	1	48 01 00	Récupérations d'indus en matière de Bien-être et Santé (Secteur public)	20	0
							Totaux pour le Titre I	*168*	*0*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	02	02 02	2	06 03 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 02.02	***168***	***0***

Budget des recettes 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
							Programme 02.03		
							Recettes spécifiques à la branche Personnes handicapées		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	38 01 00	Récupérations d'indus en matière de Personnes handicapées (Secteur privé)	7 080	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	38 02 00	Recettes liées aux emplois Vandenbrande dans les services résidentiels et d'accueil de jour	2 583	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	38 03 00	Recettes liées aux emplois Vandenbrande dans les services d'aide en milieu de vie	11	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	38 04 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur	11	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	38 05 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Parts contributives (Secteur privé)	45 768	0
PR	13.12	Européenne	02	02 03	1	39 01 10	Recettes en provenance du fonds social européen (FSE)	3 510	0
PR	13.12	Européenne	02	02 03	1	39 02 10	Autres recettes européennes	54	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	48 01 40	Récupérations d'indus en matière de Personnes handicapées (Secteur public)	760	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	48 02 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Parts contributives (Secteur public)	2 959	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	49 01 11	Accords de coopération - COCOF	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 03	1	49 02 26	Accords de coopération - Communauté germanophone	379	0
							Totaux pour le Titre I	*63 115*	*0*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	02	02 03	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 02.03	***63 115***	***0***
							Programme 02.04		
							Recettes spécifiques à la branche Famille		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	02	02 04	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
							Totaux pour le Titre I	*0*	*0*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	02	02 04	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 02.04	***0***	***0***

Budget des recettes 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type de recette	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Crédits 2017 initiaux	Crédits 2017 ajustés
							Programme 02.05		
							Recettes spécifiques à la branche commune		
							Titre I - Recettes courantes		
PR	13.12	Générale	02	02 05	1	06 01 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
PR	13.12	Générale	02	02 05	1	38 01 00	Récupérations d'indus (Secteur privé)	100	0
PR	13.12	Générale	02	02 05	1	48 01 00	Récupérations d'indus (Secteur public)	0	0
							Totaux pour le Titre I	*100*	*0*
							Titre II - Recettes de capital		
PR	13.12	Générale	02	02 05	2	06 02 00	Recettes non spécifiques diverses	0	0
							Totaux pour le Titre II	*0*	*0*
							Total pour le programme 02.05	***100***	***0***
							Totaux pour la section 02	**64 427**	**0**
							Totaux pour le Budget des recettes de l'Agence	**999 005**	**+12 397**

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Section 01 **Gestion centrale de l'Agence**				
							Programme 01.01 ***Conseil général***				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 01	1	12 01 11	Frais divers liés au Conseil général	6	0	6	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 01	1	12 02 11	Frais divers liés au Comité de monitoring budgétaire	2	0	2	0
							Totaux pour le Titre I	8	0	8	0
							Totaux pour le programme 01.01	***8***	***0***	***8***	***0***
							Programme 01.02 ***Comité de stratégie et de prospective***				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 02	1	01 01 00	Dépenses de toutes natures liées à la mise en place d'un Comité de stratégie et de prospectives et à la reprise des missions actuellement menées par divers organismes	162	0	162	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 02	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour le comité de stratégie et de prospective	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	162	0	162	0
							Totaux pour le programme 01.02	***162***	***0***	***162***	***0***
							Programme 01.03 ***Audit interne***				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 01 11	Rémunérations, allocations du personnel et cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	153	+1	153	+1
PR	13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	47	+1	47	+1
PR	13.12	Conseil général	01	01 03	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour l'audit interne	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 03	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de l'audit interne	2	0	2	0
							Totaux pour le Titre I	202	+2	202	+2
							Totaux pour le programme 01.03	***202***	***+2***	***202***	***+2***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 01.04				
							Gestion transversale ressources humaines, immobilière, informatique et administrative				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	03 01 10	Annulation de créances/fonds dérobés	54	0	54	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la gestion transversale	74	0	74	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la gestion transversale	6	0	6	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la gestion transversale	1 059	0	1 059	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la gestion transversale	1	0	1	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 02 11	Etudes, accès, matériel, équipement et maintenances informatiques	1 628	+175	1 628	+175
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 03 11	Honoraires divers autres	33	0	33	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 04 11	Dépenses de consommation énergétique	239	0	239	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 05 11	Frais de bureaux divers	726	0	726	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 06 11	Location de locaux, entretiens et charges complémentaires y liées	1 016	0	1 016	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 07 11	Frais divers de matériel, matériel roulant et fournitures	106	0	106	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 08 11	Frais de médias	66	0	66	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 09 11	Frais financiers divers	2	0	2	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 10 11	Assurances relatives au personnel et affiliation du personnel au service de santé administrative	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 11 11	Organes de contrôle	46	0	46	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 12 11	Formation professionnelle du personnel	298	0	335	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 13 11	Frais de réunion et d'organisation de séminaires	70	0	70	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 14 11	Frais de publication et de médiatisation et d'études	378	0	378	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 15 11	Frais de justice divers	29	0	29	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	12 16 11	Autres frais du personnel	52	0	52	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	21 01 10	Charges d'intérêt diverses	3	0	3	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	31 01 32	Transfert vers le fonds des primes syndicales	29	0	29	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	33 01 00	Service social du personnel de l'Agence	184	0	184	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	1	41 01 10	Remboursement de subsides	50	0	50	0
							Totaux pour le Titre I	6 149	+175	6 186	+175
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	71 01 12	Achat d'immeubles	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	72 01 00	Frais de construction et rénovation	50	+2	50	+2
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 01 22	Mobilier, matériel et cloisons à usage administratif	88	-2	88	-2
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 02 22	Machines à usage administratif	422	0	422	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 03 10	Matériel roulant à usage administratif	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	74 04 22	Acquisitions informatiques	446	-175	446	-175
PR	13.12	Conseil général	01	01 04	2	81 01 12	Garanties et cautionnements	2	0	2	0
							Totaux pour le Titre II	1 008	-175	1 008	-175
							Totaux pour le programme 01.04	***7 157***	***0***	***7 194***	***0***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 01.05				
							Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Santé				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 05	1	01 01 00	Provision destinée à la mise en place du Comité de branche Santé	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Santé	7 741	+39	7 741	+39
PR	13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé	3 038	+123	3 038	+123
PR	13.12	Conseil général	01	01 05	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Santé	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 05	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Santé	287	0	287	0
							Totaux pour le Titre I	11 066	+162	11 066	+162
							Totaux pour le programme 01.05	***11 066***	***+162***	***11 066***	***+162***
							Programme 01.06				
							Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Personnes handicapées				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 01 11	Rémunérations et allocations au personnel à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	18 652	+93	18 652	+93
PR	13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	6 658	+201	6 658	+201
PR	13.12	Conseil général	01	01 06	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Personnes handicapées	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 06	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Personnes handicapées	653	0	653	0
							Totaux pour le Titre I	25 963	+294	25 963	+294
							Totaux pour le programme 01.06	***25 963***	***+294***	***25 963***	***+294***
							Programme 01.07				
							Frais de fonctionnement et de gestion du Comité de branche Famille				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 01 11	Rémunérations et allocations du personnel à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 02 20	Cotisations sociales à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 07	1	11 03 31	Autres charges sociales à charge de l'organisme pour la branche Famille	0	0	0	0
PR	13.12	Conseil général	01	01 07	1	12 01 11	Frais de représentation, de déplacement et de transport de la branche Famille	4	0	4	0
							Totaux pour le Titre I	4	0	4	0
							Totaux pour le programme 01.07	***4***	***0***	***4***	***0***
							Totaux pour la section 01	**44 562**	**+458**	**44 599**	**+458**

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Section 02				
							Gestion des missions du Comité de branche Bien-être et Santé				
							Programme 02.01				
							Dépenses transversales à la branche Bien-être et Santé				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 01 00	Reprise des fonds sociaux liée aux transferts de compétences	521	-1	518	+2
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 02 00	Dotations aux secteurs privés et publics en application de conventions santé diverses	0	0	0	0
PR	13.12	Européenne	02	02 01	1	01 03 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens (programmation 2014-2020) -FEDER	528	+1 569	528	+467
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	01 04 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens - FEADER	0	0	0	0
							dont arrêté de réallocation	*-964*		*-793*	
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	01 05 00	Conventions de rééducation fonctionnelle	0	0	0	0
		Ministre	02	02 01	1	01 06 00	(Nouveau) Appel à projet dans le cadre e-santé	0	+250	0	+250
PR	13.12	Ministre/ Branche	02	02 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	224	0	224	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 02 11	Dépenses diverses d'informatique liées aux transferts de compétences	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 03 11	Maximum à facturer - Centres de rééducation fonctionnelle	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	12 04 11	(Modifié) Prix d'hébergement hospitalier	2 478	+1 576	2 478	+1 576
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	31 01 22	Mutualité publique - intervention frais d'administration	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 01	1	31 02 32	Mutualités privées - intervention frais d'administration	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	33 01 00	Soutien à des initiatives transversales diverses	85	0	40	0
PR	13.12	Paritaire	02	02 01	1	33 02 00	Formation continue des travailleurs sociaux des services agréés d'aide aux familles et aux ainés	210	0	210	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	33 03 00	Soutien à des initiatives dans le domaine de la famille et des aînés (Secteur privé)	657	0	657	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	33 04 00	Soutien au développement de l'échange de données électroniques de Santé	302	0	302	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	33 05 00	Subventions pour études, recherches et actions dans le domaine de la santé environnementale	100	0	100	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	43 01 22	Subventions aux pouvoirs locaux pour des initiatives transversales	15	0	5	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	43 02 40	Soutien à des initiatives dans le domaine de la famille et des aînés (Secteur public)	40	0	40	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 01	1	45 01 40	Point de contact National des soins de santé transfrontaliers	8	0	8	0
PR	13.12	Ministre	02	02 01	1	45 02 24	Subventions à des universités dans le cadre d'études, de recherches et actions dans le domaine de la Santé	0	+5	0	+5
							Totaux pour le Titre I	*4 204*	*+3 399*	*4 317*	*+2 300*

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Ministre	02	02 01	2	01 07 00	Interventions pour urgences socio-sanitaires	0	0	0	0
PR	13.12	Européenne	02	02 01	2	52 01 10	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine de la Santé dans le cadre des fonds structurels européens FEADER	964	0	793	0
							dont arrêté de réallocation	*964*		*793*	
PR	13.12	Ministre	02	02 01	2	52 02 10	Interventions pour urgences socio-sanitaires	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre II	*1 928*	*0*	*1 586*	*0*
							Totaux pour le programme 02.01	***6 132***	***+3 399***	***5 903***	***+2 300***
							Programme 02.02				
							Soins hospitaliers				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Ministre	02	02 02	1	31 01 22	Interventions dans les charges non subventionnées des centres hospitaliers de Mons et Tournai	225	+32	225	+32
PR	13.12	Ministre	02	02 02	1	31 02 22	Subventions au "centre de recherche de la Défense sociale" du Centre Hospitalier Psychiatrique "Les Marronniers"	202	0	202	0
PR	13.12	Ministre	02	02 02	1	33 01 00	Subventions pour la coordination, l'analyse et le redéploiement de l'offre hospitalière	500	0	450	0
PR	13.12	Ministre	02	02 02	1	33 02 00	Subventions pour études, recherches et actions dans le domaine de la santé	197	-100	185	-100
PR	13.12	Règlementée	02	02 02	1	34 01 31	Subventions en matière d'insuffisance rénale chronique	327	0	327	0
							Totaux pour le Titre I	*1 451*	*-68*	*1 389*	*-68*
							Totaux pour le programme 02.02	***1 451***	***-68***	***1 389***	***-68***
							Programme 02.03				
							Infrastructures médicosociales				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.14	Paritaire	02	02 03	1	31 01 12	Intervention dans les charges d'intérêt sur travaux d'entretien des infrastructures hospitalières existantes	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 03	1	31 02 12	Intervention dans les charges d'intérêt sur travaux et nouvelles infrastructures hospitalières	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	01 01 00	Provision pour créations, extensions et reconditionnements en MR/MRS/CS	35 649	+2 635	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	51 01 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement des hôpitaux privés	400	0	250	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	51 02 11	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement du centre hospitalier psychiatrique de Tournai	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	51 03 11	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement des hôpitaux publics	400	0	250	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	51 04 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements d'accueil pour personnes âgées gérés par des ASBL	375	0	375	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	52 01 10	Subvention d'investissement dans le domaine de la famille et des aînés	13	0	15	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 03	2	52 02 10	Subventions de capital à l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	63 01 53	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement de logements répondant à la définition de résidence service sociale	300	0	100	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	63 02 53	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement d'établissements d'accueil pour personnes âgées gérés par des pouvoirs publics	400	0	400	0
PR	13.12	Ministre	02	02 03	2	63 03 53	Subventions d'équipement dans le domaine des aînés (Secteur public)	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre II	*37 537*	*+2 635*	*1 390*	*0*
							Totaux pour le programme 02.03	***37 537***	***+2 635***	***1 390***	***0***

Programme 02.04
Surveillance et protection médico-sanitaire

							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 01 11	Surveillance des maladies infectieuses	500	0	500	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 02 11	Bulletins de naissances et de décès - ICT	160	0	57	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	12 03 11	Accord de coopération en matière de santé préventive	25	+22	25	+22
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 01 00	Subventions pour le développement d'une plateforme d'échange électronique de données de santé	600	0	600	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 02 00	Dépistage des cancers - Subventions opérateurs privés	1 290	0	1 290	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 03 00	Bulletins de naissances et de décès - Subvention CEPIP	160	0	149	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	33 04 00	Politique de prévention de la tuberculose	445	0	445	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	45 01 40	Accords de coopération en matière de santé préventive	181	-22	181	-22
PR	13.12	Règlementée	02	02 04	1	45 02 24	Dépistage des cancers - Subventions universités	73	0	73	0
							Totaux pour le Titre I	*3 434*	*0*	*3 320*	*0*
							Totaux pour le programme 02.04	***3 434***	***0***	***3 320***	***0***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 02.05				
							Soins ambulatoires et première ligne				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	01 01 00	Fonds Impulseo/Assisteo	5 076	0	5 076	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 01 00	Subventions aux associations de santé intégrée (Secteur privé)	4 813	0	4 785	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 02 00	Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile (Secteur privé)	4 491	+127	4 618	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 03 00	Subventions en matière de soins palliatifs	855	0	855	0
PR	13.12	Ministre	02	02 05	1	33 04 00	Subside à la Société de Médecine générale (SSMG)	202	0	202	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 05 00	Plateformes (réseaux) palliatives	798	+14	812	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	33 06 00	Subventions aux Cercles de médecins généralistes	1 511	+9	1 520	0
PR	13.12	Paritaire	02	02 05	1	33 07 00	Services Intégrés de Soins à Domicile (SISD)	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 05	1	33 08 00	Réseaux locaux multidisciplinaires	1 652	+17	1 652	0
PR	13.12	Ministre	02	02 05	1	33 09 00	Formation continue des travailleurs sociaux des centres de coordinations de soins et services à domicile	40	0	40	0
PR	13.12	Ministre	02	02 05	1	33 10 00	Subventions à des ASBL en vue d'études, actions et recherches dans le domaine de la Santé ambulatoire	300	0	229	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	41 01 00	Fonds Impulseo	0	0	0	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	43 01 52	Subventions aux centres de coordination de soins et de services à domicile (Secteur public)	231	+9	240	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 05	1	43 02 52	Subventions aux associations de santé intégrée (Secteur public)	44	0	44	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 05	1	45 02 40	Equipes multidisciplinaires palliatives	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*20 013*	*+176*	*20 073*	*0*
							Totaux pour le programme 02.05	***20 013***	***+176***	***20 073***	***0***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 02.06				
							Santé mentale				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	31 01 22	Subventions à des opérateurs dans le cadre de la lutte contre les assuétudes tabac	62	0	62	0
PR	13.12	Ministre	02	02 06	1	31 02 32	Subventions à des organismes d'études, d'expérimentation et d'actions en santé mentale, en toxicomanie et en circuits de soins	100	0	100	0
PR	13.12	Ministre	02	02 06	1	33 01 00	Subventions aux organismes d'étude, d'expérimentation et d'actions en santé mentale, en toxicomanie et en circuits de soins	1 754	0	1 721	0
							dont arrêté de réallocation	*-12*		*-23*	
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 02 00	Subventions aux centres de télé-accueil	1 368	0	1 292	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 03 00	Subventions aux services de santé mentale (Secteur privé)	22 376	0	22 198	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 04 00	Subventions aux réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétude (Secteur privé)	2 242	+11	2 286	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 05 00	Fonds de lutte contre les assuétudes - Tabac	572	0	572	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 06 00	Fonds de lutte contre les assuétudes - Drogue	952	0	952	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	33 07 00	Plate-formes de concertation en santé mentale	812	0	812	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	43 01 52	Subventions aux réseaux d'aide et de soins et des services spécialisés en assuétude (Secteur public)	474	+2	471	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	43 02 52	Subventions aux services de santé mentale (Secteur public)	11 579	0	10 990	0
PR	13.12	Ministre	02	02 06	1	43 03 52	Subventions facultatives de soutien divers en matière d'assuétude (Secteur public)	295	0	246	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	45 01 40	Contribution de la Région wallonne au financement de la "Cellule Générale de Politique en matière de Drogues"	23	0	23	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 06	1	45 02 24	Contribution de la Région wallonne au financement de la "Cellule Politique Francophone Santé-assuétudes"	27	0	27	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 03 40	Concertation patient psychiatrique	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 04 40	Initiatives d'habitations protégées	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 05 40	Maisons de soins psychiatriques	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 06	1	45 06 40	Sevrage tabagique	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 06	1	45 07 24	Subventions à des universités pour des actions dans le domaine de la Santé mentale	142	0	157	0
							dont arrêté de réallocation	*12*		*23*	
							Totaux pour le Titre I	*42 778*	*+13*	*41 909*	*0*
							Totaux pour le programme 02.06	***42 778***	***+13***	***41 909***	***0***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Tit.	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 02.07				
							Aînés				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Ministre	02	02 07	1	32 01 00	Remboursement d'amendes administratives en matière de maisons de repos	0	0	0	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 07	1	33 03 00	Subventions à l'Agence wallonne de lutte contre la maltraitance des personnes âgées	675	+3	670	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 07	1	33 04 00	Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur privé)	200	+2	202	0
PR	13.12	Règlementée	02	02 07	1	43 01 52	Subventions aux centres d'accueil de jour pour personnes âgées (Secteur public)	230	+12	242	0
PR	13.12	Ministre	02	02 07	1	43 02 52	Subsides à l'accompagnement par des pouvoirs publics des aînés et de particuliers en vue de favoriser la cohabitation entre eux	50	0	50	0
PR	13.14	Paritaire	02	02 07	1	45 01 40	Maisons de repos, maisons de repos et de soins, centres de soins de jour, centres de court séjour	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	02	02 07	1	45 02 24	Subventions à des universités pour des recherches-actions dans le domaine des Aînés	55	0	39	0
							Totaux pour le Titre I	*1 210*	*+17*	*1 203*	*0*
							Totaux pour le programme 02.07	***1 210***	***+17***	***1 203***	***0***
							Totaux pour la section 02	**112 555**	**+6 172**	**75 187**	**+2 232**

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Section	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Section 03 **Gestion des missions du Comité de branche Personnes handicapées**				
							Programme 03.01				
							Dépenses transvesrales à la branche Personnes handicapées				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Européenne	03	03 01	1	01 01 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine du handicap dans le cadre des fonds structurels européens - FSE	754	0	754	0
							dont arrêté de réallocation	*-36*		*-36*	
PR	13.12	Règlementée	03	03 01	1	01 02 00	Soutien à des initiatives particulières menées dans le domaine du handicap dans le cadre des relations internationales	54	0	54	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 01	1	01 03 00	Plan autisme	4 000	0	4 000	0
PR	13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 01 11	Relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	155	0	119	0
PR	13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 02 11	Frais de fonctionnement des commissions subrégionales	20	0	20	0
PR	13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 03 11	Etudes diverses	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 04 11	Frais de publication et de sensibilisation	110	0	110	0
PR	13.12	Ministre/Branche	03	03 01	1	12 05 11	Frais et honoraires divers	12	0	12	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	33 01 00	Subventions en matière d'accessibilité pour les personnes handicapées	350	0	290	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	33 02 00	Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées	1 469	-50	1 298	-50
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	33 03 00	Dépenses de toute nature dans le domaine de la mobilité des personnes handicapées	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	33 04 00	(Modifié) Initiatives régionales spécifiques - privé	3 165	+27	5 057	+27
							dont arrêté de réallocation	*-335*		*-320*	
PR	13.12	Règlementée	03	03 01	1	33 05 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur (privé)	813	0	778	0
							dont arrêté de réallocation	*-40*		*-25*	
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	33 06 00	Parrainages	49	0	50	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	43 01 22	Subventions aux actions relatives à la promotion et l'intégration sociale des personnes handicapées (Secteur public)	135	0	151	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	43 02 00	Initiatives régionales spécifiques - public	170	0	170	0
							dont arrêté de réallocation	*170*		*170*	
PR	13.12	Réglementée	03	03 01	1	43 03 00	Subventions pour la formation du personnel du secteur (public)	40	0	25	0
							dont arrêté de réallocation	*40*		*25*	
PR	13.12	Règlementée	03	03 01	1	45 01 26	Accords de coopération - Communauté germanophone	920	0	920	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	45 02 24	Subventions à des universités dans le cadre d'études, recherches et actions dans le domaine du Handicap	0	0	15	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	1	45 03 24	Subvention à des organismes communautaires en matière de Handicap	11	0	11	0
PR	13.12	Réglementée	03	03 01	1	45 04 40	Accord de coopération - Fédéral	36	0	36	0
							dont arrêté de réallocation	*36*		*36*	
							Totaux pour le Titre I	*12 098*	*-23*	*13 720*	*-23*

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Ministre	03	03 01	2	51 01 12	Subventions pour l'achat de bâtiments en vue de la création d'institutions destinées à l'accueil des personnes handicapées	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	2	51 02 12	Subventions à la construction, l'aménagement et l'équipement dans le domaine des personnes handicapées	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	2	51 03 12	Subventions à l'investissement en matière d'accessibilité aux télécommunications pour les personnes handicapées	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	2	52 01 10	Subvention d'investissement dans le domaine de la mobilité et de l'accessibilité des personnes handicapées	110	0	85	0
PR	13.12	Ministre	03	03 01	2	52 02 10	(Nouveau) Subvention d'investissement s - Initiatives spécifiques	150	0	150	0
							dont arrêté de réallocation	*150*		*150*	
							Totaux pour le Titre II	*410*	*0*	*385*	*0*
							Totaux pour le programme 03.01	***12 508***	***-23***	***14 105***	***-23***
							Programme 03.02				
							Aide individuelle et maintien à domicile				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	03	03 02	1	33 01 00	Allocations pour la Coordination des Informations et des Conseils en Aides Techniques (CICAT)	45	0	45	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 02	1	34 01 31	Aide matérielle	28 700	0	28 700	0
							Totaux pour le Titre I	*28 745*	*0*	*28 745*	*0*
							Totaux pour le programme 03.02	***28 745***	***0***	***28 745***	***0***
							Programme 03.03				
							Hébergement et aide en milieu de vie				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 01 00	Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles	25 829	+128	25 829	+128
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 02 00	Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)	3 173	+16	3 173	+16
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 03 00	Services d'aide en milieu de vie - Non-marchand (Secteur privé)	839	+5	839	+5
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 04 00	Services d'aide en milieu de vie - Polyhandicapes (Secteur privé)	91	0	91	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 05 00	Services d'aide en milieu de vie - Revalorisation APE (Secteur privé)	51	0	51	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 06 00	Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur privé)	864	+8	864	+8
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 07 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles	287 959	+1 433	287 959	+1 433
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 08 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles - Services agréés partiellement subventionnés (Secteur privé)	2 501	+13	2 501	+13
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 09 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Secteur privé)	28 085	+141	28 085	+141
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 10 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur privé)	2 790	+14	2 790	+14

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 11 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique - Non marchand (Secteur privé)	17 618	+88	17 618	+88
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 12 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur privé)	27 937	+3 139	27 937	+3 139
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 13 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de Court séjour (Secteur privé)	203	+1	203	+1
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 14 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation APE (Secteur privé)	142	+1	142	+1
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 15 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Forfaits journaliers (Secteur privé)	15 898	0	15 898	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 16 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Transports collectifs (Secteur privé)	4 171	0	4 171	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 17 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Convention Van Den Brande (Secteur privé)	3 365	0	3 365	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 18 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Divers dont régularis. parts contributives (Secteur privé)	405	0	405	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	33 19 00	Services résidentiels et d'accueil de jour - Primes syndicales (Secteur privé)	410	0	410	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 01 40	Services d'aide en milieu de vie - Subventions forfaitaires annuelles	7 301	+36	7 301	+36
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 02 40	Services d'aide en milieu de vie - Ancienneté pécuniaire (Secteur public)	476	+3	476	+3
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 03 40	Services d'aide en milieu de vie - Non-marchand (Secteur public)	70	0	70	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 04 40	Services d'aide en milieu de vie - Forfaits journaliers (Secteur public)	160	+2	160	+2
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 05 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Subventions forfaitaires annuelles	37 479	+187	37 479	+187
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 06 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Ancienneté pécuniaire (Service public)	3 186	+16	3 186	+16
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 07 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Emplois supplémentaires services résidentiels (Secteur public)	340	+2	340	+2
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 08 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Revalorisation barémique (Secteur public)	508	+2	508	+2
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 09 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Cas prioritaires (Secteur public)	427	+3	427	+3
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 10 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Places de court séjour (Secteur public)	50	+1	50	+1
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 11 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Forfaits journaliers (Secteur public)	1 048	0	1 048	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 12 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Transports collectifs (Secteur public)	282	0	282	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	1	43 13 40	Services résidentiels et d'accueil de jour - Divers dont régularisations des parts contributives (Secteur public)	63	0	63	0
							Totaux pour le Titre I	*473 721*	*+5 239*	*473 721*	*+5 239*
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	2	52 01 10	Subsides en infrastructure en Accueil-Hébergement-Aide en milieu de vie (Secteur privé)	5 000	0	1 858	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 03	2	63 01 41	Subsides en infrastructure en Accueil-Hébergement-Aide en milieu de vie (Secteur public)	0	0	246	0
							Totaux pour le Titre II	*5 000*	*0*	*2 104*	*0*
							Totaux pour le programme 03.03	***478 721***	***+5 239***	***475 825***	***+5 239***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 03.04				
							Emploi et formation				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 01 32	Allocations pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur privé)	3 042	+380	3 042	+380
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 02 32	Centre de formation professionnelle (Secteur privé)	13 017	+66	13 017	+66
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 03 32	Primes d'intégration (Secteur privé)	1 428	+7	1 428	+7
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 04 32	Primes de compensation (Secteur privé)	20 523	+103	20 523	+103
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	31 05 32	Allocations pour tutorat (Secteur privé)	227	0	227	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 01 00	Subventions ETA (Secteur privé)	85 675	+140	85 675	+140
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 02 00	Subventions ETA - Fonds de sécurité d'existence - Secteur non marchand	4 048	+12	4 048	+12
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 03 00	Subventions de fonctionnement aux CRF (Secteur privé)	690	0	690	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	33 04 00	Allocations pour aménagement de postes de travail salariés (Secteur privé)	289	0	289	0
PR	13.13	Règlementée	03	03 04	1	34 01 31	Interventions pour frais exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles	201	+23	201	+23
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 02 31	Allocations pour aménagement de postes de travail indépendants	38	0	38	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 03 31	Interventions payées aux personnes handicapées indépendantes	230	0	230	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	34 04 31	Allocations pour frais de déplacements domicile - lieu de travail	914	+5	914	+5
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 01 40	Allocations pour contrats d'adaptation professionnelle (Secteur public)	494	+62	494	+62
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 02 40	Centre de formation professionnelle (Secteur public)	1 517	+8	1 517	+8
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 03 40	Primes d'intégration (Secteur public)	268	+1	268	+1
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 04 40	Primes de compensation (Secteur public)	10 197	+51	10 197	+51
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 05 40	Allocations pour tutorat (Secteur public)	47	0	47	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 06 40	Subventions ETA (Secteur public)	6 813	+11	6 813	+11
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 07 40	Subventions de fonctionnement aux CRF (Secteur public)	128	0	128	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	1	43 08 40	Allocations pour aménagement de postes de travail salariés (Secteur public)	55	0	55	0
							Totaux pour le Titre I	149 841	+869	149 841	+869
							Titre II - Dépenses de capital				
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	2	52 01 10	Centre de formation professionnelle - Subsides en infrastructure (Secteur privé)	192	+1	192	+1
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	2	52 02 10	Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur privé)	977	+371	975	+371
							dont arrêté de réallocation	*15*		*0*	
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	2	63 01 41	Centre de formation professionnelle - Subsides en infrastructure (Secteur public)	25	0	25	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 04	2	63 02 41	Entreprises de travail adapté - Subsides en infrastructure et équipement (Secteur public)	46	+32	46	+32
							Totaux pour le Titre II	*1 255*	*+404*	*1 238*	*+404*
							Totaux pour le programme 03.04	***151 096***	***+1 273***	***151 079***	***+1 273***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 03.05				
							Coordination des bureaux régionaux				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Règlementée	03	03 05	1	33 01 00	Frais exposés en dehors de l'éducation scolaire, de la formation, de la réadaptation ou rééducation professionnelle et de l'exercice d'une activité professionnelle	3	0	3	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 05	1	33 02 00	Orientation professionnelle	1	0	1	0
PR	13.12	Règlementée	03	03 05	1	34 01 31	Frais exposés dans le cadre de la réadaptation ou de la rééducation professionnelles et de l'éducation scolaire	315	0	315	0
							Totaux pour le Titre I	319	0	319	0
							Totaux pour le programme 03.05	***319***	***0***	***319***	***0***
							Totaux pour la section 03	**671 389**	**+6 489**	**670 073**	**+6 489**

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Section 04				
							Gestion des missions du Comité de branche Familles				
							Programme 04.01				
							Dépenses transvesrales à la branche Familles				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Ministre/Branche	04	04 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunions, honoraires non spécifiques	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	04	04 01	1	33 01 00	Soutien à des initiatives transversales diverses (Secteur privé)	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	04	04 01	1	43 01 40	Subventions à des initiatives transversales (Secteur public)	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
							Totaux pour le programme 04.01	***0***	***0***	***0***	***0***
							Programme 04.02				
							Allocations familiales - contrôle des familles				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.14	Paritaire	04	04 02	1	31 01 22	Caisse publique - intervention frais d'administration - expertises médicales (cas de recours)	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 02	1	31 02 32	Caisses privées - intervention frais d'administration - expertises médicales (cas de recours)	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
							Totaux pour le programme 04.02	***0***	***0***	***0***	***0***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 04.03				
							Allocations familiales - contrôle des caisses				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 01 22	Caisse publique - frais de paiement (répartition nationale)	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 02 22	Caisse publique - intervention frais d'administration	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 03 22	Caisse publique - intervention frais d'administration - cotisation responsabilisation	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 04 22	Caisse publique - interventions intérêts	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 05 22	Caisse publique - frais d'administration - intérêts dus - Charte de l'assuré social	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 06 32	Caisses privées - frais de paiement (répartition nationale)	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 07 32	Caisses privées - intervention frais d'administration	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 08 32	Caisses privées - intervention frais d'administration - cotisation responsabilisation	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 09 32	Caisses privées - interventions intérêts	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	31 10 32	Caisses privées - frais d'administration - intérêts dus - Charte de l'assuré social	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	41 01 34	Région wallonne - transferts divers	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 01 25	Communauté flamande - transferts divers	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 02 13	Cocom - transferts divers	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 03 26	Communauté germanophone - transferts divers	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	04	04 03	1	45 04 40	Transferts vers FAMIFED-ORPSS - Subvention frais de paiement et de gestion	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*0*	*0*	*0*	*0*
							Totaux pour le programme 04.03	***0***	***0***	***0***	***0***
							Totaux pour la section 04	**0**	**0**	**0**	**0**

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Section 05				
							Gestion des missions communes à différents Comités de branche				
							Programme 05.01				
							Autonomie et grande dépendance				
							Titre I - Dépenses courantes				
PR	13.12	Ministre	05	05 01	1	01 01 00	Provision destinée au développement informatique de l'assurance-autonomie	4 000	-1 600	4 000	-1 600
PR	13.12	Ministre/Branche	05	05 01	1	12 01 11	Etudes, relations publiques, documentation, participation à des séminaires et colloques, frais de réunion, honoraires non spécifiques	110	0	100	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 01	1	33 01 00	Budget d'Assistance Personnalisée (BAP)	2 950	0	2 950	0
PR	13.12	Ministre	05	05 01	1	33 02 00	Subventions aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur privé)	573	+3	521	+6
PR	13.12	Règlementée	05	05 01	1	33 03 00	Subventions à des services agréés d'aide aux familles et de soutien à domicile relevant du secteur privé	144 205	+4 859	145 064	+4 000
PR	13.12	Ministre	05	05 01	1	33 04 00	Plan Alzheimer	223	0	223	0
PR	13.12	Ministre	05	05 01	1	43 01 52	Subvention aux services conseils à l'aménagement du domicile et aux aides techniques (Secteur public)	54	+1	53	+1
PR	13.12	Règlementée	05	05 01	1	43 02 52	Subventions aux services agréés d'aide aux familles et de soutien à domicile relevant du secteur public	40 470	+818	41 288	0
PR	13.14	Paritaire	05	05 01	1	45 01 40	Aides à la mobilité	0	0	0	0
PR	13.14	Paritaire	05	05 01	1	45 02 40	Equipes multidisciplinaires Aides à la mobilité	0	0	0	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 01	1	45 03 40	Allocation pour l'aide aux personnes âgées	0	0	0	0
							Totaux pour le Titre I	*192 585*	*+4 081*	*194 199*	*+2 407*
							Totaux pour le programme 05.01	***192 585***	***+4 081***	***194 199***	***+2 407***

Budget des dépenses 2017 ajusté de l'AViQ

Ministre	Secteur SEC	Type gestion	Sect.	Prog	Titre	AB	Libellé	Budget initial 2017 CE	Budget ajusté 2017 CE	Budget initial 2017 CL	Budget ajusté 2017 CL
							Programme 05.02				
							Promotion de la Santé et Famille				
							Titre I - Dépenses courantes				
		Ministre	05	05 02	1	01 01 00	(Nouveau) Plan prévention santé	0	+250	0	+250
PR	13.12	Ministre	05	05 02	1	12 01 11	Plan wallon de nutrition - santé et bien-être	75	0	75	0
PR	13.12	Ministre/Branche	05	05 02	1	12 02 11	Plan Ozone - vague de chaleur	0	0	0	0
PR	13.12	Ministre	05	05 02	1	33 01 00	Plan wallon de nutrition - santé et bien-être	105	-4	98	-7
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 02 00	Services communautaires et Centres locaux - Subventions secteur privé	2 350	0	2 333	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 03 00	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs (Secteur privé)	3 957	0	3 958	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	33 04 00	Subventions aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale (Secteur privé)	13 296	+35	13 331	0
PR	13.12	Ministre	05	05 02	1	33 05 00	Subventions à des ASBL en vue d'études, actions et recherches dans le domaine de la Promotion de la Santé et de la Famille	240	0	230	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	43 01 22	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs (Secteur public)	239	0	239	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	43 02 52	Subventions aux centres de planning et de consultation familiale et conjugale (Secteur public)	105	0	104	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 01 24	Services communautaires et Centres locaux - Subventions secteur universitaire	669	0	660	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 02 24	Programmes d'action en promotion de la santé - Subventions opérateurs universitaires	145	0	145	0
PR	13.12	Règlementée	05	05 02	1	45 03 40	(Supprimé) Contribution à la Commission nationale des Droits de l'Enfant	18	-18	18	-18
							Totaux pour le Titre I	*21 199*	*+263*	*21 191*	*+225*
							Totaux pour le programme 05.02	***21 199***	***+263***	***21 191***	***+225***
							Totaux pour la section 05	**213 784**	**+4 344**	**215 390**	**+2 632**
							Totaux pour le budget des dépenses de l'Agence	**1 042 290**	**+17 463**	**1 005 249**	**+11 811**
							Résultat budgétaire attendu de l'Agence				**-5 658**
							Inexécution attendue des crédits				**6 244**
							Résultat SEC escompté				**+586**

PROJET DE DECRET

contenant le premier ajustement du budget général des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

EXPOSE PARTICULIER
afférent au Budget du Port Autonome de Namur

1er ajustement des recettes du Port autonome de Namur

Programme 01 - Recettes du Port

(EUR)

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Recettes courantes*	Recettes 2017	Ajust. 2017
PR	01	I	06	01	00	Recettes courantes diverses non ventilées	0	0
PR	01	I	08	01	10	Cautionnements divers	0	0
PR	01	I	16	01	11	Ventes de biens non durables et de services à des entreprises	0	0
PR	01	I	16	02	12	Ventes de biens non durables et de services à des ménages et ASBL	0	0
PR	01	I	18	01	20	Recettes en matière de travaux hydrauliques en provenance du secteur des administrations publiques	0	0
PR	01	I	26	01	10	Perception d'intérêts de retard	1.000	0
PR	01	I	28	01	20	Dividendes, produits de placements de trésorerie et de placements de valeurs disponibles	500	0
PR	01	I	28	02	10	Redevances de concessions domaniales diverses	819.514	0
PR	01	I	28	03	30	Produit de locations de terres	0	0
PR	01	I	38	01	10	Redevances sur activités du port ou sur activités connexes	0	0
PR	01	I	38	03	10	Péages pour tonnages manipulés et pour tonnages manquants	202.825	0
PR	01	I	38	04	10	Autres transferts courants en provenance d'entreprises	0	0
PR	01	I	38	05	30	Autres transferts courants en provenance de sociétés d'assurance	0	0
PR	01	I	38	06	40	Autres transferts courants en provenance d'ASBL	0	0
PR	01	I	38	07	50	Interventions diveres du personnel	0	0
PR	01	I	39	01	10	Transferts courants en provenance d'institutions de l'Union européenne	0	0
PR	01	I	46	01	10	Transferts courants en provenance de la Wallonie pour intervention dans les frais de fonctionnement du Port	0	0
PR	01	I	46	02	10	Autres transferts courants en provenance de la Wallonie	0	0
PR	01	I	46	03	10	Subsides en provenance de SOWAFINAL pour la couverture des charges d'intérêt des emprunts	105.717	0
PR	01	I	47	01	80	Transferts de revenus divers en provenance des administrations de sécurité sociale	0	0
PR	01	I	48	01	11	Contributions générales courantes en provenance d'une Province	0	0
	01	I	48	01	21	Contributions générales courantes en provenance d'une Commune	0	0
						Totaux pour le Titre I	*1.129.556*	*0*

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Recettes de capital*	Recettes 2017	Ajust. 2017
PR	01	II	06	02	00	Recettes en capital diverses non ventilées	0	0
PR	01	II	57	03	40	Transferts en capital en provenance de sociétés d'assurance	0	0
PR	01	II	59	01	11	Aides à l'investissement en provenance des institutions de l'Union européenne pour l'aménagement des zones portuaires	0	0
PR	01	II	66	01	11	Aides à l'investissement en provenance de la Wallonie pour l'aménagement des zones portuaires	1.879.923	+2.101.421,02
PR	01	II	66	02	12	Subsides en provenance de SOWAFINAL pour le remboursement des emprunts	126.687	0
PR	01	II	66	03	12	Autres transferts en capital en provenance de la Wallonie	0	0
PR	01	II	68	01	11	Aides à l'investissement en provenance d'une Province	0	0
PR	01	II	68	02	21	Aides à l'investissement en provenance d'une Commune	0	0
PR	01	II	76	01	11	Ventes de terrains à des administrations publiques ou organismes en relevant	0	0
PR	01	II	76	02	12	Ventes de terrains à d'autres acteurs	0	0
PR	01	II	76	05	31	Ventes de bâtiments à des administrations publiques ou organismes en relevant	0	0
PR	01	II	76	06	32	Ventes de bâtiments à d'autres acteurs	0	0
PR	01	II	77	01	10	Ventes de matériel de transport	0	0
PR	01	II	77	02	20	Ventes d'autre matériel	0	0
PR	01	II	77	03	30	Ventes de patentes, brevets et autres biens incorporels	0	0
PR	01	II	87	02	20	Remboursements sur avances récupérables accordées au personnel	0	0
PR	01	II	89	01	11	Remboursements de crédits par la Wallonie	0	0
PR	01	II	89	02	50	Remboursements de crédits par d'autres pouvoirs institutionnels	0	0
						Totaux pour le Titre II	*2.006.610*	*+2.101.421,02*

	Prg	Ti	AB			*Titre III - Recettes d'emprunts*	Recettes 2017	**Ajust.2017**
PR	01	III	96	01	10	Produits d'emprunts en euros	0	0
PR	01	III	96	02	10	Produits des emprunts faits dans le cadre du mécanisme SOWAFINAL	0	0
						Totaux pour le Titre III	*0*	*0*
						Total des recettes	**3.136.166,00**	**+2.101.421,02**

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital ; III = recettes d'emprunts
Type de recette : selon les missions menées par le Port
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital ; III = recettes d'emprunts
Type de recette : selon les missions menées par le Port
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE POUR LES ARTICLES DE BASE AJUSTÉS

A.B. 66.01.11 – Aides à l'investissement en provenance de la Wallonie pour l'aménagement des zones portuaires
(CODE SEC : 66.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : contrat de gestion.
- Montant estimé : **1.879.923,00 EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **3.981.344,02 EUR**
- Cet article est destiné à recevoir les subventions d'investissement. Des recettes supplémentaires attendues en provenance des subventions SAED expliquent la révision à la hausse des recettes.
- Perception trésorerie : non réglementée.

1er ajustement des dépenses du Port autonome de Namur

Programme 01 - Dépenses de fonctionnement du Port

(EUR)

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Dépenses courantes*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	01	I	11	01	11	Rémunérations et allocations du personnel	251.930,67	251.930,67	0,00	0,00
PR	01	I	11	02	20	Cotisations sociales	51.144.23	51.144.23	0,00	0,00
PR	01	I	11	03	31	Autres charges sociales	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	01	11	Rémunérations, indemnités et assurances aux Président, Administrateurs et Commissaires du Gouvernement	84.930,00	84.930,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	02	11	Frais divers liés au Fonctionnement du Conseil d'administration et du Comité de direction	8.500,00	8.500,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	03	11	Dépenses de consommation énergétique	1.150,00	1.150,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	04	11	Location de locaux, entretiens et charges complémentaires y liées	21.530,00	21.530,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	05	11	Frais de média et de communication	1.500,00	1.500,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	06	11	Assurances pour bâtiments et installations du Port	10.200,00	10.200,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	07	11	Etudes, accès, matériel, équipement et maintenances informatiques	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	08	11	Frais de représentation, de déplacement et de transport	22.000,00	22.000,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	09	11	Frais de réunion et d'organisation de séminaires	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	10	11	Frais divers de matériel, matériel roulant et fournitures	63.300,00	63.300,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	11	11	Frais de bureaux divers	10.800,00	10.800,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	12	11	Organes de contrôle (réviseur d'entreprises)	5.905,00	5.905,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	13	11	Formation professionnelle du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	I	12	14	11	Assurances relatives au personnel et affiliation du personnel au service de santé administrative	900,00	900,00	0,00	0,00
PR	01	I	31	01	32	Transfert vers le fonds des primes syndicales	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	I	41	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance de la Wallonie	0,00	0,00	0,00	0,00
						Totaux pour le Titre I	*533.789,90*	*533.789,90*	0,00	0,00

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Dépenses de capital*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	01	II	74	01	10	Achats de matériel roulant à usage administratif	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	01	II	74	02	22	Acquisitions de matériel informatique	1.500,00	1.500,00	0,00	0,00
PR	01	II	83	01	00	Avances faites au personnel	0,00	0,00	0,00	0,00
						Totaux pour le Titre II	*1.500,00*	*1.500,00*	*0,00*	*0,00*
						Total du programme 01	**535.289,50**	**535.289,50**	**0,00**	**0,00**

Programme 02 - Dépenses de missions du Port

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Dépenses courantes*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	02	I	01	01	00	Dépenses courantes non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	03	01	10	Cautionnements divers	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	12	01	11	Frais financiers divers	28.129,10	28.129,10	0,00	0,00
PR	02	I	12	02	11	Frais de publication et d'études	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	12	03	11	Honoraires de justice divers	13.000,00	13.000,00	0,00	0,00
PR	02	I	12	04	11	Honoraires d'architectes et de géomètres	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	12	05	11	Honoraires divers autres	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	14	01	20	Réparation et entretien d'ouvrages hydrauliques et des zones portuaires	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	14	02	20	Réparation et entretien de bâtiments concédés	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	21	01	10	Charges d'intérêt diverses	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	21	02	10	Charges d'intérêt liées aux emprunts SOWAFINAL	132.145,50	132.145,50	0,00	0,00
PR	02	I	24	01	10	Location de terrains à d'autres secteurs que le secteur des administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	24	02	20	Location de terrains au secteur des administrations publiques	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	35	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance d'institutions de l'Union européenne	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	I	41	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance de la Wallonie	0,00	0,00	0,00	0,00

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Dépenses de capital*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	02	II	01	02	00	Dépenses de capital non ventilées	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	54	01	11	Remboursements d'aides à l'investissement en provenance des institutions de l'Union européenne pour l'aménagement des zones portuaires	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	61	01	11	Remboursements d'aides à l'investissement en provenance de la Wallonie pour l'aménagement des zones portuaires	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	61	02	11	Remboursements d'autres transferts en capital en provenance de la Wallonie	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	71	01	11	Achats de terrains à des administrations publiques ou organismes en relevant	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	71	02	12	Achats de terrains à d'autres acteurs	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	71	05	31	Achats de bâtiments existants à des administrations ou organismes en relevant	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	71	06	32	Achats de bâtiments existants à d'autres secteurs	120.000,00	120.000,00	0,00	0,00
PR	02	II	72	01	00	Constructions de bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	73	01	10	Travaux routiers	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	73	02	20	Travaux hydrauliques	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	73	03	40	Travaux sur autres ouvrages	2.890.500,00	3.024.500,00	+1.141.361,15	+1.141.365,15
PR	02	II	74	03	22	Acquisitions de matériel divers	3.000,00	3.000,00	0,00	0,00
PR	02	II	74	04	30	Frais enregistrés lors de l'achat et de la vente de terrains et bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	74	05	40	Acquisitions de patentes, brevets et autres biens incorporels	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	85	01	11	Octroi de crédits à la Wallonie	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	85	02	50	Octroi de crédits à d'autres pouvoirs institutionnels	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	91	02	10	Remboursement des emprunts SOWAFINAL	158.358,45	158.358,45	0,00	0,00
PR	02	II	91	03	10	Remboursements d'emprunts autres émis à plus d'un an	0,00	0,00	0,00	0,00
PR	02	II	91	04	70	Amortissements sur leasings financiers	0,00	0,00	0,00	0,00
						Totaux pour le Titre II	*3.171.858,45*	*3.305.858,45*	*+1.141.361,15*	*+1.141.365,15*
						Total du programme 02	**3.345.133,05**	**3.479.133,05**	**+1.141.361,15**	**+1.141.365,15**
						Total des dépenses	**3.880.422,95**	**4.014.422,95**	**+1.141.361,15**	**+1.141.365,15**

Légende :

Titre : I = dépenses courantes; II = dépenses de capital
Prg. : n° de programme
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget initial
CL : crédits de liquidation prévus au budget initial

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 73.03.40 – Travaux sur autres ouvrages

(CODE SEC : 73.03.40)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : loi et arrêtés régissant les marchés publics.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.890.500,00 EUR**
Liquidation **3.024.500,00 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **4.031.861,15 EUR**
Liquidation **4.165.861,15 EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses liées aux travaux d'aménagement des zones portuaires.
- Dévolution du crédit :

		Liquidation				
		2017	**2018**	**2019**	**2020**	**Exercices ultérieurs**
Encours < 2017	134.000,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Crédits 2017	4.031.861,00	4.165.861,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Totaux :	**4.165.861,00**	**4.165.861,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

PROJET DE DECRET

contenant le premier ajustement du budget général des recettes et du budget général des dépenses de la Région wallonne pour l'année budgétaire 2017

EXPOSE PARTICULIER
afférent au Budget du Port Autonome de Charleroi

1er ajustement des recettes du Port autonome de Charleroi

Programme 01 - Recettes du Port

(EUR)

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Recettes courantes*	Recettes 2017	Ajust. 2017
PR	01	I	06	01	00	Recettes courantes diverses non ventilées	0	0
PR	01	I	08	01	10	Cautionnements divers	0	0
PR	01	I	16	01	11	Ventes de biens non durables et de services à des entreprises	0	0
PR	01	I	16	02	12	Ventes de biens non durables et de services à des ménages et ASBL	0	0
PR	01	I	18	01	20	Recettes en matière de travaux hydrauliques en provenance du secteur des administrations publiques	0	0
PR	01	I	26	01	10	Perception d'intérêts de retard	0	0
PR	01	I	28	01	20	Dividendes, produits de placements de trésorerie et de placements de valeurs disponibles	0	0
PR	01	I	28	02	10	Redevances de concessions domaniales diverses	1.850.000	0
PR	01	I	28	03	30	Produit de locations de terres	4.000	0
PR	01	I	38	01	10	Redevances sur activités du port ou sur activités connexes	0	0
PR	01	I	38	03	10	Péages pour tonnages manipulés et pour tonnages manquants	298.000	0
PR	01	I	38	04	10	Autres transferts courants en provenance d'entreprises	0	0
PR	01	I	38	05	30	Autres transferts courants en provenance de sociétés d'assurance	0	+350.000
PR	01	I	38	06	40	Autres transferts courants en provenance d'ASBL	0	0
PR	01	I	38	07	50	Interventions diveres du personnel	0	0
PR	01	I	39	01	10	Transferts courants en provenance d'institutions de l'Union européenne	0	0
PR	01	I	46	01	10	Transferts courants en provenance de la Wallonie pour intervention dans les frais de fonctionnement du Port	0	0
PR	01	I	46	02	10	Autres transferts courants en provenance de la Wallonie	0	0
PR	01	I	46	03	10	Subsides en provenance de SOWAFINAL pour la couverture des charges d'intérêt des emprunts	148.000	0
PR	01	I	47	01	80	Transferts de revenus divers en provenance des administrations de sécurité sociale	0	0
PR	01	I	48	01	11	Contributions générales courantes en provenance d'une Province	0	0
	01	I	48	01	21	Contributions générales courantes en provenance d'une Commune	0	0
						Totaux pour le Titre I	*2.300.000*	*+350.00*

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Recettes de capital*	Recettes 2017	Ajust. 2017
PR	01	II	06	02	00	Recettes en capital diverses non ventilées	0	0
PR	01	II	57	03	40	Transferts en capital en provenance de sociétés d'assurance	0	0
PR	01	II	59	01	11	Aides à l'investissement en provenance des institutions de l'Union européenne pour l'aménagement des zones portuaires	503.000	0
PR	01	II	66	01	11	Aides à l'investissement en provenance de la Wallonie pour l'aménagement des zones portuaires	1.869.000	0
PR	01	II	66	02	12	Subsides en provenance de SOWAFINAL pour le remboursement des emprunts	283.000	0
PR	01	II	66	03	12	Autres transferts en capital en provenance de la Wallonie	0	0
PR	01	II	68	01	11	Aides à l'investissement en provenance d'une Province	0	0
PR	01	II	68	02	21	Aides à l'investissement en provenance d'une Commune	0	0
PR	01	II	76	01	11	Ventes de terrains à des administrations publiques ou organismes en relevant	0	0
PR	01	II	76	02	12	Ventes de terrains à d'autres acteurs	0	0
PR	01	II	76	05	31	Ventes de bâtiments à des administrations publiques ou organismes en relevant	0	0
PR	01	II	76	06	32	Ventes de bâtiments à d'autres acteurs	0	0
PR	01	II	77	01	10	Ventes de matériel de transport	0	0
PR	01	II	77	02	20	Ventes d'autre matériel	0	0
PR	01	II	77	03	30	Ventes de patentes, brevets et autres biens incorporels	0	0
PR	01	II	87	02	20	Remboursements sur avances récupérables accordées au personnel	0	0
PR	01	II	89	01	11	Remboursements de crédits par la Wallonie	0	0
PR	01	II	89	02	50	Remboursements de crédits par d'autres pouvoirs institutionnels	0	0
						Totaux pour le Titre II	*2.655.000*	*0*

	Prg	Ti	AB			*Titre III - Recettes d'emprunts*	Recettes 2017	**Ajust.2017**
PR	01	III	96	01	10	Produits d'emprunts en euros	0	0
PR	01	III	96	02	10	Produits des emprunts faits dans le cadre du mécanisme SOWAFINAL	0	0
						Totaux pour le Titre III	*0*	*0*
						Total des recettes	**4.955.000**	**+350.000**

Légende :

Titre : I = recettes courantes; II = recettes de capital ; III = recettes d'emprunts
Type de recette : selon les missions menées par le Port
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
Crédits : crédits évalués, estimations des recettes sur base des droits constatés

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

A.B. 38.05.30 – Autres transferts courants en provenance de société d'assurance

(CODE SEC : 38.05.13)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Sur base de contrat d'assurance.
- Montant estimé : **0 EUR**
- Réévaluation des prévisions de recettes : **350.000 EUR**
- Cet article est destiné à comptabiliser une estimation en remboursement de frais sur réparation du portique.
- Perception trésorerie : non réglementée.

1er ajustement des dépenses du Port autonome de Charleroi

Programme 01 - Dépenses de fonctionnement du Port

(EUR)

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Dépenses courantes*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	01	I	11	01	11	Rémunérations et allocations du personnel	165.000	165.000	+7.200	+7.200
PR	01	I	11	02	20	Cotisations sociales	31.000	31.000	+2.400	+2.400
PR	01	I	11	03	31	Autres charges sociales	0	0	0	0
PR	01	I	12	01	11	Rémunérations, indemnités et assurances aux Président, Administrateurs et Commissaires du Gouvernement	92.000	92.000	0	0
PR	01	I	12	02	11	Frais divers liés au Fonctionnement du Conseil d'administration et du Comité de direction	2.000	2.500	0	0
PR	01	I	12	03	11	Dépenses de consommation énergétique	3.600	3.600	0	0
PR	01	I	12	04	11	Location de locaux, entretiens et charges complémentaires y liées	28.000	28.000	+20.000	+20.000
PR	01	I	12	05	11	Frais de média et de communication	37.000	37.000	0	0
PR	01	I	12	06	11	Assurances pour bâtiments et installations du Port	15.000	15.000	0	0
PR	01	I	12	07	11	Etudes, accès, matériel, équipement et maintenances informatiques	4.000	4.000	0	0
PR	01	I	12	08	11	Frais de représentation, de déplacement et de transport	25.000	25.000	0	0
PR	01	I	12	09	11	Frais de réunion et d'organisation de séminaires	0	0	0	0
PR	01	I	12	10	11	Frais divers de matériel, matériel roulant et fournitures	8.000	8.000	0	0
PR	01	I	12	11	11	Frais de bureaux divers	0	0	+34.000	+34.000
PR	01	I	12	12	11	Organes de contrôle (réviseur d'entreprises)	14.000	4.800	0	0
PR	01	I	12	13	11	Formation professionnelle du personnel	0	0	0	0
PR	01	I	12	14	11	Assurances relatives au personnel et affiliation du personnel au service de santé administrative	2.500	2.500	+500	+500
PR	01	I	31	01	32	Transfert vers le fonds des primes syndicales	0	0	0	0
PR	01	I	41	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance de la Wallonie	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*427.100*	*447.900*	*+64.100*	*+64.100*

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Dépenses de capital*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	01	II	74	01	10	Achats de matériel roulant à usage administratif	0	0	0	0
PR	01	II	74	02	22	Acquisitions de matériel informatique	0	0	+15.000	+15.000
PR	01	II	83	01	00	Avances faites au personnel	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre II	*0*	*0*	*+15.000*	*+15.000*
						Total du programme 01	**427.100**	**447.900**	**+79.100**	**+79.100**

Programme 02 - Dépenses de missions du Port

	Prg	Ti	AB			*Titre I - Dépenses courantes*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	02	I	01	01	00	Dépenses courantes non ventilées	0	0	0	0
PR	02	I	03	01	10	Cautionnements divers	0	0	0	0
PR	02	I	12	01	11	Frais financiers divers	16.000	16.000	0	0
PR	02	I	12	02	11	Frais de publication et d'études	0	0	0	0
PR	02	I	12	03	11	Honoraires de justice divers	50.000	50.000	0	0
PR	02	I	12	04	11	Honoraires d'architectes et de géomètres	98.000	98.000	0	0
PR	02	I	12	05	11	Honoraires divers autres	0	0	0	0
PR	02	I	14	01	20	Réparation et entretien d'ouvrages hydrauliques et des zones portuaires	384.000	480.000	+700.000	+700.000
PR	02	I	14	02	20	Réparation et entretien de bâtiments concédés	100.000	100.000	0	0
PR	02	I	21	01	10	Charges d'intérêt diverses	19.000	19.000	0	0
PR	02	I	21	02	10	Charges d'intérêt liées aux emprunts SOWAFINAL	184.000	184.000	0	0
PR	02	I	24	01	10	Location de terrains à d'autres secteurs que le secteur des administrations publiques	73.000	35.000	0	0
PR	02	I	24	02	20	Location de terrains au secteur des administrations publiques	0	0	0	0
PR	02	I	35	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance d'institutions de l'Union européenne	0	0	0	0
PR	02	I	41	01	10	Remboursements de transferts courants en provenance de la Wallonie	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre I	*924.000*	*982.000*	*+700.000*	*700.000*

	Prg	Ti	AB			*Titre II - Dépenses de capital*	CE Budget 2017IN	CL Budget 2017IN	CE Ajust.	CL Ajust.
PR	02	II	01	02	00	Dépenses de capital non ventilées	0	0	0	0
PR	02	II	54	01	11	Remboursements d'aides à l'investissement en provenance des institutions de l'Union européenne pour l'aménagement des zones portuaires	0	0	0	0
PR	02	II	61	01	11	Remboursements d'aides à l'investissement en provenance de la Wallonie pour l'aménagement des zones portuaires	0	0	0	0
PR	02	II	61	02	11	Remboursements d'autres transferts en capital en provenance de la Wallonie	0	0	0	0
PR	02	II	71	01	11	Achats de terrains à des administrations publiques ou organismes en relevant	0	0	0	0
PR	02	II	71	02	12	Achats de terrains à d'autres acteurs	0	0	0	0
PR	02	II	71	05	31	Achats de bâtiments existants à des administrations ou organismes en relevant	0	0	0	0
PR	02	II	71	06	32	Achats de bâtiments existants à d'autres secteurs	0	0	0	0
PR	02	II	72	01	00	Constructions de bâtiments	0	0	0	0
PR	02	II	73	01	10	Travaux routiers	0	0	0	0
PR	02	II	73	02	20	Travaux hydrauliques	0	0	0	0
PR	02	II	73	03	40	Travaux sur autres ouvrages	2.808.000	2.808.000	0	0
PR	02	II	74	03	22	Acquisitions de matériel divers	120.000	120.000	0	0
PR	02	II	74	04	30	Frais enregistrés lors de l'achat et de la vente de terrains et bâtiments	0	0	0	0
PR	02	II	74	05	40	Acquisitions de patentes, brevets et autres biens incorporels	0	0	0	0
PR	02	II	85	01	11	Octroi de crédits à la Wallonie	0	0	0	0
PR	02	II	85	02	50	Octroi de crédits à d'autres pouvoirs institutionnels	0	0	0	0
PR	02	II	91	02	10	Remboursement des emprunts SOWAFINAL	393.000	393.000	0	0
PR	02	II	91	03	10	Remboursements d'emprunts autres émis à plus d'un an	320.000	320.000	0	0
PR	02	II	91	04	70	Amortissements sur leasings financiers	0	0	0	0
						Totaux pour le Titre II	*3.641.000*	*3.641.000*	*0*	*0*
						Total du programme 02	**4.565.000**	**4.623.000**	**+700.000**	**+700.000**
						Total des dépenses	**4.992.100**	**5.070.000**	**+779.100**	**+779.100**

Légende :

Titre : I = dépenses courantes; II = dépenses de capital
Prg. : n° de programme
AB : codification SEC (2er SEC, n° d'ordre, 3 et 4 SEC)
CE : crédits d'engagement prévus au budget initial
CL : crédits de liquidation prévus au budget initial

COMMENTAIRE PAR ARTICLE DE BASE

Programme 01 – Dépenses de fonctionnement du Port

A.B. 11.01.11 – Rémunérations et allocations du personnel

(CODE SEC : 11.01.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant sur le code de la Fonction publique wallonne, législation sociale.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **165.000 EUR**
Liquidation **165.000 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **172.200 EUR**
Liquidation **172.200 EUR**

Ce crédit est destiné à prendre en charge les rémunérations brutes des agents.

- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	172.200	172.200				
TOTAUX	**172.200**	**172.200**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 11.02.20– Cotisations sociales
(CODE SEC : 11.02.20)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le code de la Fonction publique wallonne, législation sociale.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **31.000 EUR**
Liquidation **31.000 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **33.400 EUR**
Liquidation **33.400 EUR**

- Ce crédit est destiné à prendre en charge les cotisations sociales.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	33.400	33.400				
TOTAUX	**33.400**	**33.400**				**0**

- Liquidation trésorerie : mensuelle.

A.B. 12.04.11– Location de locaux, entretiens et charges complémentaires y liées
(CODE SEC : 12.04.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : lois et arrêtés sur les marchés publics.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **28.000 EUR**
Liquidation **28.000 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **48.000 EUR**
Liquidation **48.000 EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les dépenses d'entretien, réparation, maintenance alarme et ascenseur du bâtiment et les fournitures relatives aux bâtiments. L'augmentation du crédit proposé est destinée à prendre en charge le remplacement des chaudières et adoucisseur eau.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	14.000	14.000	0			
Crédits 2017	48.000	34.000	14.000			
TOTAUX	**62.000**	**48.000**	**14.000**			**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.11.11 – Frais de bureaux divers
(CODE SEC : 12.11.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : lois et arrêtés sur les marchés publics.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **0 EUR**
Liquidation **0 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **34.000 EUR**
Liquidation **34.000 EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir les frais de mise à jour du site internet, …
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0	0	0	0	0
Crédits 2017	34.000	34.000	0	0	0	0
TOTAUX	**34.000**	**34.000**	**0**	**0**	**0**	**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

A.B. 12.14.11 – Assurances relatives au personnel et affiliation du personnel au service de santé administrative
(CODE SEC : 12.11.11)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : code wallon de la fonction publique, lois et arrêtés sur les marchés publics et droit des assurances.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **2.500 EUR**
Liquidation **2.500 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **3.000 EUR**
Liquidation **3.000 EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir l'assurance-loi, la tutelle médicale.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	3.000	3.000				
TOTAUX	**3.000**	**3.000**				**0**

- Liquidation trésorerie : annuelle. Prévision basée sur la dépense réelle effectuée la dernière année.

A.B. 74.02.22 – Acquisitions de matériel informatique
(CODE SEC : 74.02.22)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : Marchés publics
- Montant du crédit en cours :

Engagement **0 EUR**
Liquidation **0 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **15.000 EUR**
Liquidation **15.000 EUR**

- Ce crédit est destiné à couvrir l'achat du nouveau matériel informatique
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	0	0				
Crédits 2017	15.000	15.000				
TOTAUX	**15.000**	**15.000**				**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

Programme 02 - Dépenses de missions du Port

A.B. 14.01.20 – Réparation et entretien d'ouvrages hydrauliques
(CODE SEC : 14.01.20)

- Base légale, décrétale ou réglementaire : lois et arrêtés sur les marchés publics.
- Montant du crédit en cours :

Engagement **384.000 EUR**
Liquidation **480.000 EUR**

- Montant du crédit ajusté :

Engagement **1.084.000 EUR**
Liquidation **1.180.000 EUR**

- Ce crédit est destiné à l'entretien du domaine portuaire, des entretiens des cabines HT et des entretiens des espaces verts ainsi que l'éclairage sur le domaine portuaire. L'augmentation proposée du crédit vise à la réparation du portique.
- Dévolution du crédit :

Engagements		2017	2018	2019	2020	Exercices ultérieurs
Encours < 2017	128.000	128.000	0			
Crédits 2017	1.084.000	1.052.000	32.000			
TOTAUX	**1.212.000**	**1.180.000**	**32.000**			**0**

- Liquidation trésorerie : non réglementée.

Budget 2017 SOFICO, 1er ajustement

	Exercice comptable			
SEC 2010		Comptes 2015	Budget 2016 ajusté	Budget 2017
A.	I. Compte de résultat			
	Produits	**142 596 666**	**281 017 172**	**347 710 361**
	Pôle routier	**105 748 459**	**238 551 088**	**304 898 147**
46,10	Directive péage	0	174 553 997	241 619 815
46,10	Shadow toll ancien régime	100 250 602	25 551 361	8 264 463
16,11	Shadow toll nouveau régime	0	34 368 553	49 585 255
16,11	Autres	5 497 857	4 077 177	5 428 614
46,10	E420 (N5)	0	0	0
	Pôle fluvial	**11 625 680**	**14 140 512**	**14 140 531**
46,10	Canal du Centre	4 287 343	5 249 281	5 249 281
46,10	Ecluses de Lanaye	3 550 950	4 150 000	4 150 000
46,10	Ecluses d'Ivoz-Ramet	3 126 739	4 047 077	4 047 077
46,10	Ecluses d'Ampsin-Neuville	643 120	685 873	685 873
16,11	Canal du Centre - recettes touristiques	17 528	8 281	8 300
	Pôle télécommunications	**6 293 460**	**7 501 382**	**7 643 383**
16,11	Réseau F.O.	5 803 936	6 967 875	7 107 233
16,11	Pylônes multiopérateurs	489 524	533 507	536 150
	Pôle énergétique	**18 929 067**	**20 824 190**	**21 028 300**
16,11	Concessions autoroutières	17 153 320	18 942 780	19 037 500
16,11	Centrales hydroélectriques	1 775 747	1 881 410	1 990 800
	Charges	**124 052 608**	**162 890 770**	**177 512 382**
	fonctionnement	**4 709 855**	**4 656 700**	**4 749 834**
	Pôle routier	**112 305 355**	**150 421 562**	**164 332 562**
12,11	**Réseau structurant**	**104 342 133**	**142 100 081**	**157 098 282**
12,11	Gestion des péages viapass	0	35 309 054	46 098 282
12,11	Entretien ordinaire du Génie Civil	69 919 878	71 742 357	75 000 000
12,11	Entretien ordinaire de l'électromécanique	34 422 255	35 048 670	36 000 000
12,11	Liaison E25-E40	7 252 346	7 234 280	7 234 280
12,11	Autoroute E429 (A8)	1 010 877	1 087 201	0
12,11	E420 (N5)	0	0	0
	Pôle fluvial	**3 333 924**	**4 155 227**	**4 772 704**
12,11	Canal du Centre	2 916 290	3 341 662	3 959 139
12,11	Ecluses de Lanaye	297 328	690 294	690 294
12,11	Ecluses d'Ivoz-Ramet	66 356	68 796	68 796
12,11	Ecluses d'Ampsin-Neuville	53 950	54 475	54 475
	Pôle télécommunications	**2 579 334**	**2 465 130**	**2 465 130**
12,11	Télécommunications	2 579 334	2 465 130	2 465 130
	Pôle énergétique	**1 124 140**	**1 192 151**	**1 192 151**
	Concessions autoroutières	159 884	174 680	174 680
	Centrales hydroélectriques	964 256	983 541	983 541
	Centrales éoliennes	0	33 930	33 930
	Résultat d'exploitation avant amortissements	**18 544 058**	**118 126 402**	**170 197 979**
	Amortissements	53 569 901	89 650 823	100 985 307
	Résultat d'exploitation après amortissements	**-35 025 843**	**28 475 579**	**69 212 672**
	Autres éléments	**-52 106 111**	**-10 392 371**	**-10 518 833**
21	Amortissement des subsides (+)	3 512 149	5 023 459	5 023 459
	Intérêts (-)	-9 515 226	-11 826 982	-14 357 142
	Provisions (-)	-4 256 223	0	0
21	Utilisation des provisions	20 971 655	300 000	925 000
16	Charges financières - Produits financiers	-181 641	-107 749	-110 150
45	Produits - Charges exceptionnel(le)s	-59 546 657	-654 344	0
	Précomptes & taxes	-3 090 168	-3 126 755	-2 000 000
	Résultat net	**-87 131 951**	**18 083 209**	**58 693 840**

Budget 2017 SOFICO, 1er ajustement

	II. Investissements			
	Total des investissements	**178 984 607**	**200 134 657**	**204 717 706**
	Fonctionnement et divers	**365 438**	**50 000**	**500 000**
	Pôle routier	**126 588 929**	**174 912 907**	**177 017 601**
73,10	- Plans investissements	106 646 597	141 637 982	152 158 973
	- Perex	0	0	2 000 000
	- E420 (N5)	19 942 332	33 274 925	22 858 628
	Pôle fluvial	**43 983 715**	**21 310 000**	**22 616 160**
73,20	Canal du Centre	9 501	0	0
73,20	Ecluses de Lanaye	28 805 162	8 000 000	200 000
73,20	Ecluses d'Ivoz-Ramet	14 165 955	10 500 000	0
73,20	Ecluses d'Ampsin-Neuville	1 003 098	2 810 000	5 416 160
73,20	Approfondissement de la Meuse	0	0	17 000 000
	Pôle télécommunications	**7 375 261**	**3 861 750**	**4 583 945**
74,10	Télécommunications	7 375 261	3 861 750	4 583 945
	Pôle énergétique	**671 264**	**0**	**0**
73,10	Energie	671 264	0	0
	III. SEC2010			
	(A) Produits d'exploitation - #70/74	142 596 666	281 017 172	347 710 361
	(B) Charges d'exploitation - #60 / 64 hors #630	124 052 608	162 890 770	177 512 382
	Solde d'exploitation : (1) = (A) - (B)	**18 544 058**	**118 126 402**	**170 197 979**
	(C) Total des produits financiers	11 529	0	0
	(D) Total des charges financières	9 708 396	11 934 731	14 467 292
	Solde financier : (2) = (C) - (D)	**-9 696 867**	**-11 934 731**	**-14 467 292**
	(E) Impôts & taxes	3 090 168	3 126 755	2 000 000
	(F) Acquisition	178 984 607	200 134 657	204 717 706
	(G) Cessions	0	0	0
	Solde de financement hors subsides en K	**-173 227 584**	**-97 069 741**	**-50 987 019**
	(3) = (1) + (2) - (E) - (F) + (G)			
46.10	Subides en capital (financement européen)	3 807 766	0	0
	Subsides versés & achats de services par la RW (I)	**141 966 669**	**99 604 000**	**105 098 159**
46.10	Subides en capital RW - N5	11 000 000	0	13 000 000
66.11	Subides en capital RW - RS	0	0	5 000 000
	Subides en capital RW - Télécom.	0	0	0
	Apport en capital RW - RS	0	0	0
	Budget - Wallonie - Fonds du péage et des avaries	52 476 000	11 750 000	0
	Budget - Wallonie - Récupération ancien Shadow toll	0	0	10 000 000
	Budget - Wallonie - Routes - Nouveau Shadow toll	61 400 000	70 754 000	59 998 159
	Budget - Wallonie - Ecluses	17 090 669	17 100 000	17 100 000
	Dont TVA à payer	22729752	17286645	13380672
	(J) Subsides d'exploitations	111 858 754	74 052 145	71 981 949
	Correction bilantaire (K)	0	44 212 547	-6 098 282
	Impact sur le solde de financement	**-139 311 903**	**-115 730 434**	**-11 772 527**

II. COMPÉTENCES DE M. MARCOURT, MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE, DE L'INNOVATION ET DU NUMÉRIQUE

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

1er Ajustement 2017

RECETTES

Article	SECTION I - OPERATIONS COURANTES	Budget 2017	1er ajustement 2017	Budget ajusté 2017
06.01	Dotation de la Région wallonne	59.520	485	60.005
	Commerce extérieur	*55.160*	*452*	*55.612*
	Investissements étrangers	*4.160*	*33*	*4.193*
	Complément dotation (missions éco spécifiques)	*200*	*0*	*200*
	Plan Marshal 4.0	11.000	0	11.000
	Commerce extérieur	*8.950*	*0*	*8.950*
	Investissements étrangers	*2.050*	*0*	*2.050*
11.01	Récupérations sur dépenses de ressources humaines	168	0	168
12.01	Récupérations sur frais de fonctionnement	26	0	26
12.02	Récupérations sur missions statutaires	636	0	636
16.01	Droits de participations	1.924	0	1.924
	Commerce extérieur	*1.745*	*0*	*1.745*
	Investissements étrangers	*179*	*0*	*179*
16.02	Produits divers	1	0	0
16.03	Interventions européennes	0	0	0
	TOTAL RECETTES SECTION I	**73.275**	**485**	**73.760**

Article	SECTION II - OPERATIONS EN CAPITAL	Budget 2017	1er ajustement 2017	Budget ajusté 2017
76.32	**Vente immeuble**	**0**	**0**	**0**
81.01	Remboursement de prêts, d'apports de capitaux, …	0	0	0
	TOTAL RECETTES SECTION II	**0**	**0**	**0**
	TOTAL RECETTES	**73.275**	**485**	**73.760**
	TOTAL DES MOYENS	**73.275**	**485**	**73.760**

Agence Wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers

1er Ajustement 2017

DEPENSES

Programmes	SECTION I - OPERATIONS COURANTES	Budget 2017	1er ajustement 2017	Budget ajusté 2017
Programme 1	Dépenses de ressources humaines	**24.278**	**209**	**24.487**
	Commerce extérieur	*22.064*	*189*	*22.253*
	Investissements étrangers	*2.214*	*20*	*2.234*
Programme 2	Dépenses de fonctionnement	**5.036**	**0**	**5.036**
	Commerce extérieur	*4.458*	*0*	*4.458*
	Investissements étrangers	*578*	*0*	*578*
Programme 3	Dépenses relevant des missions statutaires de l'AWEX	**43.806**	**276**	**44.082**
	Commerce extérieur	*30.360*	*261*	*30.621*
	Investissements étrangers	*2.446*	*15*	*2.461*
	Plan Marshal 4.0	*11.000*	*0*	*11.000*
	TOTAL DEPENSES SECTION I	**73.120**	**485**	**73.605**

Programmes	SECTION II - OPERATIONS EN CAPITAL	Budget 2017	1er ajustement 2017	Budget ajusté 2017
Programme 2	Dépenses de fonctionnement	**155**	**0**	**155**
	Commerce extérieur	*81*	*0*	*81*
	Investissements étrangers	*74*	*0*	*74*
Programme 5	Transferts	**0**	**0**	**0**
	Commerce extérieur	*0*	*0*	*0*
	utilisation du Fond de Réserve			
	Plan Marshal 4.0	*0*	*0*	*0*
	TOTAL DEPENSES SECTION II	**155**	**0**	**155**

TOTAL DEPENSES	**73.275**	**485**	**73.760**

PROGRAMME 1
DEPENSES DE RESSOURCES HUMAINES

Article	Libellé	Budget 2017	1er ajustement	Budget ajusté
11.10	**Rémunérations et allocations du personnel**	**20.175**	**202**	**20.376**
	Com ext	*18.167*	*182*	*18.348*
	Invests étr.	*2.008*	*20*	*2.028*
11.40	**Administrateurs**	**18**	**0**	**18**
11.41	Jetons de présence	15	0	15
11.42	Assurance accident corporel	4	0	4
11.50	**Assurances du personnel**	**226**	**0**	**226**
11.51	Responsabilité civile	11	0	11
	Com ext	*9*	*0*	*9*
	Invests étr.	*2*	*0*	*2*
11.52	Accidents du travail	75	0	75
	Com ext	*66*	*0*	*66*
	Invests étr.	*9*	*0*	*9*
11.53	Assurance-groupe	141	0	141
	Com ext	*51*	*0*	*51*
	Invests étr.	*90*	*0*	*90*
11.60	**Chèques-repas**	**257**	**0**	**257**
	Com ext	*232*	*0*	*232*
	Invests étr.	*25*	*0*	*25*
11.70	**Intervention de l'employeur dans les frais de transport en commun**	**239**	**0**	**239**
	Com ext	*231*	*0*	*231*
	Invests étr.	*8*	*0*	*8*
11.80	**Masse d'habillement**	**190**	**0**	**190**
11.81	Tropiques	3	0	3
11.82	Autres	187	0	187
	Com ext	*165*	*0*	*165*
	Invests étr.	*22*	*0*	*22*
11.90	**Réseau à l'étranger - dépenses spécifiques**	**2.850**	**0**	**2.850**
11.91	Indemnités de poste	2.633	0	2.633
11.9	Frais de crèche et garderie	17	0	17
11.95	Plan de santé expatrié	200	0	200
12.10	**Formation du personnel**	**116**	**7**	**123**
	Com ext	*88*	*7*	*95*
	Invests étr.	*29*	*0*	*29*
12.30	**Frais de déplacement**	**83**	**0**	**83**
	Com ext	*61*	*0*	*61*
	Invests étr.	*22*	*0*	*22*
12.50	**Cotisation à l'ASBL Service public de Médecine du Travail**	**8**	**0**	**8**
12.60	**Cotisation à l'administration de l'expertise médicale (MEDEX)**	**4**	**0**	**4**
	Com ext	*3*	*0*	*3*
	Invests étr.	*1*	*0*	*1*
33.10	**Subvention à l'ASBL Service social des Services du Gouvernement wallon**	**113**	**0**	**113**
	Com ext	*113*	*0*	*113*
	Invests étr.	*0*	*0*	*0*
	TOTAL DU PROGRAMME 1	**24.278**	**209**	**24.487**

PROGRAMME 2
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
SECTION I

Article	Libellé	Budget 2017	1er ajustement	Budget ajusté
12.10	**Achat de biens non durables et de services**	**1.164**	**0**	**1.164**
12.11	Frais généraux, fournitures, informatique	982	0	982
	Logistique et autres	*445*	*0*	*445*
	Informatique	*421*	*0*	*421*
	Invests étr.	*116*	*0*	*116*
12.12	Information / Documentation	182	0	182
	Com ext	*175*	*0*	*175*
	Invests étr.	*8*	*0*	*8*
12.20	**Frais d'aménagement et d'entretien**	**232**	**0**	**232**
12.21	Sièges centraux	190	0	190
	EIWB I	110	0	110
	EIWB II	34	0	34
	Entrepôt	1	0	1
	Com ext	*145*	*0*	*145*
	Invests étr.	*45*	*0*	*45*
12.22	Centres régionaux	42	0	42
12.30	**Locations bâtiments et dépenses énergétiques**	**2.645**	**0**	**2.645**
12.31	Loyer bâtiments / parkings	2.528	0	2.528
	EIWB I	1.433	0	1.433
	EIWB II	304	0	304
	Entrepôt	19	0	19
	Centres régionaux	281	0	281
	Paris	194	0	194
	Com ext	*2.231*	*0*	*2.231*
	Invests étr. + UE Office	*297*	*0*	*297*
12.32	Dépenses énergétiques	117	0	117
	Com ext	*112*	*0*	*112*
	Invests étr. + UE Office	*5*	*0*	*5*
12.40	**Leasing**	**370**	**0**	**370**
12.41	Informatique	117	0	117
	Com ext	104	0	104
	Invests étr.	13	0	13
12.42	Véhicules	223	0	223
	Com ext	*140*	*0*	140
	Invests étr.	*83*	*0*	83
12.43	Copieurs	28	0	28
	Com ext	*25*	*0*	25
	Invests étr.	*3*	*0*	3
12.44	Autres	3	0	3
12.50	**Assurances**	**84**	**0**	**84**
12.60	**Honoraires**	**379**	**0**	**379**
	Gestion d'immeuble	*214*	*0*	*214*
	Informatique	*98*	*0*	*98*
	Autres	*58*	*0*	*58*
	Com ext	*370*	*0*	*370*
	Invests étr.	*10*	*0*	*10*
12.80	**Taxes / contributions fiscales**	**162**	**0**	**162**
	TOTAL DU PROGRAMME 2 - section I	**5.036**	**0**	**5.036**

PROGRAMME 2
DEPENSES DE FONCTIONNEMENT
SECTION II

Article	Libellé	Budget 2017	1er Ajustement	Budget Ajusté
74	**Patrimoine mobilier**	**155**	**0**	**155**
74.10	Achat de biens meubles durables			
74.11	Services centraux	155	0	155
	Logistique	*40*	*0*	*40*
	Informatique	*41*	*0*	*41*
	Com ext	*81*	*0*	*81*
	Invests étr.	*74*	*0*	*74*
	TOTAL DU PROGRAMME 2	**155**	**0**	**155**

PROGRAMME 3
DEPENSES RELEVANT DES MISSIONS STATUTAIRES DE L'AWEX

Article	Libellé SECTION I	Budget 2017	1er Ajustement	Budget 2017
12	**ACTIONS EN FAVEUR DES ENTREPRISES**	**30.923**	**276**	**31.199**
12.10	**Services aux entreprises**	**17.039**	**0**	**17.039**
12.11	Exécution du programme d'action à l'étranger	12.955	0	12.955
	Programme annuel (en tenant cpte des avances)	*7.820*	*0*	*7.820*
	Com ext	*6.630*	*0*	*6.630*
	Missions d'état	*200*	*0*	*200*
	WBDM	*281*	*0*	*281*
	Invests étr.	*710*	*0*	*710*
	Pm4.0:Plan d'actions:	*5.135*	*0*	*5.135*
	Pôles de compétitivité et ALS	*2.750*	*0*	*2.750*
	Renfort Plan Numérique (CE)	*885*	*0*	*885*
	Experts auprès des Pôles (IE)	*1.225*	*0*	*1.225*
	Renfort Plan Numérique (IE)(Data centers)	*175*	*0*	*175*
	Renfort Plan PME (IE) (OWIN)	*100*	*0*	*100*
12.12	Missions / actions diverses	80	0	80
	Créative Wallonia	0	0	0
12.13	Programmes jeunes	1.154	0	1.154
	Explort - frais de fonctionnement	*364*	*0*	*364*
	Pm4.0 - Explort (étudiants)	*400*	*0*	*400*
	Pm4.0 - Plan PME (renforcement Explort)	*390*	*0*	*390*
12.14	Information aux acteurs économiques wallons	396	0	396
12.15	Promotion de la Wallonie à l'Etranger	2.273	0	2.273
	Com ext	*1.036*	*0*	*1.036*
	Invests étr.	*392*	*0*	*392*
	Pm 4.0 - renfort de la politique de la marque régionale (notoriété internationale)	*645*	*0*	*645*
	Recherche investissements dans des niches sectorielles par une prospection dans les réseaux	*200*	*0*	*200*
12.16	Bases de données	8	0	8
12.17	Grand Prix à l'Exportation	0	0	0
12.18	Incubateurs et Welcome Offices	173	0	173
12.20	**Réalisation d'audits et de missions de consultance en faveur des entreprises**	**440**	**0**	**440**
	Com ext (EMI)	*176*	*0*	*176*
	jetons de présence (audits sde)	*4*	*0*	*4*
	Pm4.0:axe IV(soutien de partenariat)chèques coaching	*260*	*0*	*260*
12.30	**Conventions d'experts et de consultants**	**1.278**	**0**	**1.278**
	Com ext	*221*	*0*	*221*
	Invests étr.	*707*	*0*	*707*
	Invests étr.- Pm4.0 (centres de services)	*350*	*0*	*350*
12.40	**Conventions de coopération en matière de formation et de soutien au commerce extérieur**	**347**	**0**	**347**
12.50	**Actions des Centres régionaux**	**46**	**0**	**46**
12.90	**Réseau à l'étranger - dépenses spécifiques**	***11.772***	***276***	***12.048***
12.91	Fonctionnement	11.772	276	12.048
	Com ext	*11.135*	*261*	*11.396*
	Invests étr.	*637*	*15*	*652*
30	**SUBVENTIONS**	**12.795**	**0**	**12.795**
30.10	**Subventions R. W.**	**12.795**	**0**	**12.795**
30.11	S. I. E.	156	0	156
30.13	Support participation foires et salons à l'étranger(2017)	1.200	0	1.200
30.13	Foires subsidiées (bonus PME)(2017)	1.000	0	1.000
30.15	F. C. E. (Fédérations)	770	0	770
30.16	Formation	0	0	0
30.19	Bureaux collectifs	90	0	90
30.20	Assistance prospection	1.150	0	1.150
30.22	Spécialistes Comm.Ext. + Design (2017)	350	0	350
30.19	Support de représentation hors UE (2017)	700	0	700
30.22	Support de consultance (2017)	500	0	500
30.20	Support de mobilité (2017)	1.500	0	1.500
30.23	Cartes de visite d'entreprises	700	0	700
30.23	Support de communication (2017)	800	0	800
30.29	Subventions diverses	259	0	259
30.29	*Incitants Financiers*	*3620*	*0*	*3620*
30.30	**Subventions - Programmes européens**	**0**	**0**	**0**
30.30	Interventions diverses	0	0	0
30.36	INTERREG III	0	0	0
34	**CONTRIBUTIONS**	**88**	**0**	**88**
34.10	**Opér. Économiques (Chbres de Comm. Étr.)**	88	0	88
34.20	**Organismes internationaux**			
34,21	ONUDI			
34.30	**Divers: contribution carbone Utilisation du Boni budgétaire**	0	0	0
	TOTAL DU PROGRAMME 3 - section I	**43.806**	**276**	**44.082**

PROGRAMME 5
TRANSFERTS

SECTION I

Article	Libellé	Budget 2017	1er ajustement	Budget Ajusté
51.21	**SOFINEX**	**0**	**0**	**0**
	Participation AWEX Pays émergents - Interventions directes Pm4.0 : Fonds des pays émergents	0	0	0
	TOTAL DU PROGRAMME 5 - SECTION II	**0**	**0**	**0**

AGENCE WALLONNE A L'EXPORTATION ET AUX INVESTISSEMENTS ETRANGERS

1er Ajustement du budget 2016

Note justificative

Le projet d'ajustement du budget 2017 de l'Agence wallonne à l'Exportation et aux Investissements étrangers est établi sur base des subventions inscrites au projet de décret contenant le premier feuilleton d'ajustement du budget de la Région wallonne pour 2017 qui se montent au total à 70,520 millions € se répartissant comme suit :

- a) subvention de fonctionnement de 59,320 millions € (55,160 millions € pour la branche du commerce extérieur et 4,160 millions € pour la branche des investissements étrangers) ;

- b) subvention pour le suivi du Plan Marshall 4.0 de 11 millions € (8,950 millions € pour la branche commerce extérieur et 2,050 millions € pour la branche investissements étrangers) ;

- c) subvention complémentaire pour le soutien de missions économiques spécifiques pour la branche du commerce extérieur à concurrence de 0,200 million €.

Pour rappel, le budget initial 2017 avait été établi en tenant compte d'une réduction de dépenses de 10 % (5% en 2015+3% en 2016 +2% en 2017) par rapport au budget initial de 2014.
Cette réduction était déterminée annuellement avec un « correctif inflation » pour les années 2015 et 2016.
Le correctif pour l'année 2017 fait l'objet d'une adaptation dans le cadre du premier feuilleton d'ajustement du budget 2017 de la Région wallonne et les subventions de fonctionnement octroyées à l'AWEx sont majorées d'un montant global de 485 milliers € par rapport au budget initial 2017.
Cette augmentation est répartie à concurrence de 452 milliers € pour la branche du Commerce extérieur et 33 milliers € pour la branche des investissements étrangers.

Cette évolution se présente comme suit :

Programme 09.10 - Commerce extérieur et investisseurs étrangers		**Budget initial 2017**		**Ajustement 2017**		**Budget ajusté 2017**	
Article de base	**Libellé**	**Crédits engagement CE**	**Crédits liquidation CL**	**Adaptation inflation (CE=CL)**	**Autre variation (CE=CL)**	**Crédits engagement CE**	**Crédits liquidation CL**
41 01 40	Subvention à l'AWEX pour la section "Investissements étrangers"	4.160	4.160	33	-	**4.193**	**4.193**
41 03 40	Dotation à l'AWEX	55.160	55.160	445	7	**55.612**	**55.612**

Les moyens supplémentaires de 485 milliers € sont intégrés dans l'ajustement du budget 2017 de l'AWEx aux articles budgétaires suivants :

- Ajustement des dépenses de personnel: + **209 milliers €, soit :**
    - AB 11.10 : indexation 6 mois des rémunérations du personnel tenant compte du franchissement du seuil pivot qui provoque une indexation de 2% sur 6 mois (juillet à décembre) : + 202 milliers € ;
    - AB 12.10 : la contrepartie de la dotation de 7 milliers € qui s'inscrit dans le cadre du Plan bien-être et qui sera dans un premier temps utilisé pour le démarrage de l'initiative par une formation nécessaire.
      Le surplus éventuel des crédits sera transféré vers des allocations convergentes avec l'utilisation des crédits.

- Ajustement des dépenses en faveur du réseau AEC : **+ 276 milliers €**
    - AB 12.91 du programme 3 : tenant compte de l'évolution des dépenses constatées dans les comptes 2015 et 2016, principalement liées à l'impact de change qui est durable et qui est ressenti principalement sur les frais fixes (Rémunérations et loyers), un crédit supplémentaire de 276 milliers € y est affecté.

III. COMPÉTENCES DE MME TILLIEUX, MINISTRE DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION

1er AJUSTEMENT DU BUDGET 2017 DE L'IFAPME

Document transmis au Cabinet de la Ministre le vendredi 9 juin 2017

I. Rétroactes

Le budget initial 2017 de l'IFAPME, a été approuvé par le Bureau du Comité de gestion lors de sa réunion du 14 octobre 2016, puis a été transmis au Cabinet de la Ministre de tutelle le 19 octobre 2016 en vue d'être annexé au décret budgétaire.

Le 16 février 2017 le Gouvernement wallon a adopté la circulaire budgétaire 2017/01 relative au contrôle budgétaire 2017 et l'élaboration du premier ajustement des budgets 2017 de la Région wallonne.

II. Circulaire budgétaire n° 2017/01 (pour rappel)

Cette circulaire rappelle en matière de Gouvernance budgétaire que :

> *« La Déclaration de Politique régionale 2014-2019 « Oser, innover, rassembler » prévoyait la mise en œuvre d'un ensemble de mesures destinées à resserrer le pilotage budgétaire de l'ensemble des administrations et des entités qui lui sont liées afin de s'inscrire dans une trajectoire de retour à l'équilibre budgétaire définie.*
> *Le Décret programme (…) du 11 décembre 2014 encadre juridiquement la concrétisation d'une série de mesures d'économies. »*

Pour la catégorie des organismes d'intérêt public (OIP) dont relève l'IFAPME, il est aussi rappelé que :

> *« Il y a lieu de tenir compte des dispositions des décrets-programme du 10 décembre 2009 (art. 3) et du 22 juillet 2010 (art. 14).*
> *Les subventions régionales 2017 aux organismes ne pourront pas être augmentées à l'ajustement, sauf décision du Gouvernement et application des nouveaux paramètres économiques.*
> *(…), les organismes de type 2* (comme l'IFAPME) *veilleront à limiter le recours à l'emprunt et aux réserves aux recours validés au niveau du budget initial des organismes concernés. »*

D'un point de vue **calendrier**, le Cabinet de la Ministre de tutelle demande la communication de la proposition de budget ajusté, pour le vendredi 10 mars 2017 au plus tard, de façon à pouvoir le transmettre auprès du Ministre du Budget, du Département du budget, de l'Inspection des finances et de la Cellule d'informations financières (CIF) pour le vendredi 24 mars 2017.

La circulaire rappelle par ailleurs que :

> *« les dispositions du décret du 15 décembre 2011 (*modifié par décret du 17 décembre 2015*) portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes (décret WBFIN) sont entrées en vigueur au 1er janvier 2017. »*

III. Paramètres macroéconomiques

Les paramètres retenus par la circulaire sont issus du Budget économique du 9 février 2017 du Bureau fédéral du Plan, comparativement aux paramètres retenus pour l'élaboration du budget initial 2017 (Budget économique de septembre 2016).

En %	Ajusté 2016	2017 initial (1)		2017 ajusté (2)	
	2016	2016	2017	2016	2017
Croissance du PIB	1,2	1,4	1,2	1,2	1,4
Indice des prix à la consommation	1,7	2,0	1,6	2,0	2,1
Indice santé	1,8	2,1	1,4	2,1	1,8

Sources : (1) : BE de septembre 2016 ; (2) : BE de février 2017.

Selon les prévisions mensuelles de "l'indice santé" du Bureau du Plan, le prochain dépassement de l'indice pivot (qui s'élève actuellement à 103,04) par l'indice santé lissé (tel que défini dans la loi du 23/04/2015 concernant la promotion de l'emploi, Moniteur belge du 27/04/2015) devrait se produire en mai 2017.
Par conséquent, les salaires dans la fonction publique seraient adaptés au coût de la vie, en d'autres termes augmentés de **2% en juillet 2017**. Lors de l'élaboration du budget initial 2017, cette augmentation de 2 % n'était prévue qu'à partir du mois d'octobre 2017.

Les deux principales dotations (AB 41.05 'Activités de l'IFAPME' et AB 41.06 'Activités de formation') peuvent donc être actualisées pour prendre en compte les variations :

- de l'indexation 2016 par rapport à la prévision utilisée lors de l'ajustement du budget 2016 (variation de 1,7 à 2,0 %) ;
- de l'indexation 2017 passant d'une prévision de 1,6 % lors de l'élaboration du budget 2017 initial à une prévision actuelle de 2,1 %.

L'application des nouveaux paramètres macroéconomiques conduit à modifier les deux principales dotations (AB 41.05 'Activités de l'IFAPME' et AB 41.06 'Activités de formation') de respectivement **168 k€** (augmentation de 1,04 %) et **215 k€** (augmentation de 0,73 %), soit un total de **383 k€.**

Au niveau des dépenses, l'ajustement prend en compte une prévision d'un saut d'index de 2 % plus rapide que prévu (à partir du mois de juillet 2017 au lieu du mois d'octobre 2017) induisant une augmentation des frais de fonctionnement (loyers notamment), des rémunérations du personnel de l'IFAPME et des Formateurs payés en tiers payant (tant les formateurs permanents que les vacataires), à partir de juillet 2017, soit un augmentation de 2 % x 3/12 mois = 0,5 %. L'impact serait ainsi de l'ordre de 244 k€.

	2017 initial	*index 0,50%*
Fonctionnement	3.760.000	*19.000*
Personnel	22.781.000	*114.000*
Formateurs	26.091.000	*130.000*
Subventions	10.639.000	*0*
	59.511.000	*244.000*

IV. Programme justificatif des dépenses

1. Activités de l'IFAPME (tableau 2)

Cela couvre pour l'essentiel les dépenses liées au personnel de l'IFAPME ainsi que les dépenses dues à des tiers pour prestations, services et fournitures couvrant notamment les frais de fonctionnement et d'hébergement des différents services.

Le montant complémentaire de 370 000 € couvre les réalités suivantes :

- L'impact de l'adaptation aux paramètres économiques est de 168.000 €
  - 54 k€ pour les frais de fonctionnement
  - 114 k€ pour les frais de personnel.
- La mise en oeuvre du plan bien-être pour un montant de 6.000 €
- Des moyens additionnels de 196.000 € pour
  - Renforcer le budget communication de 70.000 € afin d'anticiper les besoins de communication liés à la mise en œuvre de projets retenus dans le cadre du futur Contrat de gestion.
  - Compléter le budget I.T. et développer des applications informatiques transversales au Réseau IFAPME, pour un montant de 90.000 €.
  - Renforcer le poste rétributions de tiers qui couvre les honoraires de prestataires externes qui assistent le service juridique, le service infrastructures, la DRH, pour un montant de 36.000 €.

2. Activités de Formation (tableau 3)

Ce tableau couvre les frais d'organisation des formations (rémunération des formateurs, subventions aux centres, frais d'équipements, plan de communication, intervention dans les frais de déplacement des apprentis, etc.), ainsi que l'intervention de l'IFAPME dans différents partenariats.

Le montant complémentaire de 411.000 € couvre les réalités suivantes :

- L'impact de l'adaptation aux paramètres économiques est de 215.000 €
  - 85 k€ pour les subventions accordées aux centres.
  - 130 k€ pour les frais de formateur.
- Des moyens additionnels de 196.000 € pour
  - Compléter sur l'année 2017 de 46.000 € le subventionnement de l'apprentissage suite au surcoût de certaines actions liées à la mise en œuvre de certains référentiels SFMQ (épreuves UAA et heures de cours additionnelles, frais de matières premières, etc…) aux épreuves pratiques sectorielles et de fin de formation et à des actions de formations et d'accompagnement mises en œuvre dans les Centres suite à l'accueil des candidats à l'alternance.
  - Subventionner à hauteur de 150.000 € un renforcement limité à l'année 2017 du cadre administratif des Centres pour l'accueil des candnaits et l'encodage des données et des horaires dans les nouvelles applications. Cette demande avait été exprimée par tous les Centres lors des réunions des conventions bilatérales et réitérées lors de réunions du Conseil du Réseau qui réunissent le management de l'Institut et des Centres.

V. Tableaux budgétaires

Les tableaux constituant le projet de budget ajusté est repris en annexe comme suit :

- Tableau 1 : Tableau des recettes (synthèse du budget)
- Tableau 2 : Dépenses – Activités de l'IFAPME
- Tableau 3 : Dépenses – Activités de formation
- Tableau 4 : Dépenses d'investissements

Les tableaux reprennent les dépenses, tous financements confondus : dotations structurelles, PM 4.0, FSE, etc. Le bas de chaque tableau ventile les dépenses par financement.

VI. Tableau des dotations de la RW (1er ajustement 2017)

Moyens budgétaires	Tit.	DO	Prog.	A.B.	cnd	R	(en milliers EUR)			
					cd	I	MA		MP	
						E				
					cv	P	2017 in	2017 aj	2017 in	2017 aj
Subventions pour activités de l'IFAPME	I	18	24	41.05.40	cd		16.178	16.548	16.178	16 548
Subventions pour activités de formation (IFAPME)	I	18	24	41.06.40	cd		29.259	29 670	29.259	29.670
Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	18	24	41.07.40	cd		2.096	2.096	2.096	2.096
(Supprimé) Développement des Filières en alternances et des Stages professionnalisants (Marshall 2.vert – axe 1.3)	I	18	24	41.08.40	cd		0	0	0	0
(Supprimé) Subvention pour Juniors Indépendants	I	18	24	41.13.40	cd		0	0	0	0
Subventions en vue de promouvoir la sensibilisation et la formation à la création d'entreprises	I	18	24	41.14.40	cd		0	0	0	0
(Modifié) Marshall 4.0 – Axe I. 1.2- Harmoniser le statut des apprenants en alternance et soutien à leur encadrement en entreprise (IFAPME)	I	18	24	41.20.40	cd		6.051	6.051	6.051	6.051
Bonus de démarrage et de stage – Frais de personnel et de fonctionnement	I	18	24	41.21.40	cd		392	392	392	392
Contrat d'apprentissage industriel - Frais de personnel et de fonctionnement	I	18	24	41.22.40	cd		306	306	306	306
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.1 - Formations Tutorat (IFAPME)	I	18	24	41.39.40			104	104	104	104
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.2 - Encadrement de la formation en alternance (IFAPME)	I	18	24	41.40.40			2.144	2.144	2.144	2.144
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.3 - Validation des compétences (IFAPME – CVDC)	I	18	24	41.41.40			200	200	200	200
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.4 - Expériences pilotes de certification équivalente IFAPME – enseignement	I	18	24	41.42.40			286	286	286	286
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.5 - Formation et encadrement dans les centres de formation en alternance (IFAPME)	I	18	24	41.43.40			2.881	2.881	2.881	2.881
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.1.7 - Expériences pilotes alternance – enseignement supérieur (IFAPME)	I	18	24	41.44.40			113	113	113	113
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.2.1 - Dispositif d'orientation tout au long de la vie (IFAPME)	I	18	24	41.45.40			272	272	272	272
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe IV.1.1 - Formations alliance Emploi-Environnement (IFAPME)	I	18	24	41.46.40			850	850	850	850
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe V.1.1 - Formations – transition numérique (IFAPME)	I	18	24	41.47.40			1061	1.061	1061	1061
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.4.1 - Plan Langues (IFAPME)	I	18	24	41.48.40			108	108	108	108
(Nouveau) Marshall 4.0 – Axe I.3 – Actualiser l'équipement des centres de formation (IFAPME)	II	18	24	01 01 00			0	0	0	0
Subvention à l'IFAPME pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	18	24	61.02.41	cd	I	3.140	3.140	3.140	3.140
Subvention pour constructions d'infrastructures dédicacées à la gestion des compétences vertes	II	18	24	61.03.41	cd	I	0	0	0	0
TOTAL							**65.441**	**66.222**	**65.441**	**66.222**

L'application des nouveaux paramètres macroéconomiques et la détermination de nouveaux besoins conduisent à modifier les deux principales dotations (AB 41.05 'Activités de l'IFAPME' et AB 41.06 'Activités de formation') de respectivement **370 k€** (augmentation de 2,29 %) et **411 k€** (augmentation de 1,40 %), soit un total de **781 k€.**

Annexes : tableaux budgétaires

TABLEAU 1			TABLEAU DES RECETTES						0,00%
CODE SEC	Art.		RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2016 initial	Budget 2017 initial	Budget 2017 ajusté	Ecart B17aj - B17in	Ecart abs.
	736		**Région wallonne - Prog. 24**						
46.10		736005	AB 41/05 Activités de l'Institut	*41.05*	15.958.000	16.178.000	16.548.000	370.000	102,29%
46.10		736006	AB 41/06 Activités de formation	*41.06*	28.756.000	29.259.000	29.670.000	411.000	101,40%
46.10		736007	AB 41/07 Politiques Contrat de gestion	*41.07*	1.096.000	2.096.000	2.096.000	0	100,00%
46.10		736008	AB 41/08 PM.2022 - Alternance	*41.08*	0	0	0		
46.10		736013	AB 41/13 Juniors indépendants	*41.13*	0	0	0		
46.10		736015	Bonus démarrage / de stage	41.20	5.949.000	6.051.000	6.051.000	0	100,00%
46.10		736016	Personnel et Fonct. (bonus)	41.21	357.000	392.000	392.000	0	100,00%
46.10		736017	Personnel et Fonct. (Contrat app. industriel)	41.22	299.000	306.000	306.000	0	100,00%
		736018	PM 4.0 – Axe I.1.1 - Formations Tutorat	41.39	104.000	104.000	104.000	0	100,00%
		736019	PM 4.0 – Axe I.1.2 - Alternance	41.40	2.144.000	2.144.000	2.144.000	0	100,00%
		736020	PM 4.0 – Axe I.1.3 - Validation cptces	41.41	200.000	200.000	200.000	0	100,00%
		736021	PM 4.0 – Axe I.1.4 - Pilotes certification	41.42	213.000	286.000	286.000	0	100,00%
		736022	PM 4.0 – Axe I.1.5 - Formation	41.43	3.035.000	2.881.000	2.881.000	0	100,00%
		736023	PM 4.0 – Axe I.1.7 - Pilotes alt ens sup	41.44	32.000	113.000	113.000	0	100,00%
		736024	PM 4.0 – Axe I.2.1 - Dispositif d'orientation	41.45	272.000	272.000	272.000	0	100,00%
		736025	PM 4.0 – Axe IV.1.1 - F° alliance EE	41.46	0	850.000	850.000	0	100,00%
		736026	PM 4.0 – Axe V.1.1 - F° trans° numérique	41.47	0	1.061.000	1.061.000	0	100,00%
		736027	PM 4.0 – Axe I.4.1 - Plan Langues	41.48	0	108.000	108.000	0	100,00%
			Programme 24 - Dépenses courantes		***58.415.000***	***62.301.000***	***63.082.000***	***781.000***	101,25%
66.10		736020	(Nouveau) PM 4.0 – Axe I.3 – Actualiser l'équipement des centres de formation	*61.01*	0	0	0		
66.10		736021	AB 61/02 Investissements	*61.02*	3.140.000	3.140.000	3.140.000	0	100,00%
		736022	AB 61/03 Infrastructures GCVertes	*61.03*	0	0	0		
			Programme 24 - TOTAL		***61.555.000***	***65.441.000***	***66.222.000***	***781.000***	101,19%
	736		**Financement FSE et FEDER**						
39.10		736100	FSE Convergence	FSE					
39.10		736200	FSE Compétitivité	FSE					
39.10			FSE recettes excercice 2014	FSE					
		736200	FSE Garantie Jeunesse (IEJ)	FSE	6.850.000	7.143.000	7.143.000	0	100,00%
		736200	FSE IDEALI Transition	FSE	828.000	841.000	841.000	0	100,00%
		736200	FSE IDEALI BW	FSE	106.000	107.000	107.000	0	100,00%
		736200	FSE Construction Transition	FSE	778.000	781.000	781.000	0	100,00%
		736200	FSE Construction BW	FSE	60.000	60.000	60.000	0	100,00%
		736200	Validation cptces RW	FSE	93.000	86.000	86.000	0	100,00%
		736200	Validation cptces BW	FSE	11.000	0	0		
		736200	Formaform	FSE	276.000	197.000	197.000	0	100,00%
39.10		736420	Autres (Leonardo - Interreg - Erasmus …)	ERASMUS	55.000	59.000	59.000	0	100,00%
			FEDER - projets agréés	FEDER	2.586.000	3.670.000	3.670.000	0	100,00%
			Fonds structurels européens		***11.643.000***	***12.944.000***	***12.944.000***	***0***	100,00%
	736		**Autres recettes (affectées)**						
46.40			Conventions CEFO (FOREM Conseil)	CEFO	635.000	675.000	675.000	0	100,00%
46.40			Conventions CEFO (FOREM CR)	CEFO	310.000	269.000	269.000	0	100,00%
46.40			Conventions FOREM Conseil PTP	AR	600.000	750.000	750.000	0	100,00%
46.40			Conventions FOREM Conseil Non marchand	AR	240.000	240.000	240.000	0	100,00%
46.10			Subventions Relations internationales	AR	0	0	0		
46.40			Subv. DGO4 - Adaptabilité	AR	125.000	0	0		
46.10			Subv. DGO4 - Performance énergétique	AR	0	0	0		
46.10			FFC	AR	50.000	50.000	50.000	0	100,00%
			Divers / secteurs professionnels	AR	50.000	50.000	50.000	0	100,00%
			Autres recettes		***2.010.000***	***2.034.000***	***2.034.000***	***0***	100,00%
	736		**Recettes propres**						
			Recettes diverses	AR	0	0	0		
			Recettes pr compte de tiers	AR	150.000	150.000	150.000	0	100,00%
			Recettes de refacturation RH	AR	232.000	176.000	176.000	0	100,00%
16.10		747300	Centres - refact Formateurs 1/3 P	AR	750.000	750.000	750.000	0	100,00%
			Recettes propres		***1.132.000***	***1.076.000***	***1.076.000***	***0***	100,00%
			RECETTES TOTALES		**76.340.000**	**81.495.000**	**82.276.000**	**781.000**	100,96%
			TOTAL dépenses	**Tot**	**76.340.000**	**81.495.000**	**82.276.000**	**781.000**	100,96%
			RESULTAT budgétaire	**Tot**	**0**	**0**	**0**		
			Crédits reportés						
08.10			REPORTS pour infrastructure		0	0	0	0	
08.10			REPORTS pour activités de formation		0	0	0	0	
08.10			REPORTS pour activités de l'IFAPME		0	0	0	0	
			Crédits reportés d'années antérieures		**0**	**0**	**0**	**0**	
			RESULTAT (avec crédits reportés)	**Tot**	**0**	**0**	**0**	**0**	

TABLEAU 2		Dépenses ACTIVITES DE L'IFAPME						
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2016 initial	Budget 2017 initial	Budget 2017 ajusté	Ecart B17aj - B17in	Ecart abs.
	61.	**SERVICES ET BIENS DIVERS**						
12.12	610	Locations et locaux		520.000	520.000	525.000	5.000	100,96%
					0			
12.11	611	Entretiens et leasing		525.000	480.000	497.000	17.000	103,54%
12.11	612	Fournitures		1.234.000	1.076.000	1.085.000	9.000	100,84%
12.11	613	Communication / frais de réunions		150.000	145.000	215.000	70.000	148,28%
12.11	614	Assurances (incendie, vol, ...)		20.000	25.000	25.000	0	100,00%
12.11	615	Rétribution de tiers		741.000	800.000	841.000	41.000	105,13%
12.11	616	Déplacement et missions		445.000	464.000	470.000	6.000	101,29%
12.11	618	Comité de gestion et GT		72.000	72.000	72.000	0	100,00%
12.11	619.0	Matériel & mobilier non amort.		155.000	145.000	237.000	92.000	163,45%
72.-74.	619.1	Immobilisés		0	0	0		
12.50	640	Charges fiscales d'exploitation		20.000	25.000	25.000	0	100,00%
12.11	650	Charges financières		8.000	8.000	8.000	0	100,00%
TOT	61	Services et biens divers		*3.890.000*	*3.760.000*	*4.000.000*	240.000	106,38%
	62.	**PERSONNEL**						
11.00	620	Personnel (ttes charges comprises)		20.721.000	21.959.000	22.073.000	114.000	100,52%
11.40	623	Autres frais de personnel		795.000	822.000	838.000	16.000	101,95%
TOT	62	Personnel		21.516.000	22.781.000	22.911.000	130.000	100,57%
AB 41.05		Activités de l'IFAPME	41.05	15.470.000	15.760.000	16.130.000	370.000	102,35%
AB 41.06		Activités de formation	41.06	236.000	236.000	236.000	0	100,00%
AB 41.07		Activités de l'IFAPME	41.07	386.000	595.000	595.000	0	100,00%
AB 41.08		Plan Marshall PM 4.0	41.08	0	0	0		
AB 41.20		Incitant opérateur	41.20	0	0	0	0	
AB 41.21		Tft Compétences - Fonctionnement	41.21	357.000	392.000	392.000	0	100,00%
AB 41.22		Tft Compétences - Fonctionnement	41.22	299.000	306.000	306.000	0	100,00%
AB 41.39		Personnel PM 4.0 - Tutorat	41.39	64.000	68.000	68.000	0	100,00%
AB 41.40		Personnel PM 4.0 - Alternance	41.40	2.144.000	2.144.000	2.144.000	0	100,00%
AB 41.41		Personnel PM 4.0 - CvDC	41.41	49.000	43.000	43.000	0	100,00%
AB 41.42		Personnel PM 4.0 - Certification	41.42	55.000	0	0		
AB 41.43		Personnel PM 4.0 - Formation	41.43	269.000	315.000	315.000	0	100,00%
AB 41.45		Personnel PM 4.0 - Orientation	41.45	0	61.000	61.000	0	100,00%
AB 41.46		Personnel PM 4.0 - Allance EE Rénovation bâti	41.46	0	115.000	115.000	0	100,00%
AB 41.47		Personnel PM 4.0 - Transition numérique	41.47	0	70.000	70.000	0	100,00%
CEFO		FOREM - CEFO	CEFO	945.000	944.000	944.000	0	100,00%
ERASMUS		Personnel sur ERASMUS	ERASMUS	55.000	59.000	59.000	0	100,00%
AR		Dépenses pr compte de tiers	AR	382.000	326.000	326.000	0	100,00%
FSE		Activités de l'IFAPME	FSE	4.695.000	5.107.000	5.107.000	0	100,00%
TOTAL dépenses			Tot	25.406.000	26.541.000	26.911.000	370.000	101,39%

TABLEAU 3		RW 41.06 - ACTIVITES DE FORMATION						
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2016 initial	Budget 2017 initial	Budget 2017 ajusté	Ecart B17aj - B17in	Ecart abs.
11.00	620	Personnel (ttes charges comprises)		p.m.	p.m.	p.m.	p.m.	
33.00	644	Subventions aux centres		9.405.000	10.639.000	10.920.000	281.000	102,64%
33.00	645	Infra & Equipements des centres		420.000	704.000	704.000	0	100,00%
33.00	646	Paiement à des tiers		6.329.000	6.750.000	6.750.000	0	100,00%
12.11	6465	Promotion formation en alternance		472.000	380.000	380.000	0	100,00%
33.00	647	Formateurs réseau IFAPME		24.848.000	26.091.000	26.221.000	130.000	100,50%
33.00	648	Conventions et partenariats		3.046.000	2.762.000	2.762.000	0	100,00%
AB 41.06		Activités de Formation	41.06	28.320.000	28.623.000	29.034.000	411.000	101,44%
AB 41.07		Activités de Formation	41.07	710.000	1.501.000	1.501.000	0	100,00%
AB 41.08		Plan Marshall PM 4.0	41.08	0	0	0		
AB 41.13		Juniors indépendants	41.13	0	0	0		
AB 41.20		Tft compétences - BONUS	41.20	5.949.000	6.051.000	6.051.000	0	100,00%
AB 41.39		PM 4.0 - Tutorat	41.39	40.000	36.000	36.000	0	100,00%
AB 41.40		PM 4.0 - Alternance	41.40	0	0	0		
AB 41.41		PM 4.0 - CvDC	41.41	151.000	157.000	157.000	0	100,00%
AB 41.42		PM 4.0 - Certification	41.42	158.000	286.000	286.000	0	100,00%
AB 41.43		PM 4.0 - Formation	41.43	2.766.000	2.566.000	2.566.000	0	100,00%
AB 41.44		PM 4.0 - Exp. pilote ens. Sup.	41.44	32.000	113.000	113.000	0	100,00%
AB 41.45		PM 4.0 - Orientation	41.45	272.000	211.000	211.000	0	100,00%
AB 41.46		PM 4.0 - Alliance EE - Rénov bâti	41.46	0	735.000	735.000	0	100,00%
AB 41.47		PM 4.0 - Compétences numériques	41.47	0	991.000	991.000	0	100,00%
AB 41.48		PM 4.0 - Plan Langues	41.48	0	108.000	108.000	0	100,00%
AR		Dépenses sur autres recettes	AR	1.815.000	1.840.000	1.840.000	0	100,00%
FSE		Activités de Formation	FSE	4.307.000	4.108.000	4.108.000	0	100,00%
REPORT		Activités de Formation	Report	0	0	0		
TOTAL dépenses				44.520.000	47.326.000	47.737.000	411.000	100,87%

TABLEAU 4		INVESTISSEMENTS CENTRES						
CODE SEC	ART.	RUBRIQUE	BGT REC	Budget 2016 initial	Budget 2017 initial	Budget 2017 ajusté	Ecart B17aj - B17in	Ecart abs.
	631	**Biens immobiliers pour IFAPME**		**1.408.000**	**1.113.000**	**1.113.000**	**0**	
	6310	Acquisitions - Terrains		0	0	0		
					0			
	6311	Constructions - Travaux IFAPME		725.000	230.000	230.000	0	
	6312	Equipements IFAPME		683.000	883.000	883.000	0	
72.00	**633**	**Constructions & Eqts CENTRES**		**5.006.000**	**6.515.000**	**6.515.000**	**0**	
72.00	**633**	**Transformat° - installat° - Equipements**		**0**	**0**	**0**		
AB 61.02		**Investissements centres**	**61.02**	**3.140.000**	**3.140.000**	**3.140.000**	**0**	
AB 61.02		**Investissements s/ reports**	**61.02R**	**0**	**0**	**0**		
AB 61.03		**Infrastructures GCVertes (MP)**	**61.03**	**0**	**0**	**0**		
AB 4105		**Activités IFAPME**	**41.05**	**488.000**	**418.000**	**418.000**	**0**	
AB 4106		**Activités de formation**	**41.06**	**200.000**	**400.000**	**400.000**	**0**	
Reprise SC		**Investissements centres**	**Reprise SC**	**0**	**0**	**0**		
FSE		**Investissements sur FSE**	**FSE**	**0**	**0**	**0**		
Feder		**Investissements centres**	**Feder**	**2.586.000**	**3.670.000**	**3.670.000**	**0**	
		TOTAL dépenses	**Tot**	**6.414.000**	**7.628.000**	**7.628.000**	**0**	

OFFA Budget 2017 ajusté CA 23/05/17 et adapté (dotation wallonne+2000 et prestations informatiques+2000)

		BUDGET INITIAL 2017 approuvé le 25/10/16		PROJET BUDGET AJUSTE MAI 2017		DIFFERENCE Bt ajusté 2017 - Projet Bt initial
RECETTES						
740001	DOTATION COCOF	70.500,00			70.500,00 €	- €
740002	DOTATION COMMUNAUTE FRANCAISE	117.500,00			117.500,00 €	- €
740003	DOTATION REGION WALLONNE	282.000,00			284.000,00 €	2.000,00 €
740005	SUBVENTION SPW PROJET OUTIL CARTO (20.000,00€)				19.030,00 €	19.030,00 €
740004	CONVENTION ACTIRIS GARANTIE JEUNESSE	**30.000,00**			34.500,00 €	4.500,00 €
744000	RECUPERATION FRAIS GSM DEPASSEMENT					
749000	LIQUIDATION SYSFAL					
Produits Financiers						
751000	INTERETS CREDITEURS					
753000	SUBSIDE EN CAPITAL (voir amort de l'ex.)					
		0,00				
TOTAL DES RECETTES		**500.000,00**			**525.530,00 €**	**25.530,00 €**
CHARGES						
		ENGAGEMENT	LIQUIDATION	ENGAGEMEN	LIQUIDATION	
1.Rémunérations et charges sociales						
620100	PERSONNEL DE DIRECTION	148.325,00	148.325,00	126.500,00 €	126.500,00 €	- 21.825,00 €
620200	BRUT EMPLOYES	85.900,00	85.900,00	91.900,00 €	91.900,00 €	6.000,00 €
620201	BRUT EMPLOYE JURISTE	53.400,00	53.400,00	32.600,00 €	32.600,00 €	- 20.800,00 €
620400	RENUMERATION BRUT STAGIAIRE			15.000,00 €	15.000,00 €	15.000,00 €
611200	ONSS PATRONALE EMPLOYES (31% du brut)			- €	- €	- €
623000	AUTRES FRAIS DU PERSONNEL	300,00	300,00	1.200,00 €	1.200,00 €	900,00 €
623001	ACCIDENTS DU TRAVAIL ASSURANCE	500,00	500,00	500,00 €	500,00 €	- €
623002	EXTRA LEGALE ACCIDENTS	1.500,00	1.500,00	1.500,00 €	1.500,00 €	- €
623006	ACHATS DE CHEQUES REPAS (6,6 €)*	6.500,00	6.500,00	7.000,00 €	7.000,00 €	500,00 €
620101	RECUPERATION CHEQUES REPAS (1,24 €/chq)*	-1.200,00	-1.200,00	- 1.300,00 €	- 1.300,00 €	- 100,00 €
624001	FRAIS DE CAFETARIA (RECLASSE EN 61)					
625000	PROVISION PECULES VACANCES/régularisation	0,00	0,00	20.325,00 €	20.325,00 €	20.325,00 €
625100	REPRISE PROVISION PECULES DE VACANCES					- €
625100	PRIME FIN D'ANNEE	0,00	0,00			- €
						- €
TOTAL RENUMERATIONS ET CHARGES SOCIALES		**295.225,00**	**295.225,00**	**295.225,00 €**	**295.225,00 €**	**- €**
2. Services et biens divers						
		ENGAGEMEN	LIQUIDATION	ENGAGEMEN	LIQUIDATION	
610102	ENTRETIEN MATERIEL ROULANT			- €	- €	- €
610103	ENTRETIENS BUREAUX	14.500,00	14.500,00	14.500,00 €	14.500,00 €	- €
610105	ENLEVEMENT EMCOMBRANTS			500,00 €	500,00 €	500,00 €
610104	ENTRETIEN -NETTOYAGE PC-TELEPHONE	1.500,00	1.500,00	- €	- €	- 1.500,00 €
610106	CHARGES LOCATIVES	32.500,00	32.500,00	30.000,00 €	30.000,00 €	- 2.500,00 €
610107	LOYER HERMANN DEBROUX (avec lissage)	76.000,00	76.000,00	70.000,00 €	70.000,00 €	- 6.000,00 €
611202	PETIT MOBILIER DE BUREAU			- €	- €	- €
610203	CONTRATS ENTRETIEN MAT INFOR (COPIEU, CENTRALE TELEPHONIQUE)	4.500,00	4.500,00	4.500,00 €	4.500,00 €	- €
611000	FOURNITURES DE BUREAU	500,00	500,00	2.500,00 €	2.500,00 €	2.000,00 €
611001	COTISATIONS PROF. - CONFERENCES	700,00	700,00	500,00 €	500,00 €	- 200,00 €
611100	LIVRES, PROSPECTUS, DOCUMENTATIONS	0,00	0,00	200,00 €	200,00 €	200,00 €
611200	PETIT MATERIEL DIVERS	1.200,00	1.200,00	1.000,00 €	1.000,00 €	- 200,00 €
611201	PRESTATIONS INFORMATIQUES	0,00	0,00	7.000,00 €	7.000,00 €	7.000,00 €
611203	FRAIS LOGICIEL COMPTABILITE	300,00	300,00	1.200,00 €	1.200,00 €	900,00 €
611205	SITE WEB	0,00	0,00	- €	- €	- €
611700	FRAIS D ELECTRICITE	3.000,00	3.000,00	3.000,00 €	3.000,00 €	- €
612101	FRAIS D IMPRIMES - ABONNEMENTS JOURNAUX	0,00	0,00	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €

		BUDGET INITIAL 2017 approuvé le 25/10/16		PROJET BUDGET AJUSTE MAI 2017		DIFFERENCE Bt ajusté 2017 - Projet Bt initial
613000	ASSURANCE INCENDIE	250,00	250,00	250,00 €	250,00 €	- €
613100	ASSURANCE VOL	250,00	250,00	250,00 €	250,00 €	- €
613110	ASSURANCE DIVERS	500,00	500,00	350,00 €	350,00 €	- 150,00 €
613111	ASSURANCE AUTO DM MISSIONS	800,00	800,00	1.080,00 €	1.080,00 €	280,00 €
613120	ASSURANCE RC ADMINISTRATEURS	1.250,00	1.250,00	1.210,00 €	1.210,00 €	- 40,00 €
613001	ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE			200,00 €	200,00 €	200,00 €
613130	ASSURANCE TOUS RISQUES INFORMATIQUES	250,00	250,00	160,00 €	160,00 €	- 90,00 €
615602	FRAIS GESTION UCM	2.500,00	2.500,00	2.500,00 €	2.500,00 €	- €
615615	HONORAIRES EXPERTISE COMPTABLE (+ ADAPTATION COMPTA BUDGET)	5.000,00	5.000,00	3.700,00 €	3.700,00 €	- 1.300,00 €
615700	HONORAIRES AVOCATS	0,00	0,00	2.000,00 €	2.000,00 €	2.000,00 €
615800	HONORAIRES REVISORAT	3.630,00	3.630,00	3.700,00 €	3.700,00 €	70,00 €
616000	FRAIS DE POSTE	2.800,00	2.800,00	2.000,00 €	2.000,00 €	- 800,00 €
616001	FRAIS DE COLIS EXPRESS	0,00	0,00	- €	- €	- €
616200	FRAIS DE GSM (6)	0,00	0,00	1.500,00 €	1.500,00 €	1.500,00 €
616201	TELEPHONE FIXE+ INTERNET	1.635,00	1.635,00	11.000,00 €	11.000,00 €	9.365,00 €
616202	FRAIS INTERNET			- €	- €	- €
616204	FRAIS DE DOMAINE (OVH)			150,00 €	150,00 €	150,00 €
616600	FRAIS DE DEPLACEMENTS(KM) (4 pers)	7.000,00	7.000,00	5.000,00 €	5.000,00 €	- 2.000,00 €
616601	FRAIS TRAIN-TRAM-TAXIS	2.000,00	2.000,00	2.000,00 €	2.000,00 €	- €
616602	HONORAIRES CHEQUES REPAS	600,00	600,00	1.000,00 €	1.000,00 €	400,00 €
616603	FRAIS DE PARKING			100,00 €	100,00 €	100,00 €
616610	LEASING VOITURE + CARBURANT	12.000,00	12.000,00	11.000,00 €	11.000,00 €	- 1.000,00 €
616700	FRAIS SANDWICHS REUNIONS	1.000,00	1.000,00	500,00 €	500,00 €	- 500,00 €
624001	FRAIS CAFETARIA (REUNIONS & PERSONNEL) RECLASS (	3.500,00	3.500,00	2.600,00 €	2.600,00 €	- 900,00 €
616720	FRAIS REPAS D'EQUIPE	1.000,00	1.000,00	1.000,00 €	1.000,00 €	- €
616800	FRAIS DE REPRESENTATION	750,00	750,00	500,00 €	500,00 €	- 250,00 €
616802	FRAIS SEJOUR ETRANGER (forfait)	1.000,00	1.000,00	1.000,00 €	1.000,00 €	- €
616850	FRAIS FORMATION PERSONNEL	2.000,00	2.000,00	2.000,00 €	2.000,00 €	- €
616860	FRAIS PHARMACIE	200,00	200,00	250,00 €	250,00 €	50,00 €
616900	ACTIVITE PROMOTION	0,00	0,00	11.445,00 €	11.445,00 €	11.445,00 €
616901	FRAIS EVENEMENT ALT&JOB - SPONSORING			5.000,00 €	5.000,00 €	5.000,00 €
616715	FRAIS RECEPTION NOUVEL AN CA			500,00 €	500,00 €	500,00 €
618001	INDEMNITES PRESIDENT/VICE PRES	0,00	0,00	- €	- €	- €
618002	REMUNERATION DES COMMISSAIRES	0,00	0,00	- €	- €	- €
618003	FRAIS DEPLACEMENTS ADMINISTRATEURS	0,00	0,00	- €	- €	- €
618004	JETONS DE PRESENCES ADMINITRATEURS (18000)	PM	PM	- €	- €	- €
618100	PROVISION INASTI S/ REMUS DIRIGEANTS(23%) (4500)	PM	PM	- €	- €	- €
619400	CADEAUX ET FLEURS	200,00	200,00	500,00 €	500,00 €	300,00 €
TOTAL SERVICES - BIEN DIVERS		**184.815,00**	**184.815,00**	**211.345,00 €**	**211.345,00 €**	**26.530,00 €**
3. Autres charges de fonctionnement et Taxes						
		ENGAGEMENT	**LIQUIDATION**	**ENGAGEMEN**	**LIQUIDATION**	
640001	PRECOMPTE IMMOBILIER	11.000,00	11.000,00	10.000,00 €	10.000,00 €	- 1.000,00 €
640002	TAXES REGIONALES	4.250,00	4.250,00	4.250,00 €	4.250,00 €	- €
640004	TAXE EMPLACEMENTS DE PARKING	360,00	360,00	360,00 €	360,00 €	- €
640005	TAXES COMMUNALES	3.850,00	3.850,00	3.850,00 €	3.850,00 €	- €
640003	ENREGISTREMENT DU BAIL	0,00	0,00	- €	- €	- €
TOTAL AUTRES CHARGES DE FONCTIONNEMENT ET TAX		**19.460,00**	**19.460,00**	**18.460,00**	**18.460,00 €**	**- 1.000,00 €**
4. Charges financières						
		ENGAGEMENT	**LIQUIDATION**	**ENGAGEMEN**	**LIQUIDATION**	
658000	FRAIS DE BANQUE	500,00	500,00	500,00 €	500,00 €	- €
650300	INTERETS DE RETARD ET INTERETS PORTE EN COMPTE PAR FOURNISSEUR					
TOTAL CHARGES FINANCIERES		500,00	500,00	**500,00 €**	**500,00 €**	**- €**
TOTAL CHARGES hors investissements		**500.000,00**	**500.000,00**	**525.530,00 €**	**525.530,00 €**	**25.530,00 €**

		BUDGET INITIAL 2017 approuvé le 25/10/16		PROJET BUDGET AJUSTE MAI 2017		DIFFERENCE Bt ajusté 2017 - Projet Bt initial
Dépenses extraordinaires d'investissement et frais						
Financement par compte de réserve						
240000	MOBILIER ET MATERIEL DE BUREAU	3.000,00	3.000,00	2.000,00 €	2.000,00 €	1.000,00 €
	MATERIEL CANTINE (FRIGO, BOUILLOIRE)			1.000,00 €	1.000,00 €	- 1.000,00 €
240001	ACHAT MATERIEL INFORMATIQUE ET EXPERTISE	5.000,00	5.000,00	5.000,00 €	5.000,00 €	- €
240001	ACHAT MATERIEL TELEPHONIQUE ET FRAIS	5.465,00	5.465,00	3.465,00 €	3.465,00 €	2.000,00 €
611205	SITE WEB + PROMOTION (document 1.500, imprimés 2.500, Promotion 3.670, Poste 2.200)	19.870,00	19.870,00	19.870,00 €	19.870,00 €	- €
TOTAL DEPENSES INVESTISSEMENTS		**33.335,00**	**33.335,00**	**31.335,00**	**31.335,00 €**	**2.000,00 €**

RESUME DE NOTE AU COMITE DE GESTION

Date séance : 27.06.2017	N° dans l'ordre du jour : B 1	Réf. document : 17.0401 CG
Passage prévu au Comité stratégique ? ☒ oui ☐ non		**Date de passage : 20.06.2017**

Objet : Budget 2017 - Premier ajustement des budgets 2017 de la Wallonie

Origine de la note : Direction générale Support – Direction des ressources financières – Service Budget

Statut du document :

☒ Nouvelle note

☐ Note complémentaire

☐ Note « Annule et remplace »

Thématique :

☐ Activité emploi / formation (gestion propre)
☐ Suivi du Contrat de gestion
☐ Recours à un tiers
☐ Ressources humaines
☒ Finance / Budget
☐ Juridique
☐ Rapport, étude, analyse, etc. interne / externe
☐ Crédit-Adaptation
☐ Plan d'accompagnement des reconversions
☐ Projet d'avis
☐ Autre type ➔ à préciser :

Portée du document :

☐ Stratégique
☒ Opérationnelle
☐ Reporting financier
☐ Autre ➔ à préciser :

Décision attendue :

Le document est présenté
☒ pour information en vue d'une prise d'acte
☒ pour décision

Résumé de l'objet :

Le Comité de gestion trouvera, dans la présente note, l'impact pour le Forem du premier ajustement du budget de la Wallonie pour l'année 2017. Ce document fait suite aux propositions d'ajustements budgétaires 2017 sollicitées et actées par le Comité de gestion en date du 21 mars dernier (document n°17.0209 CG). Pour rappel, ce premier document a été rédigé conformément à la circulaire n°2017/01 approuvée par le Gouvernement wallon le 16 février 2017.

Ce document comporte divers ajustements dus à des modifications dans les paramètres économiques, à l'attribution de nouvelles subventions pour des mesures particulières (CISP, bien-être au travail, mesures d'accompagnement dans le cadre du prélèvement kilométrique), de subventions complémentaires pour répondre à des besoins spécifiques dans le cadre des compétences transférées (Congé Education Payé, Agences Locales pour l'Emploi, Titres Services, etc.) et enfin des transferts entre allocations de base (APE, Réduction de cotisations sociales ONSS, CISP, Pôles de compétitivité, Contrat d'insertion).

Le budget du Forem avant ajustement de la RW était de 2.445.038.700 €. Suite à l'ajustement RW de l'ordre de 28.465.000 €, celui-ci s'élève à 2.473.503.700 €.

NOTE AU COMITE DE GESTION

Date : 27.06.2017	B 1
Document n° : 17.0401 CG	

Objet : Budget 2017

Premier ajustement des budgets 2017 de la Wallonie

1. RETROACTES

La présente note fait suite aux documents suivants :

- « Budget initial 2017 » (doc. n°16.0712 CG) sur lequel le Comité de gestion a marqué son accord en date du 25 octobre 2016 ;
- « Budget 2017 – 1er document d'ajustements budgétaires » (doc. n°17.0208 CG) approuvé par le Comité de gestion le 21 mars 2017 ;
- « Budget 2017 – Proposition d'ajustement du budget 2017 en lien avec le premier ajustement des budgets de la Wallonie » (doc. n°17.0209 CG) approuvé par le Comité de gestion le 21 mars 2017.

2. EXPOSE DU DOSSIER

2.1. Recettes

Ce document présente les adaptations budgétaires pour le Forem issues du conclave budgétaire du premier ajustement budgétaire de la Wallonie en 2017.

Pour rappel, la circulaire n°2017/01 approuvée par le Gouvernement wallon le 16 février 2017 prévoyait que les subventions qui avaient été indexées sur base d'un indice à la consommation de 1,6 % devaient être recalculées sur base d'un indice de 2,1 %. L'impact annoncé de cette décision correspondait à une augmentation de recettes de 4.905.000 € (cf. doc n°17.0209 CG).

Les ajustements budgétaires issus du conclave budgétaire présentent une augmentation bien plus importante grâce notamment à des rattrapages d'index intégrés dans le calcul des subventions par le Cabinet de la Ministre de Tutelle.

Ainsi, l'adaptation aux nouveaux paramètres économiques génère une augmentation globale de 8.029.000 € (cf. colonne « Aju RW – adaptation aux nouveaux paramètres économiques » du tableau « Evolution de la subvention de la RW » repris en page 3). Pour les programmes 12 et 22, hors transfert des compétences et hors Plan Marshall, ceci représente une augmentation non plus de 1.518.800 € mais bien de 3.141.000 €. L'AB 41.06.13 – APE augmente quant à elle de 4.888.000 €. Quant aux compétences transférées et aux subventions pour les mesures d'accompagnement relatives au prélèvement kilométrique, l'impact des nouveaux paramètres économiques sur l'ensemble des mesures est nul, les différentes variations étant inscrites sous « autres variations ».

Le GW a également décidé d'attribuer des subventions complémentaires soit pour couvrir de nouvelles mesures, soit pour répondre aux demandes de l'Office.

- Nouvelles mesures : 12.366.000 €
    - sur l'allocation 41.01.22 – Fonctionnement programme 22 : 93.000 € pour des actions dans le cadre de l'amélioration du bien-être au travail ;
    - sur l'allocation 41.15.22 – CISP : 7.808.000 € pour le financement des Centres d'Insertion Socio-Professionnelle (CISP). En effet, la réforme prévoit pour les CISP, dès juillet 2017, l'octroi d'un montant forfaitaire couvrant à la fois l'ancien subside régional « APE » et la réduction de cotisations patronales. L'allocation du programme 22 bénéficie d'un transfert de budget de 7.808.000 € provenant du SPW (DG06). L'allocation du programme 12 est quant à elle alimentée par un transfert entre allocations (voir ci-dessous, allocation 41.14.12 - CISP) ;
    - sur l'allocation 41.35.22 – Formation des Centres de compétence articulées aux projets des pôles : 2.500.000 € dans le cadre des nouveaux appels à projets des pôles de compétitivité. Ce montant était en attente car il devait transiter par la provision interministérielle au départ du budget du Ministre Marcourt ;
    - sur les allocations destinées aux mesures d'accompagnement relatives au prélèvement kilométrique : 1.965.000 €, dont 125.000 € pour le Fonds de l'expérience professionnelle et 50.000 € pour le Plan Formation Insertion en programme 12, 650.000 € pour les chèques-formation, 420.000 € pour le Congé éducation payé, et 720.000 € pour l'engagement de 2 conseillers entreprises et 10 formateurs en programme 22.
- Réponses aux besoins constatés : 8.070.000 €

  Les besoins constatés sur les compétences transférées ont été pris en considération.
    - sur l'allocation 41.25.12 – Congé Education Payé : 2.346.000 € pour assumer l'évolution à la hausse du nombre d'heures approuvées ;
    - sur l'allocation 41.26.22 – Agences Locales pour l'Emploi : 400.000 € pour couvrir les frais de personnel existant et des recrutements prévus ;
    - sur les allocations 41.23.12 – Allocation Activation et 41.24.12 – Primes et compléments : en phase avec le contrôle budgétaire 2017 réalisé par l'ONEM au 16/02, une diminution totale de 5.877.000 € pour les deux mesures (-8.720.000 € pour l'Allocation Activation et + 2.843.000 € pour les Primes et compléments).
    - sur l'allocation 41.06.13 – APE, -3.500.000 € suite à l'adaptation des crédits réservés au plan cigogne en fonction des exécutions 2017 ;
    - sur l'allocation 41.01.17 – Titres services : 4.909.000 € pour couvrir l'indexation des titres services et l'augmentation constatée du nombre de titres services ;
    - sur les allocations du programme 18 relatives aux réductions de cotisations sociales suite aux dernières estimations communiquées par l'organisme dans le cadre du contrôle budgétaire de 2017 : 9.792.000 €.

Des transferts entre allocations sont également prévus :

- la nouvelle allocation 41.14.12 – CISP (voir explication générale sous « nouvelles mesures ») est alimentée à concurrence de 12.336.000 € par, d'une part l'allocation 41.06.13 – APE (8.223.000 €) et, d'autre part, l'allocation 41.02.18 - Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales – ONSS (4.007.000 €) et l'allocation 41.01.18 – Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales – ORPSS (106.000 €) ;
- un transfert de 303.000 € de l'allocation 41.20.12 – Contrat d'insertion vers la nouvelle allocation 41.21.12 – Subvention aux MIRE pour l'accompagnement dans le cadre du contrat d'insertion. Il s'agit donc d'un simple transfert entre allocations sans impact sur le budget de fonctionnement du Forem ;
- un transfert de 930.000 € de l'allocation 41.21.22 – Financement du volet formation des pôles de compétitivité (PM2.vert) vers l'allocation 41.35.22 – Formation des Centres de Compétences articulées aux projets des pôles (2.1). Ce montant correspond au solde

attendu de l'allocation 41.21.22 après prise en charge des dépenses relatives aux app
à 11 et sera affecté au financement des nouveaux appels.

					AJU RW APRES CONCLAVE					
	Titre	Budget après 1er aju (doc 17.0208 CG)	Imp. index		Adaptation aux nouveaux paramètres économiques	Nouvelles mesures	Réponses aux besoins constatés	Transferts entre allocations	Subvention après aju RW	Commentaires
HORS PLAN MARSHALL										
Programme 12 - Fonctionnement et emploi		**189.224.000**			**1.754.000**	**0**	**0**	**12.336.000**	**203.314.000**	
41.04.12 - CNE	I	45.846.000	IC		503.000				46.349.000	
41.08.12 - Fonct. Pg 12	I	104.161.000	IC		1.093.000				105.254.000	
41.09.12 - Insertion socioprofessionnelle des primo-arrivants et politique de prévention du radicalisme	I	4.815.000							4.815.000	
41.11.12 - Cel. de reconv.	I	7.789.000	IC		42.000				7.831.000	
41.12.12 - Maisons de l'emploi	I	5.340.000	IC		56.000				5.396.000	
41.13.12 - Instances BEFE	I	3.352.000	IC		34.000				3.386.000	
41.14.12 - CISP								12.336.000	12.336.000	Transfert budgétaire des allocations APE et réduction de cotisations sociales ONSS
41.20.12 - Contrat d'insertion	I	15.950.000						-303.000	15.647.000	Transfert vers la nouvelle allocation
41.21.12 - Subvention aux MIRE pour l'accompagnement dans le cadre du contrat d'insertion								303.000	303.000	
61.01.12 - Subvention d'investissements - Titre 2	II	1.971.000	IC		26.000				1.997.000	
Programme 22 - Fonctionnement et Formation		**164.315.000**			**1.387.000**	**7.901.000**	**0**	**0**	**173.603.000**	
41.01.22 - Fonct. Pg 22	I	117.614.000	IC		1.198.000	93.000			118.905.000	93.000 euros destinés à l'amélioration du bien-être au sein du Forem.
41.04.22 - Chèques formation	I	9.408.000							9.408.000	
41.05.22 - Subvention pour le projet "Maison des Langues"	I	300.000							300.000	
41.06.22 - Crédit adaptation	I	4.745.000							4.745.000	
41.08.22 - Formation non marchand	I	1.252.000							1.252.000	
41.10.22 - Fonct. CdC	I	21.333.000	IC		180.000				21.513.000	
41.11.22 - Form. initiale/prof.	I	1.215.000	IC		9.000				1.224.000	
41.13.22 - Actions contrat de gestion	I	902.000							902.000	
41.14.22 - Projets de la convention de partenariat RW, Forem et CPAS	I	1.345.000							1.345.000	
41.15.22 - CISP						7.808.000			7.808.000	Transfert budgétaire en provenance de la DG06 du SPW
41.22.22 - Subv en vue de promouvoir l'autocréation d'activités	I	2.901.000							2.901.000	
61.01.22 - Subvention d'investissements - Titre 2	II	3.300.000							3.300.000	
Sous-total hors Plan Marshall		**353.539.000**			**3.141.000**	**7.901.000**	**0**	**12.336.000**	**376.917.000**	
PLAN MARSHALL										
Programme 12 - Fonctionnement et emploi		**7.762.000**			**0**	**0**	**0**	**0**	**7.762.000**	
41.40.12 - Dispositif d'orientation tout au long de la vie (1.2.1)	I	2.412.000							2.412.000	
41.41.12 - Sensibilisation et formation à l'esprit d'entreprendre (1.6)	I	350.000							350.000	
61.41.12 - financement de la modernisation informatique V.2.3	I	5.000.000							5.000.000	
Programme 22 - Fonctionnement et Formation		**41.784.000**			**0**	**2.500.000**	**0**	**0**	**44.284.000**	
41.21.22 - Financement du volet formation des pôles de compétitivité (PM 2.vert)	I	6.004.000						-930.000	5.074.000	Transfert vers l'AB 41.35.22 (pôles PM4.0)
41.30.22 - Formations Tutorat (1.1.2)	I	80.000							80.000	
41.31.22 - Validation des compétences (1.1.3)	I	607.000							607.000	
41.32.22 - Renforcement du lien entre l'offre de formation et les métiers d'avenir (1.1.6)	I	20.660.000							20.660.000	
41.33.22 - Découverte et essais-métiers (1.2.2)	I	1.424.000							1.424.000	
41.34.22 - Plan Langues (1.4.1)	I	6.759.000							6.759.000	
41.35.22 - Formation des Centres de Compétences articulées aux projets des pôles (2.1)	I					2.500.000		930.000	3.430.000	Transfert via la provision interministérielle des montants PM pour les pôles au départ du budget du Ministre Marcourt + transfert du solde du PM 2.vert
41.36.22 - Soutenir l'innovation des entreprises (2.2)	I								0	
41.37.22 - Formation alliance Emploi-Environnement (4.1)	I	1.750.000							1.750.000	
41.38.22 - Formations Centres de compétences - transition numérique (5.1)	I	4.500.000							4.500.000	
Sous-total Plan Marshall		**49.546.000**			**0**	**2.500.000**		**0**	**52.046.000**	
Programme 13										
Programme 13 - Aides à l'emploi		**741.953.000**			**4.888.000**	**0**	**-3.500.000**	**-8.223.000**	**735.118.000**	
41.01.13 - TCT Bruxellois	I	3.604.000							3.604.000	
41.04.13 - PTP	I	17.918.000							17.918.000	
41.06.13 - APE	I	720.431.000	IS		4.888.000		-3.500.000	-8.223.000	713.596.000	Alimentation de la nouvelle allocation subvention aux CISP programme 12 diminutin des crédits réservés au plan Cigogne
TOTAL SUBVENTION RW HORS TRANSFERT DE COMPETENCES		**1.145.038.000**			**8.029.000**	**10.401.000**	**-3.500.000**	**4.113.000**	**1.164.081.000**	
Transfert des compétences fédérales										
Programme 12		**185.864.000**			**0**	**0**	**-3.131.000**	**0**	**182.733.000**	
41.23.12 - Subvention pour l'Allocation Activation	I	131.676.000		(a)			-8.720.000		122.956.000	
41.24.12 - Subvention pour Primes et Compléments	I	17.917.000					2.843.000		20.760.000	
41.25.12 - Subvention pour le Congé Éducation payé	I	18.453.000		(b)			2.346.000		20.799.000	
41.26.12 - Subvention pour les Agences locales pour l'Emploi	I	8.377.000					400.000		8.777.000	
41.27.12 - Subvention pour Outplacement	I	577.000							577.000	
41.28.12 - Subvention pour le Fonds de l'expérience professionnelle	I	817.000							817.000	
41.29.12 - Subvention pour Dispenses pour formation et études	I	297.000							297.000	
41.30.12 - Frais de fonctionnement liés aux transferts des compétences		7.750.000							7.750.000	
Programme 16		**20.833.000**			**0**	**0**	**0**	**0**	**20.833.000**	
41.30.16 - Subvention pour le contrôle de la disponibilité des chômeurs	I	20.833.000							20.833.000	
Programme 17		**426.232.000**			**0**	**0**	**4.909.000**	**0**	**431.141.000**	
41.01.17 - Subvention pour les Titres Services	I	424.073.000					4.909.000		428.982.000	
41.02.17 - Subvention pour le fonds de formation Titres Services	I	2.159.000							2.159.000	
Programme 18		**624.535.000**			**0**	**0**	**9.792.000**	**-4.113.000**	**630.214.000**	
41.01.18 - Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ORPSS	I	219.815.000					6.004.000	-106.000	225.713.000	Contrôle budgétaire 2017 + transfert vers l'AB CISP
41.02.18 - Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ONSS	I	404.720.000					3.788.000	-4.007.000	404.501.000	Contrôle budgétaire 2017 + transfert vers l'AB CISP
Total transfert des compétences fédérales		**1.257.464.000**			**0**	**0**	**11.570.000**	**-4.113.000**	**1.264.921.000**	
Prélèvement kilométrique										
41.42.12 - Subvention pour les mesures d'accompagnement - prélèvement kilométrique - volet emploi	I					175.000			175.000	
41.39.22 - Subvention pour les mesures d'accompagnement - prélèvement kilométrique - volet formation	I					1.790.000			1.790.000	
Total prélèvement kilométrique		**0**	**0**		**0**	**1.965.000**	**0**	**0**	**1.965.000**	
TOTAL SUBVENTION RW		**2.402.502.000**	**0**		**8.029.000**	**12.366.000**	**8.070.000**	**0**	**2.430.967.000**	
Recettes FSE		**11.400.900**							**11.400.900**	
Autres recettes		**31.135.800**			**0**	**0**		**0**	**31.135.800**	
Hors Plan Marshall - Programmes 12 & 22		19.871.700							19.871.700	
Hors Plan Marshall - Programme 13		6.400.000							6.400.000	
Plan Marshall - Programmes 12 & 22		147.400							147.400	
Transfert des compétences fédérales		4.716.700							4.716.700	
TOTAL RECETTES		**2.445.038.700**			**8.029.000**	**12.366.000**	**8.070.000**	**0**	**2.473.503.700**	

IC = sur base de l'indice à la consommation
IS = sur base de l'indice santé
(a) sur base du contrôle budgétaire 2017 du 16 février 2017
(b) sur base des estimations faites par le Forem en lien avec les consommations 2016

2.2. Dépenses

Le tableau ci-dessous reprend la répartition de l'ajustement par allocation et par nature de dépenses, avec indication du service concerné.

Programme	Libellé établissement	8111 - Rémun. du personnel et charges sociales	8124 - Honoraires	8126 - Frais de locaux, matériel, mobilier,	8128 - Frais bureau, de publications et de publicité	8334 - Prise en charge des frais encourus	8335 - Prise en charge des frais incombant	8723 - Frais d'aménagement de locaux pris en location	8741 - Mobilier, matériel et machines	Total général
Programme 12	41.01.12 - FBME									
	41.04.12 - CNE					503.000				503.000
	41.08.12 - Fonct. Pg 12		460.000	233.000	400.000					1.093.000
	41.09.12 - Insertion socioprofessionnelle des primo-arrivants et politique de prévention du radicalisme									0
	41.11.12 - Cel. de reconv.	42.000								42.000
	41.12.12 - Maisons de l'emploi	56.000								56.000
	41.13.12 - Instances BEFE			34.000						34.000
	41.14.12 - Subvention aux CISP					12.336.000				12.336.000
	41.20.12 - Contrat d'insertion					-303.000				-303.000
	41.21.12-Subv.aux MIRE pour l'accompagnement dans le cadre du contrat d'insertion					303.000				303.000
	41.23.12 - Subvention pour l'Allocation Activation					-8.720.000				-8.720.000
	41.24.12 - Subvention pour Primes et Compléments					2.843.000				2.843.000
	41.25.12 - Subvention pour le Congé Education payé					2.346.000				2.346.000
	41.26.12 - Subvention pour les Agences locales pour l'Emploi	400.000								400.000
	41.27.12 - Subvention pour Outplacement									
	41.28.12 - Subvention pour le Fonds de l'expérience professionnelle									
	41.29.12 - Subvention pour Dispenses pour formation et études									
	41.30.12 - Frais de fonctionnement liés aux transferts des compétences									
	41.40.12 - Dispositif d'orientation tout au long de la vie (1.2.1)									
	41.41.12 - Sensibilisation et formation à l'esprit d'entreprendre (1.6)									
	41.42.12 - Subvention pour les mesures d'accompagnement - prélèvement kilométrique - volet Emploi					125.000	50.000			175.000
	61.01.12 - Subvention d'investissements - Titre 2							6.200	19.800	26.000
	61.41.12 - financement de la modernisation informatique V.2.3									
Total Programme 12		**498.000**	**460.000**	**267.000**	**400.000**	**9.433.000**	**50.000**	**6.200**	**19.800**	**11.134.000**
Programme 13	41.01.13 - TCT Bruxellois									0
	41.04.13 - PTP									0
	41.06.13 - APE					-6.835.000				-6.835.000
Total Programme 13						**-6.835.000**				**-6.835.000**
Programme 16	41.30.16 - Subvention pour le contrôle de la disponibilité des chômeurs									0
Total Programme 16										**0**
Programme 17	41.01.17 - Subvention pour les Titres Services		4.909.000							4.909.000
	41.02.17 - Subvention pour le fonds de formation Titres Services									
Total Programme 17			**4.909.000**							**4.909.000**
Programme 18	41.02.18 - Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ONSS					-219.000				-219.000
	41.01.18 - Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ORPSS					5.898.000				5.898.000
Total Programme 18						**5.679.000**				**5.679.000**
Programme 22	41.01.22 - Fonct. Pg 22		62.000	1.055.500	173.500					1.291.000
	41.04.22 - Chèques formation									
	41.05.22 - Subvention pour le projet "Maison des Langues"									
	41.06.22 - Crédit adaptation									
	41.08.22 - Formation non marchand									
	41.10.22 - Fonct. CdC					180.000				180.000
	41.11.22 - Form. initiale/prof.	9.000								9.000
	41.13.22 - Actions contrat de gestion									
	41.14.22 - Projets de la convention de partenariat RW, Forem et CPAS									
	41.15.22 - Subvention aux CISP					7.808.000				7.808.000
	41.21.22 - Pôles de compétitivité					-930.000				-930.000
	41.22.22 - Subv en vue de promouvoir l'autocréation d'activités									
	41.30.22 - Formations Tutorat (1.1.2)									
	41.31.22 - Validation des compétences (1.1.3)									
	41.32.22 - Renforcement du lien entre l'offre de formation et les métiers d'avenir (1.1.6)									
	41.33.22 - Découverte et essais-métiers (1.2.2)									
	41.34.22 - Plan Langues (1.4.1)									
	41.35.22 - Formation des Centres de Compétences articulées aux projets des pôles (2.1)					3.430.000				3.430.000
	41.36.22 - Soutenir l'innovation des entreprises (2.2)									
	41.37.22 - Formation alliance Emploi-Environnement (4.1)									
	41.38.22 - Formations Centres de compétences - transition numérique (5.1)									
	41.39.22 - Subvention pour les mesures d'accompagnement - prélèvement kilométrique - volet Formation	720.000	570.000		80.000	420.000				1.790.000
	61.01.22 - Subvention d'investissements - Titre 2									
Total Programme 22		**729.000**	**632.000**	**1.055.500**	**253.500**	**10.908.000**				**13.578.000**
Total général		**1.227.000**	**6.001.000**	**1.322.500**	**653.500**	**19.185.000**	**50.000**	**6.200**	**19.800**	**28.465.000**

Le Comité de gestion trouvera, à la page suivante, le tableau récapitulatif reprenant, par combinaison mesures/services :

- le réalisé définitif 2016 ;
- le budget initial 2017 ;
- le budget après le premier ajustement interne ;
- les montants de l'ajustement RW présenté dans ce document ;
- le budget après l'ajustement RW ;
- les dépenses engagées en date du 6 juin 2017.

Remarque : ce tableau récapitulatif a été adapté pour correspondre davantage à la nouvelle structure organisationnelle du FOREM : les mesures spécifiques « Fonctionnement-Production-Activités Formation-Territoires », « Fonctionnement-Production-Activités Emploi-Territoires », « CEFO territoires » et « Services ouverts » ont été regroupées sous « Fonctionnement Territoires (Services ouverts inclus) ».

			Budget initial 2017								
		Total réalisé 2016	Hors Plan Marshall	Plan Marshall	Total (1)	Budget après 1er aju (2)	Aju RW	Budget après aju RW	Commentaires sur l'aju RW	Engagé en date du 6 juin 2017	Réalisé en date du 6 juin 2017
HORS TRANSFERT DE COMPETENCES											
Programme 12 et 22											
Mesures spécifiques	Accord de coopération CDC-Enseignement (y compris Territoires)	7.811.917	8.500.000		**8.500.000**	8.500.000		**8.500.000**		6.361.991	5.806.572
	Airbag	2.317.449	2.901.000		**2.901.000**	2.901.000		**2.901.000**		1.363.800	685.960
	Appels à projets (y compris frais stagiaires)	8.797.379	9.901.500		**9.901.500**	9.901.500		**9.901.500**		4.716.127	360.718
	Article 6 - Autres	5.018.349	5.592.900		**5.592.900**	5.592.900		**5.592.900**		285.331	38.198
	Article 6 - Centres de compétence Forem	2.075.273	2.595.600		**2.595.600**	2.595.600		**2.595.600**		1.468.882	258.895
	Article 6 - Centres en ASBL	14.545.323	9.544.400	5.000.000	**14.544.400**	14.944.400	180.000	**15.124.400**	Pour financer davantage les CdC en asbl dans le cadre de l'Article 6	13.089.970	13.089.970
	CEFO	1.847.582	3.337.100	300.800	**3.637.900**	3.692.900		**3.692.900**		2.023.347	2.020.084
	Cellules de reconversion (y compris Territoires)	2.648.072	7.013.500		**7.013.500**	4.590.500		**4.590.500**		1.500.338	1.206.329
	Chèques Eco-climat	697.547	650.000		**650.000**	650.000		**650.000**	Pour permettre de couvrir le même niveau de dépenses qu'en 2016	28.870	12.202
	Chèques formation classiques	8.302.435	8.108.000		**8.108.000**	8.108.000	425.000	**8.533.000**		6.098.000	2.459.641
	Chèques Langues	1.000.684	650.000		**650.000**	650.000		**650.000**		276.600	126.324
	CISP				**0**		20.144.000	**20.144.000**	Pour le financement des CISP: 7.808.000 € en programme 22 et 12.336.000 € en programme 12 (8.223.000€ en provenance de l'APE et 4.113.000 € des réductions de cotisationssociales ONSS)	0	0
	Contrat d'insertion		15.950.000		**15.950.000**	15.950.000		**15.950.000**		0	0
	Crédit adaptation	3.438.125	4.845.000		**4.845.000**	4.845.000		**4.845.000**		1.161.525	413.379
	Feder (Equipements pédagogiques et autres)	2.643.205			**0**			**0**		787.839	321.060
	Fonctionnement - Activités Formation - Central	2.084.771	1.598.100	1.629.900	**3.228.000**	3.803.100	546.000	**4.349.100**	Ce montant est prévu pour: - de la sous-traitance dans les centres de formation (503.000 €) - la développement de CV vidéo via les services ouverts (15.000 €) - des frais de fonctionnement dans le domaine du Transport & Logistique et du Nettoyage (20.000 €) - l'achat d'abonnements et revues des centres de formation (8.000 €)	831.661	138.726
	Fonctionnement Territoires (Services ouverts inclus)	5.972.689	7.033.500		**7.033.500**	7.033.500	22.000	**7.055.500**	Pour des achats (vêtements de travail, traitement des déchets, entretiens des engins de levage, casques audio pour labo de langues) sur la DT Namur BW et Luxembourg	4.236.756	2.078.701
	Informatique	22.418.119	16.591.400	5.180.000	**21.771.400**	21.734.500	14.800	**21.749.300**	Pour des dépenses d'investissement informatique	9.695.917	3.218.529
	Instances BEFE (y compris Territoires)	120.181	272.400		**272.400**	269.300	34.000	**303.300**	Pour les frais de fonctionnement des Instances	58.646	18.656
	Maison des Langues	300.000	300.000		**300.000**	300.000		**300.000**		0	0
	Maisons de l'Emploi (y compris Territoires)	156.441	199.700		**199.700**	199.700		**199.700**		97.381	58.432
	Missions régionales (y compris frais stagiaires)	9.698.855	8.807.100		**8.807.100**	8.807.100		**8.807.100**		6.983.337	6.983.337
	Partenariat RW, FOREM & CPAS (y compris frais stagiaires)		1.345.000		**1.345.000**	1.345.000		**1.345.000**		503.739	503.739
	Plan Formation Insertion	3.368.514	3.277.900		**3.277.900**	3.277.900		**3.277.900**		1.161.743	1.160.669
	Plan Langue	2.646.673	100.000	3.905.900	**4.005.900**	3.998.300		**3.998.300**		510.870	450.190
	Prévention du radicalisme	0	370.000		**370.000**	370.000		**370.000**		0	0
	Primo arrivants	369.254	2.550.000		**2.550.000**	2.550.000		**2.550.000**		30.676	30.676
	Régie - autres	1.329.302	1.162.500		**1.162.500**	1.162.500		**1.162.500**		285.494	10.855
	Régies de quartier (y compris frais stagiaires)	804.203	765.600		**765.600**	765.600		**765.600**		243.876	243.876
	Ressources matérielles	24.991.747	24.954.600	5.292.900	**30.247.500**	26.254.600	644.200	**26.898.800**	Ce montant est prévu pour: - la gestion documentique (frais postaux): 500.000 € - l'achat de fourniture de maintenance pour le magasin central (133.000 €) - des travaux d'investissement (11.200 €)	11.481.973	4.767.008
	Stagiaires DG Produits & Services	10.965.705	6.039.400		**6.039.400**	11.171.000		**11.171.000**		4.201.389	4.201.389
	Stagiaires DG Stratégie - Autres (liés à l'Harmo et AS)	5.892.080	5.740.200		**5.740.200**	5.740.200		**5.740.200**		2.346.171	2.346.171
Total Mesures spécifiques		**152.261.874**	**160.696.400**	**21.309.500**	**182.005.900**	**181.704.100**	**22.010.000**	**203.714.100**		**81.832.250**	**53.010.284**
Personnel	**Frais liés au personnel (rémunérations et autres)**	**210.101.776**	**201.181.100**	**22.057.100**	**223.238.200**	**223.511.100**	**107.000**	**223.618.100**		**86.762.313**	**86.710.793**
Administration générale	Audit interne	2.060	47.400		**47.400**	47.400	35.000	**82.400**	Pour une mission informatique PriceWaterhouse Coopers à la demande du Comité d'Audit	80.027	805
	Département Marketing & Communication	667.680	593.000	150.000	**743.000**	753.000	62.000	**815.000**	Pour le projet "Bien-être au travail"	235.254	122.636
	Direction Générale	518.582	386.100		**386.100**	386.100		**386.100**		128.446	81.135
	Gouv et maîtrise de l'activité - Assurances	2.474.842	2.969.600		**2.969.600**	2.969.600		**2.969.600**		2.552.399	1.458.275
	Gouv et maîtrise de l'activité - Sécurité	2.050.114	1.555.200		**1.555.200**	1.655.200	1.040.000	**2.695.200**	Pour le gardiennage, des projets et dépannages en incendie, intrusion, contrôle d'accès et portes/barrières coulissantes.	1.036.868	474.508
	Process & Innovation	52.235	67.000		**67.000**	67.000		**67.000**		21.000	0
	Services juridiques	142.132	190.400		**190.400**	190.400		**190.400**		61.451	55.010
	SIPP	3.111	9.600		**9.600**	9.600	62.000	**71.600**	Pour le projet "Bien-être au travail"	1.078	1.078
	Support médical	939.079	1.128.500		**1.128.500**	1.128.500		**1.128.500**		558	558
Total Administration générale		**6.849.835**	**6.946.800**	**150.000**	**7.096.800**	**7.206.800**	**1.199.000**	**8.405.800**		**4.117.080**	**2.194.006**

			Budget initial 2017								
		Total réalisé 2016	Hors Plan Marshall	Plan Marshall	Total (1)	Budget après 1er aju (2)	Aju RW	Budget après aju RW	Commentaires sur l'aju RW	Engagé en date du 6 juin 2017	Réalisé en date du 6 juin 2017
HORS TRANSFERT DE COMPETENCES											
DG Stratégie - Autres	Administration DG Stratégie	63.452	85.200		**85.200**	85.200		**85.200**		24.611	14.481
	AMEF	1.099	26.900	172.800	**199.700**	199.700		**199.700**		5.566	4.662
	Relations Internationales	171.080	165.800		**165.800**	165.800		**165.800**		19.726	10.869
Total DG Stratégie - Autres		**235.631**	**277.900**	**172.800**	**450.700**	**450.700**	**0**	**450.700**		**49.903**	**30.012**
DG Produits & Services - Autres	Accompagnement (ex SAP)	93.313	136.400		**136.400**	136.400		**136.400**		101.511	21.222
	Equipements pédagogiques	1.006.216	1.282.800		**1.282.800**	1.322.800		**1.322.800**		150.839	47.686
	Innovation & Développement	521.340	521.400		**521.400**	521.400		**521.400**		0	0
	Marketing & Canaux à distance	223.319	676.300		**676.300**	676.300		**676.300**		75.969	2.760
	Pôle des compétences	35.493	30.000		**30.000**	140.000		**140.000**		17.531	0
	Pôles de compétitivité	9.774.923		6.004.000	**6.004.000**	6.004.000	2.500.000	**8.504.000**	Pour financer les appels 13 à 19.	2.331.311	60.651
	Services aux Entreprises	12.233	18.700		**18.700**	18.700		**18.700**		0	0
Total DG Produits & Services - Autres		**11.666.837**	**2.665.600**	**6.004.000**	**8.669.600**	**8.819.600**	**2.500.000**	**11.319.600**		**2.677.161**	**132.320**
DG Support - Autres	Direction générale DG Support	21.347	18.200		**18.200**	18.200		**18.200**		14.895	1.155
	Ressources financières	10.764	0		**0**	0		**0**		4.343	4.343
	Ressources humaines	601.142	1.393.600		**1.393.600**	1.393.600	62.000	**1.455.600**	Pour le projet "Bien-être au travail"	474.675	144.698
Total DG Support - Autres		**633.253**	**1.411.800**	**0**	**1.411.800**	**1.411.800**	**62.000**	**1.473.800**		**493.913**	**150.197**
Total programmes 12 et 22		**381.749.207**	**373.179.600**	**49.693.400**	**422.873.000**	**423.104.100**	**25.878.000**	**448.982.100**		**175.932.621**	**142.227.611**
Programme 13											
	APE Classique	673.357.337	682.831.000		**682.831.000**	682.831.000	-6.835.000	**675.996.000**	Adaptation aux nouveaux paramètres économiques (+4.888.000 €), transfert de 8.223.000 € vers les CISP et adaptation du budget Cigogne (-3.500.000€)	260.610.809	260.610.809
	PTP	22.851.615	23.918.000		**23.918.000**	23.918.000		**23.918.000**		6.881.156	4.802.681
	Sesam	33.497.707	38.000.000		**38.000.000**	38.000.000		**38.000.000**		11.537.260	11.537.260
	TCT Bruxellois	2.989.852	3.604.000		**3.604.000**	3.604.000		**3.604.000**		805.601	27.714
Total programme 13		**732.696.512**	**748.353.000**	**0**	**748.353.000**	**748.353.000**	**-6.835.000**	**741.518.000**		**279.834.827**	**276.978.465**
Total Général Hors Transfert de compétences		**1.114.445.719**	**1.121.532.600**	**49.693.400**	**1.171.226.000**	**1.171.457.100**	**19.043.000**	**1.190.500.100**		**455.767.447**	**419.206.076**
TRANSFERT DE COMPETENCES											
Programme 12,16,17,18 et 22											
Mesures spécifiques	Agences locales pour l'emploi	332.369	429.300		**429.300**	429.300		**429.300**		561.732	182.524
	Allocation Activation	0	130.715.300		**130.715.300**	130.715.300	-8.720.000	**121.995.300**	selon le contrôle budgétaire de l'Onem	0	0
	Congé éducation payé	19.555.494	18.169.900		**18.169.900**	18.169.900	2.346.000	**20.515.900**	Pour faire face à l'augmentation constatée des dépenses	4.411.886	4.411.886
	Fonds de formation titres services	837.630	2.057.700		**2.057.700**	2.057.700		**2.057.700**		200.342	200.342
	Fonds de l'expérience professionnelle	183.846	530.100		**530.100**	530.100		**530.100**		96.713	96.358
	Informatique (DSI & DGF)	5.341.156	6.062.000		**6.062.000**	6.062.000		**6.062.000**		3.370.281	1.434.773
	Outplacement	1.500	577.000		**577.000**	577.000		**577.000**		0	0
	Primes et compléments	0	17.917.000		**17.917.000**	17.917.000	2.843.000	**20.760.000**	selon le contrôle budgétaire de l'Onem	0	0
	RCSS ONSS	0	404.720.000		**404.720.000**	404.720.000	-219.000	**404.501.000**		0	0
	RCSS ORPSS	0	219.815.000		**219.815.000**	219.815.000	5.898.000	**225.713.000**		0	0
	Ressources matérielles	585.489	908.000		**908.000**	908.000		**908.000**		858.000	123.671
	Titres services	301.444.506	424.493.000		**424.493.000**	424.493.000	4.909.000	**429.402.000**	Pour couvrir l'indexation de la valeur du Titre service à partir du 1er juin 2017	327.816.054	181.177.161
Total Mesures spécifiques		**328.281.990**	**1.226.394.300**	**0**	**1.226.394.300**	**1.226.394.300**	**7.057.000**	**1.233.451.300**		**337.315.007**	**187.626.715**
Personnel	**Frais liés au personnel (rémunérations et autres)**	**32.520.920**	**32.962.700**	**0**	**32.962.700**	**32.962.700**	**400.000**	**33.362.700**		**14.135.522**	**14.135.522**
Administration générale	Département Marketing & Communication		430.000		**430.000**	430.000		**430.000**		64.308	8.503
	Gouv et maîtrise de l'activité - Assurances	1.034.454	1.442.700		**1.442.700**	1.442.700		**1.442.700**		1.040.000	1.032.629
	Gouv et maîtrise de l'activité - Sécurité	175.478	200.000		**200.000**	200.000		**200.000**		200.000	198.126
	Services juridiques	5.595	751.000		**751.000**	751.000		**751.000**		19.548	6.325
Total Administration générale		**1.215.527**	**2.823.700**	**0**	**2.823.700**	**2.823.700**	**0**	**2.823.700**		**1.323.856**	**1.245.584**
Total Général Transfert de compétences		**362.018.438**	**1.262.180.700**	**0**	**1.262.180.700**	**1.262.180.700**	**7.457.000**	**1.269.637.700**		**352.774.385**	**203.007.821**
PRELEVEMENT KILOMETRIQUE											
Mesures spécifiques	Chèques formation classiques	649.957			**0**	0	650.000	**650.000**	Pour financer les formations chauffeurs poids lourds via chèques formation	0	0
	Congé éducation payé				**0**	0	420.000	**420.000**	Pour financer les formations chauffeurs poids lourds via CEP		
	Fonctionnement - Production - Activités Formation - Central	64.430			**0**	0		**0**		0	0
	Fonds de l'expérience professionnelle	69.600			**0**	0	125.000	**125.000**	Pour financer l'adaptation des postes de travail, l'allègement physique et la formation des travailleurs expérimentés du secteur du transport	0	0
	Plan Formation Insertion				**0**	0	50.000	**50.000**	Pour financer des PFI de stagiaires conducteurs poids lourd		
Total Mesures spécifiques		**783.987**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1.245.000**	**1.245.000**		**0**	**0**
Personnel	**Frais liés au personnel (rémunérations et autres)**				**0**		**720.000**	**720.000**	Pour l'engagement de 2 conseillers entreprises et 10 formateurs		
DG Produits & Services - Autres	Equipements pédagogiques	69.210				0		**0**		0	0
Total DG Produits & Services - Autres		**69.210**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**		**0**	**0**
Total Général Prélèvement Kilométrique		**853.197**	**0**	**0**	**0**	**0**	**1.965.000**	**1.965.000**		**0**	**0**
Financements Européens											
Personnel	**Frais liés au personnel (rémunérations et autres)**	**3.016.261**	**6.118.200**		**6.118.200**	**6.031.700**		**6.031.700**		**1.430.456**	**1.430.456**
DG Stratégie - Autres	**Relations Internationales**	**133.248**	**184.100**		**184.100**	**184.100**		**184.100**		**17.927**	**4.811**
Total DG Stratégie - Autres		**133.248**	**184.100**	**0**	**184.100**	**6.215.800**		**6.215.800**		**17.927**	**4.811**
DG Support - Autres	FSE	6.423.507	5.020.600		**5.020.600**	5.185.100		**5.185.100**		2.696.904	1.325.976
Total DG Support - Autres		**6.423.507**	**5.020.600**	**0**	**5.020.600**	**5.185.100**		**5.185.100**		**2.696.904**	**1.325.976**
Total Général Financements Européens		**9.573.017**	**11.322.900**	**0**	**11.322.900**	**11.400.900**		**11.400.900**		**4.145.286**	**2.761.244**
Compte de réserves		**13.000.000**	**0**	**0**	**0**	**0**				**0**	**0**
Total général		**1.499.890.371**	**2.395.036.200**	**49.693.400**	**2.444.729.600**	**2.445.038.700**	**28.465.000**	**2.473.503.700**		**812.687.118**	**624.975.141**

3. REFERENCES JURIDIQUES

- Loi relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public du 16 mars 1954, article 7.
- Décret du 6 mai 1999 relatif à l'Office wallon de la formation professionnelle et de l'emploi modifié par le décret du 20 février 2014 (Chapitre III, section 3, article 12).

4. INCIDENCE BUDGETAIRE

Voir tableau de synthèse ci-dessus.

5. PROPOSITION DE DECISION

Le Comité de gestion prend acte des informations transmises au Forem par la Tutelle.

Le Comité de gestion marque son accord sur la répartition des montants octroyés dans le cadre du premier ajustement des budgets 2017 de la Wallonie et charge l'Administratrice générale d'adresser ce document à la Ministre de Tutelle.

6. ANNEXES

Annexe 1 : Courrier de la Tutelle relatif à l'ajustement budgétaire 2017

Annexe 2 : Note de genre

Annexe 1

Namur, le 01 JUIN 2017

Wallonie

Cabinet de la Ministre de l'Emploi
et la Formation

FOREM
Madame Marie-Kristine Vanbockestal
Administratrice générale
Bd. Tirou 104
6000 CHARLEROI

Gestionnaire du dossier
Madame Caroline DEGOUYS
caroline.degouys@gov.wallonie.be
Tél. : 081/323.573

Nos références : ET/OJU/CD/S2017060 8745

Annexes : 7

Objet : Ajustement budgétaire 2017

Madame l'Administratrice générale,

Les organismes d'intérêt public sont tenus de déposer au Parlement wallon leurs documents budgétaires relatifs au premier à l'ajustement 2017 pour le 9 juin au plus tard.

Afin de pouvoir joindre le budget ajusté de l'Office aux propositions ministérielles, pourriez-vous nous faire parvenir le tout pour le 8 juin au plus tard.

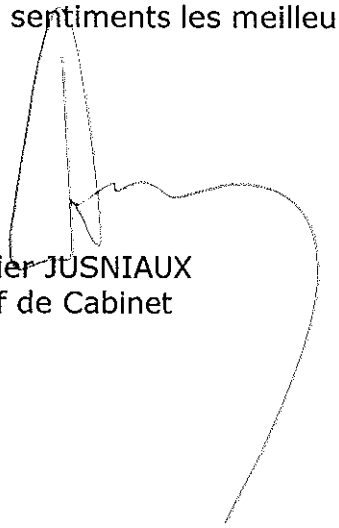
Vous trouverez en annexe les tableaux qui reprennent, par programme, les modifications opérées par le Gouvernement dans le cadre de cet ajustement 2017.
Veuillez noter que l'ajustement du budget APE s'explique par les mouvements suivants :

(1) Ces crédits ont été ajustés selon l'évolution de l'indice santé (Bureau économique du plan : mai 2017) à concurrence d'un montant de 4.888 milliers d'€.
(2) Transfert dans le cadre de la réforme CISP des montants APE vers l'AB 41.14 nouvellement créé du programme 18.12 à concurrence de 8.223 milliers d'€.
(3) Par ailleurs les crédits réservés au Plan cigogne ont été adaptés en fonction des exécutions estimées 2017, soit 1.600 milliers d'€.

Rue des Brigades d'Irlande, 4 à 5100 NAMUR (Jambes) | Tél. : 081/323 411 | Fax : 081/323 479
eliane.tillieux@gov.wallonie.be | http://tillieux.wallonie.be

Mon cabinet est à votre disposition pour toute précision complémentaire.

D'avance, je vous remercie du suivi et vous prie de croire, Madame l'Administratrice générale, à l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Olivier JUSNIAUX
Chef de Cabinet

DIVISION ORGANIQUE 18 – ENTREPRISES, EMPLOI ET RECHERCHE

PROGRAMME 12 : FOREM

					cv	R	(en milliers €)			
Moyens budgétaires	**Tit.**	**DO**	**Prog.**	**A.B.**	**cd**	**I**	**MA**		**MP**	
						E P	**2017**	**2017 Aju**	**2017**	**2017 Aju**
Fonds organique : Fonds budgétaire en matière d'emploi	I	18	12	41.01.40	cv		0	0	0	0
Plan d'accompagnement à l'emploi	I	18	12	41.04.40	cd		45.846	+503	45.846	+503
Subvention de fonctionnement au Forem et pour la gestion du P.R.C	I	18	12	41.08.40	cd		104.161	+1.093	104.161	+1.093
Subvention pour l'insertion socioprofessionnelle des primo-arrivants et politique de prévention du radicalisme	I	18	12	41.09.40	cd		4.815	0	4.815	0
Cellules de reconversion collective	I	18	12	41.11.40	cd		7.789	+42	7.789	+42
Maisons de l'emploi	I	18	12	41.12.40	cd		5.340	+56	5.340	+56
Subventions aux Instances Bassin Enseignement Qualifiant-Formation-Emploi	I	18	12	41.13.40	cd		3.352	+34	3.352	+34
(Nouveau) Subventions aux CISP	I	18	12	41.14.40	cd		0	+12.336	0	+12.336
Contrat d'insertion	I	18	12	41.20.40	cd		15.647	0	15.647	0
(Dont arrêté(s) de réallocation)							(-303)		(-303)	
Subvention aux MIRE pour l'accompagnement dans le cadre du contrat d'insertion	I	18	12	41.21.60	cd		303	0	303	0
(Dont arrêté(s) de réallocation)							(+303)		(+303)	
Subvention pour l'Allocation Activation	I	18	12	41.23.40	cd		131.676	-8.720	131.676	-8.720
Subvention pour Primes et Compléments	I	18	12	41.24.40	cd		17.917	+2.843	17.917	+2.843
Subvention pour le Congé Education payé	I	18	12	41.25.40	cd		18.453	+2.346	18.453	+2.346
Subventions pour les Agences locales pour l'Emploi	I	18	12	41.26.40	cd		8.377	+400	8.377	+400
Subvention pour Outplacement	I	18	12	41.27.40	cd		577	0	577	0
Subvention pour le Fonds de l'Expérience professionnelle	I	18	12	41.28.40	cd		817	0	817	0
Subvention pour Dispenses pour Formation et Etudes	I	18	12	41.29.40	cd		297	0	297	0
Frais de fonctionnement liés aux	I	18	12	41.30.40	cd		7.750	0	7.750	0

transferts de compétences										
Marshall 4.0 – Axe I.2.1 - Dispositif d'orientation tout au long de la vie (FOREM)	I	18	12	41.40.40	cd		2.412	0	2.412	0
Marshall 4.0 – Axe I.6 - Sensibilisation et formation à l'esprit d'entreprendre (FOREM)	I	18	12	41.41.40	cd		350	0	350	0
Subvention pour les mesures d'accompagnement – prélèvement kilométrique – volet emploi	I	18	12	41.42.40	cd		0	+175	0	+175
Subvention pour les investissements du FOREM	II	18	12	61.01.00	cd		1.971	+26	1.971	+26
Marshall 4.0 – Axe V .2.3 - Financement de la modernisation informatique (FOREM)	II	18	12	61.41.00	cd		5.000	0	5.000	0
TOTAL							**382.850**	**+11.134**	**382.850**	**+11.134**

Légende :

Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectifs du programme :

Prise en charge des dépenses de fonctionnement du FOREM et des actions de promotion de l'emploi qui lui sont propres.

transferts de compétences										
Marshall 4.0 – Axe I.2.1 - Dispositif d'orientation tout au long de la vie (FOREM)	I	18	12	41.40.40	cd		2.412	0	2.412	0
Marshall 4.0 – Axe I.6 - Sensibilisation et formation à l'esprit d'entreprendre (FOREM)	I	18	12	41.41.40	cd		350	0	350	0
Subvention pour les mesures d'accompagnement – prélèvement kilométrique – volet emploi	I	18	12	41.42.40	cd		0	+175	0	+175
Subvention pour les investissements du FOREM	II	18	12	61.01.00	cd		1.971	+26	1.971	+26
Marshall 4.0 – Axe V .2.3 - Financement de la modernisation informatique (FOREM)	II	18	12	61.41.00	cd		5.000	0	5.000	0
TOTAL							**382.850**	**+11.134**	**382.850**	**+11.134**

Légende :

Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectifs du programme :

Prise en charge des dépenses de fonctionnement du FOREM et des actions de promotion de l'emploi qui lui sont propres.

DIVISION ORGANIQUE 18 – ENTREPRISES, EMPLOI ET RECHERCHE

PROGRAMME 13 : PLAN DE RÉSORPTION DU CHÔMAGE GÉRÉ PAR L'ADMINISTRATION, MAIS DONT LA PRISE EN CHARGE EST ASSURÉE PAR L'INTERMÉDIAIRE DU FOREM.

Moyens budgétaires	Tit	DO	Prog	A.B.	cd / dp	R I E P	(En milliers €) MA 2017	MA 2017 Aju	MP 2017	MP 2017 Aju
Dépenses inhérentes à la mise au point, au développement et au financement d'un programme de mise au travail sur la base du décret du 31 mai 1990 créant un programme de promotion de l'emploi spécialement destiné aux chômeurs de longue durée dans le secteur non marchand	I	18	13	41.01.40	cd		3.604	0	3.604	0
Dépenses inhérentes au programme de transition professionnelle	I	18	13	41.04.40	cd		17.918	0	17.918	0
Réforme du PRC	I	18	13	41.06.40	cd		720.431	-6.835	720.431	-6.835
TOTAL							**741.953**	**-6.835**	**741.953**	**-6.835**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectifs du programme

Financement de projets introduits dans le cadre de différentes mesures de résorption du chômage pour lesquelles la prise en charge des rémunérations des travailleurs et le paiement des primes sont assurées par le FOREM.

DIVISION ORGANIQUE 18 – ENTREPRISES, EMPLOI ET RECHERCHE

PROGRAMME 18.17 : Titres Services – FOREM

Moyens budgétaires	Tit	D.O.	Prog	A.B.			(En milliers €)			
							MA		MP	
							2017	2017 Aju	2017	2017 Aju
Subvention pour les Titres Services	I	18	17	41.01.40			424.073	+4.909	424.073	+4.909
Subvention pour le fonds de formation Titres Services	I	18	17	41.02.40			2.159	0	2.159	0
TOTAUX							**426.232**	**+4.909**	**426.232**	**+4.909**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectif du programme:

Ce programme vise le financement par le FOREM de la politique des Titres Services.

DIVISION ORGANIQUE 18 – ENTREPRISES, EMPLOI ET RECHERCHE

PROGRAMME 18.18 : Réductions de cotisations sociales sur groupes cibles – FOREM

Moyens budgétaires	Tit	D.O.	Prog	A.B.			(En milliers €)			
							MA		MP	
							2017	2017 Aju	2017	2017 Aju
Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ORPSS	I	18	18	41.01.40			219.815	+5.898	219.815	+5.898
Droits de tirage sur réduction de cotisations sociales - ONSS	I	18	18	41.02.40			404.720	-219	404.720	-219
TOTAL							**624.535**	**+5.679**	**624.535**	**+5.679**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits non dissociés, dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectif du programme :

Ce programme vise à financer les réductions de cotisations sociales des groupes cibles.

Par le transfert de compétences opéré dans le cadre de la Sixième Réforme de l'Etat, les Régions sont devenues compétentes pour déterminer les conditions et règles d'attribution d'une réduction « groupes-cibles», le montant de la réduction, les exceptions et la période d'attribution et d'utilisation de la réduction. Pour l'application de ces réductions de cotisations « groupes-cibles », elles donnent instruction à l'ONSS qui agit en tant qu'opérateur technique et administratif.

Les montants inscrits servent à compenser le droit de tirage prévu à l'ONSS pour les réductions de cotisations sociales prises en compte pour les unités d'exploitation des entreprises situées en Région wallonne qui emploient des travailleurs visés par les groupes-cibles.

Lors de l'entrée en vigueur des nouvelles aides à destination des groupes-cibles, dans le cadre de la réforme des aides à l'emploi, ces crédits continueront à couvrir les dépenses relatives aux aides prévues sous forme de réductions de cotisations sociales ainsi que les dépenses relatives aux anciennes aides pendant la phase transitoire prévue par la réforme.

DIVISION ORGANIQUE 18 – ENTREPRISES, EMPLOI ET RECHERCHE

PROGRAMME 22 : FOREM – FORMATION

Moyens budgétaires	Tit	D.O.	Prog	A.B.	Cd Cnd Cv	R I E P	(En milliers €) MA 2017	MA 2017 Aju	MP 2017	MP 2017 Aju
Subvention de fonctionnement au FOREM	I	18	22	41.01.40	cd		117.614	+1.291	117.614	+1.291
Marshall 4.0 – Axe I.3 – Actualiser l'équipement des centres de formation (FOREM)	I	18	22	41.02.40	cd		0	0	0	0
Financement de projets visant à améliorer l'insertion socio-professionnelle et la formation professionnelle	I	18	22	41.03.40	cd		0	0	0	0
Financement du chèque formation	I	18	22	41.04.40	cd		9.408	0	9.408	0
Subvention pour le projet « Maison des langues »	I	18	22	41.05.40	cd		300	0	300	0
Crédit adaptation	I	18	22	41.06.40	cd		4.745	0	4.745	0
Subvention en vue de promouvoir les métiers du secteur non marchand	I	18	22	41.08.40	cd		1.252	0	1.252	0
Subvention pour le fonctionnement des centres de compétence	I	18	22	41.10.40	cd		21.333	+180	21.333	+180
Articulation entre la formation initiale et la formation professionnelle	I	18	22	41.11.40	cd		1.215	+9	1.215	+9
Subvention pour de nouvelles actions dans le cadre du contrat de gestion	I	18	22	41.13.40	cd		902	0	902	0
Subventions dédicacées aux projets de la convention de partenariat Région wallonne, Forem et CPAS	I	18	22	41.14.40	cd		1.345	0	1.345	0
(Nouveau) Subventions aux CISP	I	18	22	41.15.40	cd		0	+15.562	0	+7.808
Financement du volet formation des pôles de compétitivité (Marshall 2.Vert – axe 2)	I	18	22	41.21.40	cd		0	0	6.004	-930
Subvention en vue de promouvoir l'autocréation d'activités	I	18	22	41.22.40	cd		2.901	0	2.901	0
Marshall 4.0 – Axe I.1.2 - Formations Tutorat (FOREM)	I	18	22	41.30.40	cd		80	0	80	0
Marshall 4.0 – Axe I.1.3 - Validation des compétences (FOREM-CVDC)	I	18	22	41.31.40	cd		607	0	607	0
Marshall 4.0 – Axe I.1.6 –Renforcement du lien entre l'offre de formations et les métiers d'avenir (FOREM)	I	18	22	41.32.40	cd		20.660	0	20.660	0
Marshall 4.0 – Axe I.2.2 – Découverte et essais-métiers (FOREM)	I	18	22	41.33.40	cd		1.424	0	1.424	0

Marshall 4.0 – Axe I.4.1 - Plan Langues (FOREM)	I	18	22	41.34.40	cd		6.759	0	6.759	0
Marshall 4.0 – Axe II.1.2 – Formations des Centres de compétences articulées aux projets des pôles (FOREM)	I	18	22	41.35.40	cd		2.500	+930	2.500	+930
(Dont arrêté de transfert)							+2.500		+2.500	
Marshall 4.0 – Axe II.2.1 - Soutenir l'innovation des entreprises (FOREM)	I	18	22	41.36.40	cd		0	0	0	0
Marshall 4.0 – Axe IV.1.1 -Formations alliance Emploi-Environnement (FOREM)	I	18	22	41.37.40	cd		1.750	0	1.750	0
Marshall 4.0 – Axe V.1.1 - Formations Centres de compétences – transition numérique (FOREM)	I	18	22	41.38.40	cd		4.500	0	4.500	0
Subvention pour les mesures d'accompagnement – prélèvement kilométrique – volet Formation	I	18	22	41.39.40	cd		0	+1.790	0	+1.790
Subvention au FOREM pour des investissements en rapport avec les centres de formation professionnelle	II	18	22	61.01.41	cd	I	3.300	0	3.300	0
TOTAUX							**202.595**	**+19.762**	**208.599**	**+11.078**

Légende :
Moyens budgétaires : libellés des allocations
Tit : I=dépenses courantes; II=dépenses de capital
D.O. : n° de la division organique
Prog. : n° de programme
A.B. : codes économiques (2erSEC, n°d'ordre, 3et4SEC)
CD/CV : crédits dissociés ou variables
R= crédits consacrés (en tout ou en partie) à la recherche
I= crédits consacrés à l'investissement public
E= crédits destinés aux programmes particuliers cofinancés par les fonds européens
P= crédits transférés (en tout ou en partie) à un pararégional
MA 2017 : moyens d'engagement 2017
MA 2017 Aju : moyens d'engagement 2017 ajusté
MP 2017 : moyens de paiement 2017
MP 2017 Aju : moyens de paiement 2017 ajusté

Objectif du programme:

Prise en charge des dépenses de fonctionnement du FOREM et des actions de promotion de la Formation professionnelle qui relèvent de sa compétence.

ANNEXE 2 - NOTE DE GENRE

A) Egalité hommes/femmes

En matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le Forem, dans son contrat de gestion 2011-2016, en son article 17 (Principes généraux de fonctionnement), s'engage, notamment, dans la mise en œuvre de ses missions organiques et missions déléguées, à respecter 3 principes de service public dont l'égalité et l'universalité : *« le FOREM veille à donner aux usagers un droit d'accès égal à ses services sans discrimination, applique le principe d'égalité de traitement des genres et des chances dans le cadre de l'exécution du présent Contrat et s'inscrira dans les objectifs définis au niveau européen en matière d'égalité des genres et des chances ».*

Dans ce cadre, le Forem a fait le choix de mettre en place un Service « Egalité et Diversité », qui a pour missions d'implémenter une dynamique d'égalité hommes – femmes dans toute l'offre de services du Forem et de ses partenaires. Ce service participe, appuie, coordonne et/ou initie des projets liés aux thématiques visant l'organisation de la politique égalité et diversité au Forem. Cette politique, inscrite à la fois dans son contrat de gestion et dans son plan d'entreprise, vise quatre domaines d'actions liés aux critères du genre, de l'âge, du handicap et de l'origine.

Ci-dessous, sont repris les principaux éléments actuels illustrant la thématique « égalité femme / homme » au Forem.

1. APE et PTP

Un des secteurs prioritaires bénéficiaire des aides à l'emploi APE et PTP est le secteur de l'accueil des enfants car l'insuffisance de places d'accueil des 0-3 ans constitue un des obstacles importants à la mise à l'emploi et au maintien dans l'emploi des femmes. Cette mesure participe donc pleinement à l'objectif d'égalité hommes/femmes.

2. Offres d'emploi et de formation

Les offres d'emploi et de formation sont systématiquement déclinées au masculin et au féminin, ce dans un souci de déségrégation des politiques d'emploi et de formation.

3. Accompagnement des demandeurs d'emploi

En moyenne, chaque année, les proportions hommes/femmes de personnes accompagnées correspondent, logiquement, aux proportions hommes/femmes de demandeurs d'emploi inoccupés.

4. Actions menées dans les Carrefours Emploi Formation Orientation (CEFO)

Depuis leur création, les Carrefours Emploi Formation Orientation (CEFO) veillent à inscrire leurs activités dans le cadre de la promotion de l'égalité des chances et de la prise en compte de la diversité. Concrètement, un groupe de conseillers (issus de différents CEFO) mène une réflexion continue sur les actions pertinentes à mettre en œuvre à l'attention des demandeurs d'emploi mais également à l'attention de leurs pairs afin de susciter une dynamique transversale et pérenne de l'égalité des chances au sein du dispositif.

5. Mise à disposition du personnel Forem d'une newsletter « égalité & diversité »

L'objectif de cette « Newsletter égalité et diversité » du Forem est :

- d'apporter des informations, claires et synthétisées, sur les actions et projets menés au Forem ou en externe, portant sur les 4 « thématiques » principales susmentionnées (le genre, l'origine, le handicap et l'âge) ;
- de présenter les actualités et évènements importants ;
- de partager la bibliothèque (articles, parutions, etc.) tenue et organisée par le Service égalité & diversité du Forem depuis plusieurs années.

6. Actions de veille et de sensibilisation

Ces actions prennent en compte cette dimension égalité des chances hommes-femmes. Ainsi, par exemple, dans les études de veille (cf. travail réalisé par l'AMEF), cette dimension est intégrée dans les « fiches de veille » et les évolutions dans les domaines concernés sont systématiquement analysées.

B) Primo-arrivants

Dans la crise de l'asile que nous connaissons depuis l'été 2015, la Belgique, comme d'autres Etats européens, doit faire face à l'arrivée importante de demandeurs d'asile.

Jusqu'à la reconnaissance de leur statut de réfugié, ces personnes sont essentiellement concernées par les politiques fédérales menées principalement en matière d'accueil. L'Etat fédéral est en effet compétent pour organiser les différentes étapes de la procédure d'asile, de l'introduction de la demande jusqu'à la décision finale, garantir un hébergement, une aide matérielle ainsi qu'un accompagnement juridique, social, médical et psychologique.

Au terme de cette procédure d'accueil, le demandeur d'asile peut se voir reconnaître la qualité de réfugié. Il bénéficie alors d'un permis de séjour de durée illimitée et d'une exemption de permis de travail. C'est à partir de cette reconnaissance que le réfugié qui s'installe sur le territoire wallon devra s'inscrire dans les dispositifs d'intégration des primo-arrivants mis en place en Wallonie. Tenant compte de la durée moyenne des procédures, la Wallonie a vu s'installer sur son territoire les premiers flux de réfugiés reconnus à partir de début 2016.

Ces personnes doivent donc s'inscrire dans le parcours wallon d'intégration, récemment renforcé par le Gouvernement, ainsi que dans les dispositifs d'insertion socioprofessionnelle. Une fois acquis le statut de réfugié, ces personnes ont en effet accès, au même titre que tout demandeur d'emploi, à l'ensemble des services proposés par le Service public de l'Emploi ainsi que par les divers acteurs du secteur de l'insertion socioprofessionnelle.

De plus, dans le cadre du budget 2017, le Gouvernement Wallon a décidé d'attribuer des moyens complémentaires pour l'intégration des primo-arrivants, comme il l'avait fait lors de l'aju RW 2016.

Au-delà de l'apprentissage du français et des cours de citoyenneté, il s'agit en effet d'offrir aux personnes l'opportunité de s'insérer rapidement sur le marché de l'emploi. Ces moyens sont destinés à renforcer l'accueil, l'accompagnement, la formation, le soutien à la recherche d'emploi, des primo-arrivants en âge de travailler par le Service public de l'Emploi ainsi que par ses partenaires en matière d'insertion socioprofessionnelle.

Le Service public de l'emploi est chargé d'accueillir les personnes dès lors qu'elles s'inscrivent dans une démarche d'insertion vers l'emploi, dans une logique de guichet unique, et il coordonnera leur parcours au sein du Forem ou chez les opérateurs partenaires, sur la base d'un bilan socioprofessionnel et d'une identification de leurs compétences.

C) Prévention contre le radicalisme

L'insertion sur le marché de l'emploi reste difficile pour les populations issues de l'immigration.

Dans ce cadre, le Gouvernement Wallon a décidé de permettre au Forem de doter chacune des Instances bassins E.F.E. d'un agent spécifiquement chargé de développer des actions concrètes et opérationnelles afin de promouvoir l'emploi des personnes étrangères et d'origine étrangère sur le territoire.

L'action des Instances bassins sera concertée avec le référent radicalisme wallon.